PLAN LOCAL D'URBANISME DE VAL D'ISÈRE

1 – RAPPORT DE PRÉSENTATION

Tome 3 – Evaluation environnementale

APPROBATION

Novembre 2025

Dossier certifié conforme par M. le Maire et annexé à la présente délibération du conseil municipal de la commune de Val d'Isère du 6 novembre 2025 relative à l'approbation de la révision générale du PLU de Val d'Isère.

Le Maire
Patrick MARTIN

MAIRIE DE VAL D'ISERE 73 SAVOIE

ESPACES & MUTATIONS

Mont'ALPE Environnement

LAZARE AVOCATS

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : 4

METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 4

1.1. RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE 4

1.2. DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 4

CHAPITRE 2 : 6

SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET HIERARCHISATION 6

2.1. SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 6

CHAPITRE 3 : ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES AVEC LESQUELS LE PLU DOIT ETRE COMPATIBLE OU QU'IL DOIT PRENDRE EN COMPTE 10

3.1. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SDAGE) DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE 10

3.2. LE SCOT TARENTAISE VANOISE 13

3.3. LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE ET ÉGALITE DES TERRITOIRES 19

3.4. LE PLAN REGIONAL SANTE ENVIRONNEMENT 2024-2028 28

CHAPITRE 4 : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET JUSTIFICATION DES CHOIX AU REGARD DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES 29

4.1. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT 29

4.2. JUSTIFICATION DES CHOIX AU REGARD DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES 30

CHAPITRE 5 : ANALYSE DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU 31

5.1. DEMARCHE METHODOLOGIQUE 31

5.2. LE SECTEUR DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE POTENTIEL DE LA LEGETTAZ 32

5.3. LES SECTEURS NON ARTIFICIALISES EN TOUT OU PARTIE ET FAISANT L'OBJET D'OAP SECTORIELLES 35

5.4. LES ESPACES INTERSTITIELS NON ARTIFICIALISES ET NON BATIS AU SEIN DES ZONES URBAINES U 62

5.5. LES SECTEURS DE PROJET EN ZONE N 79

5.6. LES EMPLACEMENTS RESERVES 89

CHAPITRE 6 : 91

INCIDENCES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS 91

6.1. INCIDENCES DU PLU SUR LA BIODIVERSITE ET MESURES 91

6.1.1. RAPPEL DU CONTEXTE SUR VAL D'ISERE 91

6.1.2. RAPPEL DES OBJECTIFS ET ORIENTATIONS DU PADD 91

6.1.3. INCIDENCES ET MESURES 92

6.1.4. CONCLUSION SUR LES INCIDENCES DU PLU SUR LA BIODIVERSITE 93

6.2. INCIDENCES DU PLU SUR LE PAYSAGE ET MESURES 94

6.2.1. Rappel du contexte sur Val d'Isere 94
6.2.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD 94
6.2.3. Incidences et mesures 96
6.2.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur le paysage 97
6.3. Incidences du PLU sur le climat et l'energie 97
6.3.1. Rappel du contexte sur Val d'Isere 97
6.3.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD 98
6.3.3. Incidences et mesures 98
6.3.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur le climat et l'energie 99
6.4. Incidences du PLU sur les pollutions et qualites des milieux 100
6.4.1. Rappel du contexte sur Val d'Isere 100
6.4.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD 100
6.4.3. Incidences et mesures 100
6.4.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur les pollutions et qualites des milieux 101
6.5. Incidences du PLU sur les ressources naturelles et les usages 101
6.5.1. Rappel du contexte sur Val d'Isere 101
6.5.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD 101
6.5.3. Incidences et mesures 101
6.5.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur les ressources naturelles et les usages 102
6.6. Incidences du PLU sur les risques pour l'homme et la sante 102
6.6.1. Rappel du contexte sur Val d'Isere 102
6.6.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD 103
6.6.3. Incidences et mesures 103
6.6.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur les risques pour l'homme et la sante 103

Chapitre 7 : ANALYSE DES INCIDENCES NATURA 2000 104

7.1. Rappel du cadre reglementaire 104
7.2. Evaluation preliminaire des incidences du PLU sur le site Natura 2000 du massif de la Vanoise 104
7.2.1. Les habitats et les especes d'interet communautaire du site Natura 2000 du massif de la Vanoise 104
7.2.2. Identification des incidences potentielles 107
7.2.2.1. Effets potentiels du PLU sur les habitats naturels d'interet communautaire 107
7.2.2.2. Effets potentiels du PLU sur les especes animales et vegetales d'interet communautaire 108
7.2.3. Conclusion 108
7.3. Evaluation preliminaire des incidences du PLU sur le site Natura 2000 du reseau de vallons d'altitude a Caricion 108
7.3.1. Les habitats et les especes d'interet communautaire du site Natura 2000 du reseau de vallons d'altitude a Caricion 108
7.3.2. Identification des incidences potentielles 110
7.3.2.1. Effets potentiels du PLU sur les habitats naturels d'interet communautaire 110
7.3.2.2. Effets potentiels du PLU sur les especes animales et vegetales d'interet communautaire 111
7.3.3. Conclusion 111

Chapitre 7 : DISPOSITIF DE SUIVI 112

Chapitre 1 :

METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

1.1. Rappel du cadre réglementaire

En application de l'article R104-11 du Code de l'Urbanisme, la révision du PLU de Val d'Isère doit comprendre une évaluation environnementale. En effet, font l'objet d'une évaluation environnementale, à l'occasion de leur révision, les plans locaux d'urbanisme lorsque la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables.

D'un point de vue méthodologique et conformément à l'article R151-3 du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan.

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement.

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan.

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement.

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. Il peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.

1.2. Démarche méthodologique de l'évaluation environnementale

La démarche de l'évaluation environnementale du PLU de la commune de Val d'Isère a été conduite conformément à la démarche itérative attendue par la réglementation.

Ainsi, les différentes thématiques environnementales (biodiversité, eau, bruit, déchets …) analysées dans le cadre de l'état initial de l'environnement ont été qualifiées sur la base des données disponibles et des parcours de terrain. Ces parcours ont permis de prendre connaissance des éléments du patrimoine naturel, d'en apprécier la fonctionnalité et d'élaborer la carte de la trame verte et bleue.

La formalisation de l'état initial de l'environnement et particulièrement l'identification des atouts et faiblesses de chaque thématique s'est conclue par l'identification des enjeux auxquels se confronte le territoire. Ces enjeux ont été hiérarchisés afin de guider les scenarii d'aménagement du territoire.

L'analyse de l'ensemble des documents, plans et programmes de normes supérieures a également permis de nourrir les enjeux environnementaux du territoire en identifiant les orientations particulières que devait intégrer le projet de PLU. Les données de l'Observatoire environnemental de la Société des Téléphériques

de Val d'Isère (STVI), exploitant du domaine skiable de Val d'Isère, ont contribué à enrichir la connaissance de la flore patrimoniale des fonds de vallée et définir ainsi, les prescriptions réglementaires permettant de la préserver.

L'évaluation environnementale a été menée en parallèle à l'élaboration du projet de territoire dans une démarche intégrée et itérative déclinée de la façon suivante :

- En proposant une carte des enjeux environnementaux localisables intégrant les éléments de la trame verte et bleue et permettant d'emblée d'écarter les secteurs sensibles (réservoirs de biodiversité, continuités écologiques,…) d'éventuels projets d'aménagement. Cette carte s'est enrichie au fil du temps des données de connaissance apportée par la révision du périmètre des zones humides en Savoie et par les données de l'Observatoire de la STVI.
- En traduisant les enjeux environnementaux en orientations environnementales dans le PADD
- En définissant les prescriptions réglementaires permettant de préserver durablement les espaces naturels et notamment le périmètre du parc national de la Vanoise, les deux sites Natura 2000, la réserve naturelle de la Bailletaz et les APPB du col de l'Iseran et de Grand Pré, tout en définissant des prescriptions spécifiques à l'emprise du domaine skiable
- En analysant les incidences sur l'environnement de chacune des zones d'aménagement futur et en écartant au fil des discussions les scenarii d'aménagement les plus pénalisants (mesures d'évitement)
- En proposant des mesures de réduction des incidences sur l'environnement des zones d'aménagement futur retenues au PLU et en traduisant réglementairement les mesures au sein des OAP sectorielles
- En analysant les incidences du PLU sur les composantes de l'environnement et en proposant des mesures de réduction
- En soulignant l'absence d'incidences résiduelles après mesures d'évitement et de réduction et ainsi la non-nécessité de mesures compensatoires

Ainsi, les prescriptions du règlement écrit et graphique protègent les réservoirs de biodiversité (cœur de parc national de la Vanoise, sites Natura 2000, réserve naturelle de la Bailletaz, APPB, zones humides) et leurs fonctionnalités. Elles préservent également les espaces naturels complémentaires que sont les milieux forestiers, les prairies agricoles des fonds de vallée, ainsi que les cours d'eau et leurs boisements rivulaires. L'élaboration concertée du PLU ainsi que l'ensemble des prescriptions réglementaires permettent de maîtriser les incidences négatives pressenties de la mise en œuvre du PLU.

L'analyse des incidences du PLU sur les sites Natura 2000 du massif de la Vanoise et du réseau de vallons d'altitude à Caricion fait l'objet d'un chapitre spécifique soulignant la bonne prise en compte de ces réservoirs de biodiversité et ce, dès la phase d'élaboration du PADD.

Les indicateurs de suivi de la mise en œuvre du PLU ont été déterminés au regard des enjeux environnementaux du territoire communal et de la disponibilité des données pour les alimenter. Enfin, le résumé non technique a été rédigé de façon à permettre au public de prendre connaissance du PLU et de son évaluation environnementale de façon claire, et notamment de la façon dont le PLU répond aux enjeux environnementaux identifiés sur le territoire. Il fait l'objet d'un document spécifique intitulé Tome 4 du rapport de présentation.

Chapitre 2 : SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET HIERARCHISATION

2.1. Synthèse des enjeux environnementaux

Les enjeux environnementaux ont été appréciés à partir des atouts et faiblesses du territoire au regard de chaque thématique environnementale. Ils sont issus du croisement entre les données d'analyse du territoire et les objectifs environnementaux de référence que sont :

- Les objectifs réglementaires nationaux et internationaux
- Les objectifs régionaux (SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes)
- Les objectifs locaux portés par les procédures intercommunales (SCOT de Tarentaise Vanoise)

Les écarts constatés entre la situation actuelle et les objectifs environnementaux ont permis de dégager les enjeux par thématique.

La qualification de chacun des enjeux, de faible à fort, permet de préciser quels sont les enjeux majeurs et stratégiques en considérant les interactions plus ou moins importantes entre les différentes thématiques environnementales traitées.

Ainsi, la hiérarchisation des enjeux peut être établie. Cette hiérarchisation tient compte également des paramètres suivants :

- Les pressions exercées sur les milieux naturels sensibles (le niveau de menace)
- La valeur des espaces considérés à l'échelle du territoire (le niveau de fragilité)
- La transversalité des enjeux (ex : les consommations énergétiques et ses effets sur la qualité de l'air et la santé humaine)
- La marge de manœuvre du PLU

Le tableau suivant présente la synthèse des enjeux environnementaux de Val d'Isère.

THEMATIQUE ENVIRONNEMENTALE	OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX	ENJEU SUR LE TERRITOIRE	DEGRE D'IMPORTANCE DE L'ENJEU SUR LE TERRITOIRE	MARGE D'ACTION DU PLU
BIODIVERSITE & MILIEUX NATURELS	SCoT Tarentaise Vanoise Préserver la biodiversité par la mise en place d'une trame verte et bleue	La préservation des réservoirs de biodiversité et le maintien de leurs fonctionnalités.	FORT	IMPORTANTE
		La prise en compte dans l'aménagement du territoire des réservoirs complémentaires constitués des prairies agricoles, des boisements et des milieux aquatiques.	MOYEN	IMPORTANTE
PAYSAGE	SCoT Tarentaise Vanoise Préserver les espaces supports du patrimoine paysager de la Tarentaise	Préserver le caractère ouvert des espaces agricoles stratégiques et valoriser l'Isère	FORT	IMPORTANTE
		Préserver les coupures vertes entre le centre-bourg et la Daille et entre le centre-bourg et le Laisinant.	FORT	IMPORTANTE
	SCoT Tarentaise Vanoise	La contribution à l'atteinte des objectifs nationaux en	FORT	MOYENNE

CLIMAT ENERGIE	Consommer moins d'énergie	faveur du climat en réduisant les consommations énergétiques et les émissions de GES.		
		L'adaptation de l'urbanisme au changement climatique.	FORT	MOYENNE
RESSOURCES NATURELLES ET USAGES	SCoT Tarentaise Vanoise Prendre en compte la disponibilité de la ressource en eau	Une bonne gestion de la ressource en eau afin de répondre aux besoins humains tout en garantissant le bon fonctionnement des milieux aquatiques.	FORT	MOYENNE
RISQUES POUR L'HOMME et LA SANTE	SCoT Tarentaise Vanoise Appliquer le principe de précaution dans les secteurs de risques identifiés en aléa fort Protéger les champs d'expansion des crues et les espaces de bon fonctionnement des rivières lorsqu'ils sont délimités	La prise en compte des aléas naturels dans l'aménagement du territoire.	FORT	IMPORTANTE

2.2. Hiérarchisation des enjeux environnementaux

La qualification précédente des enjeux environnementaux du territoire de Val d'Isère, qui va de moyen fort, permet leur hiérarchisation selon les 5 critères suivants, avec pour chacun d'eux une pondération traduisant leur niveau d'importance.

Les 5 critères retenus, ainsi que la grille de pondération des enjeux, sont présentés dans le tableau suivant.

Critères	Typologie de l'enjeu	Pondération
Importance de l'enjeu à l'échelle de la CC de Haute Tarentaise	Forte	3
	Moyenne	2
	Faible	1
Niveau de menace ou de fragilité, caractère irréversible	Fort	3
	Moyen	2
	Faible	1
Importance pour la qualité de vie et la santé publique	Fort	3
	Significatif	2
	Secondaire	1
Caractère transversal	Important	3
	Moyen	2
	Faible	1
Marge de manœuvre du PLU	Importante	3
	Moyenne	2
	Faible	1

La hiérarchisation des enjeux est présentée dans le tableau suivant.

Thématique environnementale	Enjeux environnementaux	Importance de l'enjeu à l'échelle du territoire	Niveau de menace ou de fragilité, caractère irréversible	Importance pour la qualité de vie et la santé publique	Caractère transversal	Marge de manœuvre du PLU	TOTAL de la pondération par enjeu	NOTATION par thématique
BIODIVERSITE & MILIEUX NATURELS	La préservation des réservoirs de biodiversité et le maintien de leurs fonctionnalités.	2	1	2	2	3	10	22
	La prise en compte dans l'aménagement du territoire des réservoirs complémentaires constitués des prairies agricoles, des boisements et des milieux aquatiques.	3	2	2	2	3	12	
PAYSAGE	Préserver le caractère ouvert des espaces agricoles stratégiques et valoriser l'Isère	1	1	2	3	3	10	22
	Préserver les coupures vertes entre le centre-bourg et la Daille et entre le centre-bourg et le Laisinant.	3	1	2	3	3	12	
CLIMAT-ENERGIE	La contribution à l'atteinte des objectifs nationaux en faveur du climat en réduisant les consommations énergétiques et les émissions de GES.	3	2	2	2	2	11	25
	L'adaptation de l'urbanisme au changement climatique.	3	2	3	3	3	14	
RESSOURCES NATURELLES ET USAGES	La gestion de la ressource en eau afin de répondre aux besoins humains tout en garantissant le bon fonctionnement des milieux aquatiques.	3	1	2	2	1	9	9
RISQUES POUR L'HOMME & LA SANTE	La prise en compte des aléas naturels dans l'aménagement du territoire.	3	2	2	2	3	12	12

Les enjeux de Climat Energie, Paysage et Biodiversité constituent les enjeux prioritaires du territoire de Val d'Isère et sur lesquels le PLU peut agir.

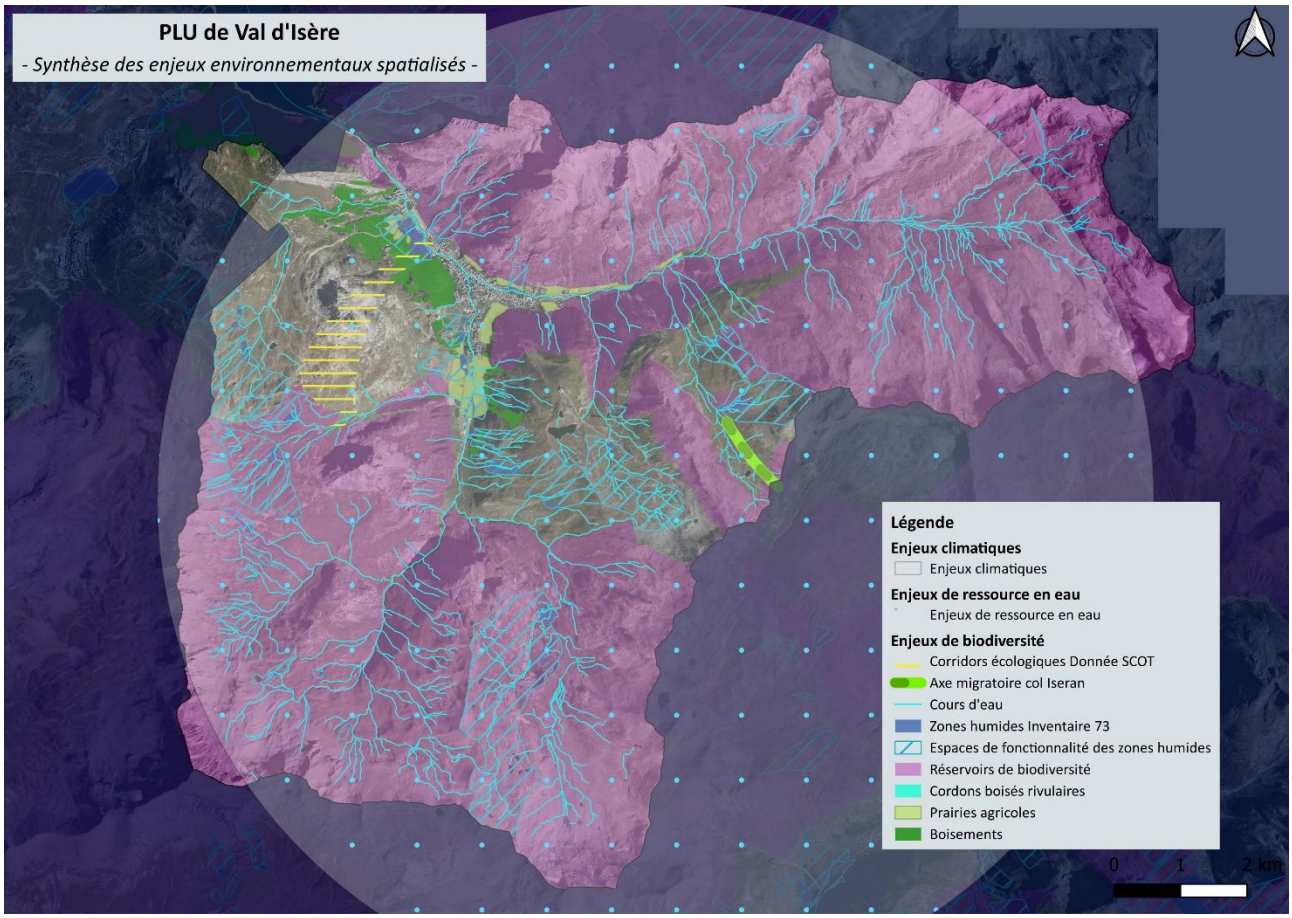
Les enjeux liés à la biodiversité sont spatialisés sur le territoire de Val d'Isère. Ils ont été identifiés dans la trame verte et bleue du territoire, présentée et cartographiée dans l'état initial de l'environnement.

Les enjeux de Climat-Energie concernent l'ensemble du territoire communal.

L'enjeu lié à la ressource en eau concerne l'ensemble du territoire communal.

L'enjeu lié aux aléas naturels est ciblé sur les zones identifiées par les P.P.R. opposables.

La carte suivante présente la spatialisation des enjeux environnementaux du PLU de Val d'Isère.



Carte de synthèse des enjeux environnementaux

Chapitre 3 : ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES AVEC LESQUELS LE PLU DOIT ETRE COMPATIBLE OU QU'IL DOIT PRENDRE EN COMPTE

3.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée

Il s'agit d'apprécier la compatibilité du PLU de Val d'Isère avec les orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027, en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et des objectifs de qualité et quantité des eaux.

En effet, les documents de planification dans le domaine de l'urbanisme tels que les PLU doivent permettre de maîtriser :

- La satisfaction des différents usages de l'eau avec une priorité à l'eau potable (disponibilité de la ressource en eau superficielle ou souterraine, préservation des aquifères stratégiques identifiés par le SDAGE, existence ou non de réseaux d'adduction, rendements…)
- Les rejets ponctuels ou diffus et leurs impacts sur la qualité du milieu récepteur
- Le risque inondation et la gestion des eaux pluviales
- L'artificialisation des milieux et la préservation des milieux aquatiques et des zones humides

Le tableau suivant rappelle les principales orientations du SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée et présente leur intégration dans le PLU de Val d'Isère.

ORIENTATIONS DU SDAGE Rhône-Méditerranée et DISPOSITIONS applicables aux documents d'urbanisme	**Intégration des éléments du SDAGE dans le PLU**
Orientation fondamentale n° 0 : s'adapter aux effets du changement climatique	
Disposition 0-02 – Développer la prospective pour anticiper le changement climatique Les scénarios prospectifs portant sur l'évolution des territoires (croissance démographique, évolution des activités économiques…) devront être évalués au regard de leurs impacts sur la ressource en eau disponible et l'état des milieux aquatiques et de leur contribution aux objectifs du SDAGE, en tenant compte des effets du changement climatique. Ces démarches prospectives auront pour objet de préciser les mesures d'adaptation à prévoir et leurs conditions de mises en œuvre.	En l'état des connaissances, les ressources de la commune couvrent les besoins actuels et futurs en eau potable sans que des conflits d'usages ne soient identifiés. Les besoins en eau pour la neige de culture sont stables à l'échéance du PLU en l'absence de nouvelles infrastructures.
Orientation fondamentale n° 2 : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	
Disposition 2-01 – Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser » La séquence « ERC » s'applique, dans le cadre des procédures administratives d'autorisation ou d'approbation et de manière proportionnée aux enjeux environnementaux en présence, à tout projet impactant ou susceptible d'impacter l'environnement : projet individuel à impacts locaux, projet d'infrastructure, projet de plan ou de programme.	Le PLU préserve l'ensemble des milieux aquatiques, ainsi que les cordons boisés qui accompagnent les cours d'eau.
Orientation fondamentale n° 5 : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	
Orientation fondamentale n° 5A : poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	

Disposition 5A-01 – Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux Les documents d'urbanisme doivent s'assurer du respect des réglementations sectorielles (directive eaux résiduaires urbaines « ERU », directive baignade, directive sur les eaux conchylicoles) et de l'objectif de non dégradation des masses d'eau, en veillant en particulier à la maîtrise de l'impact cumulé de leurs rejets dans les masses d'eau.	Les eaux usées du réseau collectif sont acheminées jusqu'à la station d'épuration communale de type physico-chimique, située au lieu-dit La Daille en rive gauche de l'Isère. Celle-ci possède une capacité nominale actuelle de 32 000 eq/hab. Les eaux traitées sont rejetées dans l'Isère. Hormis l'étape de traitement primaire, tous les ouvrages et la majorité des équipements qui composent la station d'épuration sont vétustes. Par ailleurs, en l'absence de traitement biologique, les effluents rejetés ne répondent pas aux exigences réglementaires. La nouvelle STEP sera équipée d'un traitement biologique et sa capacité sera de 35 000 eq/hab. Elle permettra ainsi de de répondre aux exigences règlementaires.
Disposition 5A-04 - Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées Le SDAGE fixe trois objectifs généraux : - Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols. Cet objectif doit devenir une priorité, notamment pour les documents d'urbanisme lors des réflexions en amont de l'ouverture de zones à l'urbanisation. La limitation de l'imperméabilisation des sols peut prendre essentiellement deux formes : soit une réduction de l'artificialisation, soit l'utilisation des terrains déjà bâtis, par exemple des friches industrielles, pour accueillir de nouveaux projets d'urbanisation. - Réduire l'impact des nouveaux aménagements. Tout projet doit viser à minima la transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source (noues, bassins d'infiltration, chaussées drainantes, toitures végétalisées, etc.). L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols le permet et qu'elle est compatible avec les enjeux sanitaires et environnementaux du secteur (protection de la qualité des eaux souterraines, protection des captages d'eau potable...), à l'exception des dispositifs visant à la rétention des pollutions. Par ailleurs, dans les secteurs situés à l'amont de zones à risques naturels importants (inondation, érosion...), il faut prévenir les risques liés à un accroissement de l'imperméabilisation des sols. En ce sens, les nouveaux aménagements concernés doivent limiter leur débit de fuite lors d'une pluie centennale à une valeur de référence à définir en fonction des conditions locales. - Désimperméabiliser l'existant. Les documents d'urbanisme doivent prévoir, en compensation de l'ouverture de zones à l'urbanisation, la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées. Sous réserve de capacités techniques suffisantes en matière d'infiltration des sols, la surface cumulée des projets de désimperméabilisation visera à atteindre 150% de la nouvelle surface imperméabilisée suite aux décisions d'ouverture à l'urbanisation prévues dans le document de planification.	La gestion des eaux pluviales des zones d'urbanisation future est encadrée par les prescriptions déterminées dans les annexes sanitaires et le règlement du PLU. Les OAP sectorielles précisent les modalités de gestion des eaux pluviales. Chaque zone d'urbanisation future bénéficie de prescriptions de gestion des eaux pluviales visant à favoriser la rétention et/ou l'infiltration. La végétalisation des zones d'urbanisation future, telle que définie dans les OAP sectorielles et le règlement des zones U, contribue à favoriser l'infiltration et à limiter l'imperméabilisation des sols. L'Emplacement Réservé n°6 a pour objectif de renaturer des surfaces aujourd'hui artificialisées par la présence d'un parking aérien. Cette mesure, qui vise la revégétalisation d'un secteur riverain de l'Isère, compense l'imperméabilisation des surfaces d'espaces naturels et agricoles (9 948 m^2).
Orientation fondamentale n° 5B : lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	
Disposition 5B-01 - Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation Les documents d'urbanisme doivent être adaptés en cas de croissance attendue de population de façon à ne pas accentuer ni les flux de pollutions ni les prélèvements	Les masses d'eau du territoire de Val d'Isère ne présentent pas de problèmes d'eutrophisation.

d'eau susceptibles d'avoir un impact sur l'état trophique des eaux.	
Orientation fondamentale n° 6 : préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides	
Orientation fondamentale n° 6A : agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	
Disposition 6A-01 - Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines : Les espaces de bon fonctionnement sont des périmètres définis et caractérisés par les structures de gestion de l'eau par bassin versant (SAGE, contrats de milieux…). Ces périmètres entrent en tout ou partie dans la trame verte et bleue.	La trame verte et bleue du territoire communal repère l'ensemble des milieux aquatiques ainsi que leurs boisements rivulaires. Aucun outil opérationnel de type SAGE n'est en vigueur sur le bassin versant de l'Isère identifiant les espaces de bon fonctionnement.
Disposition 6A-02 - Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques Les documents d'urbanisme intègrent les enjeux spécifiques des espaces de bon fonctionnement dans le diagnostic. Ils prévoient les mesures permettant de les protéger sur le long terme dans leur projet d'aménagement et de développement durable et leur document d'orientation et d'objectifs. Les documents d'urbanisme établissent des règles d'occupation du sol et intègrent les éventuelles servitudes d'utilité publique qui doivent permettre de préserver les espaces de bon fonctionnement durablement ou de les reconquérir même progressivement. L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme tient compte de leurs impacts sur le fonctionnement et l'intégrité de ces espaces.	Les boisements rivulaires des cours d'eau sont classés en zone naturelle N et bénéficient complémentairement de dispositions réglementaires au titre de l'article L151-23. Les dispositions visent à préserver les boisements existants en encadrant strictement la nature des travaux autorisés.
Disposition 6A-03 – Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants	Les réservoirs biologiques aquatiques constituées des zones humides sont préservés par des dispositions réglementaires spécifiques.
Orientation fondamentale n° 6B : préserver, restaurer et gérer les zones humides	
Disposition 6B-02 Mobiliser les documents de planification, les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides Les documents d'urbanisme intègrent dans le diagnostic les enjeux spécifiques aux zones humides de leur territoire, en s'appuyant notamment sur les inventaires portés à connaissance par les services de l'État. Ils prévoient, dans leur projet d'aménagement et de développement durable et leur document d'orientation et d'objectifs, les mesures permettant de respecter l'objectif de non dégradation des zones humides et de leurs fonctions et de les protéger sur le long terme. L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme tient compte de leurs impacts sur le fonctionnement et l'intégrité de ces espaces.	Les zones humides identifiées à l'inventaire départemental bénéficient d'un classement en zone naturelle N ou agricole A, Af et Aa assorti d'une servitude au titre de l'article L151-23 du CU et d'un règlement visant à les préserver. Les espaces de bon fonctionnement des zones humides bénéficient complémentairement d'une servitude au titre de l'article L151-23 du CU. L'ensemble de ces dispositions réglementaires préserve les périmètres des zones humides ainsi que leurs fonctionnalités.
Orientation fondamentale n° 7 : atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	

Disposition 7-05 - Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau : Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les objectifs fixés par le PGRE (volumes prélevables par usage, débit objectif d'étiage et niveau piézométrique d'alerte notamment) ainsi que les règles de partage de l'eau. Le cumul des nouveaux prélèvements ne doit pas conduire à rompre les équilibres entre usages ni aggraver les conditions d'étiage extrême en termes d'intensité et de durée. Les documents d'urbanisme analysent l'adéquation entre la ressource en eau disponible et les besoins en eau des aménagements envisagés, en tenant compte des équipements existants et de la prévision de besoins futurs en matière de ressource en eau, des études d'évaluation des volumes prélevables globaux et des plans de gestion de la ressource en eau.	En l'état des connaissances, les ressources de la commune couvrent les besoins actuels et futurs en eau potable sans que des conflits d'usages ne soient identifiés, l'AEP restant l'usage principal. Les besoins en eau du domaine skiable sont stables à l'échéance du PLU en l'absence de nouvelles infrastructures. Ces mesures participent au respect de l'objectif de non dégradation des masses d'eau souterraines et de leur pérennité.
Orientation fondamentale n° 8 : augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	
Disposition 8-01 - Agir sur les capacités d'écoulement : préserver les champs d'expansion des crues Les champs d'expansion de crues doivent être conservés sur l'ensemble des cours d'eau du bassin. Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec cet objectif.	Les zones de débordement torrentiel connues et identifiées par les P.P.R. en vigueur sont majoritairement exclues de tout aménagement au PLU. Des prescriptions réglementaires encadrent l'ouverture à l'urbanisation des secteurs soumis à des risques potentiels identifiés par le projet de P.P.R. de décembre 2024, rendant inconstructibles les secteurs concernés en l'attente de l'approbation du document.
Disposition 8-05 – Limiter le ruissellement à la source	La gestion des eaux pluviales des zones d'urbanisation future est encadrée par les prescriptions déterminées dans les annexes sanitaires et le règlement du PLU. Les OAP sectorielles précisent les modalités de gestion des eaux pluviales. Chaque zone d'urbanisation future bénéficie de prescriptions de gestion des eaux pluviales visant à favoriser la rétention et/ou l'infiltration. La végétalisation des zones d'urbanisation future, telle que définie dans les OAP sectorielles et le règlement des zones U, contribue à favoriser l'infiltration et à limiter l'imperméabilisation des sols.

3.2. Le SCOT Tarentaise Vanoise

Le tableau suivant rappelle les principales orientations environnementales fixées par le SCOT Tarentaise Vanoise approuvé le 14 décembre 2017. Il s'agit des orientations pertinentes à l'échelle d'une procédure d'urbanisme. Le tableau présente également la prise en compte de ces orientations par le PLU.

Thématiques environnementales	Objectifs principaux du SCOT	Orientations environnementales du Document d'Orientations et d'Objectifs	Eléments pris en compte dans le PLU
BIODIVERSITE & MILIEUX NATURELS	**Préserver la biodiversité par la mise en place d'une trame verte et bleue**	Les espaces agricoles, naturels et forestiers concernés par les « réservoirs de biodiversité » de la carte de la trame verte et bleue sont protégés, notamment en leur associant un zonage adapté dans les PLU. Les réservoirs de biodiversité d'intérêt local sont également identifiés et délimités dans les documents	Les réservoirs de biodiversité identifiés sur la commune de Val d'Isère sont pris en compte dans le PLU au travers d'un classement en zone naturelle et agricole, assorti pour les zones humides et les ZNIEFF de type 1 situées en dehors des périmètres Natura 2000 et réserve naturelle, de servitudes

		d'urbanisme locaux ou intercommunaux.	réglementaires au titre de l'article L151-23 du CU.
		Pour les zones de reproduction du tétras-lyre à fort potentiel et dont le potentiel est à préciser, la cartographie définit des zones de vigilance.	Les habitats potentiels du Tétras-lyre sont classés en zone naturelle au PLU. L'Observatoire environnemental du domaine skiable accompagne l'exploitant à la mise en œuvre des mesures de protection des habitats.
		Les corridors écologiques et les espaces de perméabilité sont délimités de manière plus précise dans les PLU et bénéficient d'un zonage adapté associé à un règlement interdisant les nouvelles constructions ou aménagements perturbant les fonctionnalités écologiques. Les corridors écologiques d'intérêt local sont également précisés. Au sein de ces espaces, les éléments naturels et paysagers nécessaires au maintien, au renforcement et / ou à la remise en bon état de la fonctionnalité écologique de ces espaces sont préservés.	Le corridor écologique identifié par le SCOT sur le secteur de la Daille est classé en zone naturelle et agricole assortie d'une servitude au titre de l'article L151-23 du CU. Ces dispositions réglementaires interdisent les nouvelles constructions ou les aménagements perturbant les fonctionnalités écologiques. Le corridor écologique identifié entre les hameaux du Laisinant et du Fornet est situé au sein d'un vaste ensemble naturel et agricole fonctionnel ne nécessitant pas de zonage particulier.
		L'ensemble des zones humides sont protégées et pourront faire l'objet d'un zonage spécifique garantissant leur inconstructibilité et interdisant tous travaux susceptibles d'affecter leur fonctionnement et leur caractère humide.	Les zones humides identifiées sur le territoire communal bénéficient d'un zonage et d'un règlement interdisant toute construction et travaux susceptibles d'affecter leur caractère humide.
		Une largeur minimale de l'ordre de 10 m de part et d'autre du sommet des berges des cours d'eau (apparaissant sur la carte TVB), en dehors de l'espace bâti cartographié par le DOO, est à protéger de l'urbanisation. Dans l'espace bâti cartographié, cette largeur peut être réduite en fonction des contraintes locales (sans toutefois être inférieure à 4 m environ), tout en conservant la continuité du corridor. Au sein des zones inondables connues et cartographiées, les limites définies dans les PPR délimitent les espaces d'inconstructibilité en bordure des cours d'eau.	Les berges et les rives des cours d'eau sont classées en zone naturelle N et aucun nouvel aménagement n'est prévu par le PLU au sein de cet espace en dehors de la zone Ud de la Légettaz et de l'ER n°6 visant la requalification des berges de l'Isère. En complément, les boisements rivulaires bénéficient d'une servitude au titre de l'article L151-23 du CU dont les dispositions réglementaires encadrent strictement les aménagements autorisés.
PAYSAGE	**Maintenir et améliorer la qualité des routes vitrines paysagères**	Ne pas urbaniser de manière linéaire le long des axes routiers, sauf en cas de projet structurant participant à la qualité de la composition paysagère et urbaine de la limite bâtie, traité et justifié au cas par cas. Identifier les enjeux paysagers et le cas échéant les terrains participant aux fenêtres paysagères. Favoriser l'aménagement d'aires / belvédères, participant également au maintien des points de vue sur les signaux paysagers. Améliorer la qualité des espaces publics le long des routes vitrines paysagères	Le PLU ne conforte pas le développement urbain le long des axes routiers, il favorise la densification des noyaux urbains et le renouvellement urbain.

		dans la traversée des secteurs urbanisés.	
	Maintenir les espaces paysagers vus des infrastructures de fond de vallée	Identifier les espaces paysagers en compatibilité avec la cartographie. Dans ces zones, aucune nouvelle construction n'est autorisée. De manière exceptionnelle, si un bâtiment agricole devait être construit en espace dit « paysager », alors il fera l'objet de prescriptions particulières pour garantir une parfaite insertion dans l'environnement. Les extensions urbaines limitées en continuité directe avec les espaces bâtis existants cartographiés sont néanmoins autorisées.	Le PLU bien en compte les espaces paysagers identifiés par le SCOT.
	Valoriser les sites naturels emblématiques	Identifier les sites naturels emblématiques en compatibilité avec la cartographie du SCoT afin de reconnaître la spécificité de ces espaces. Interdire dans ces sites toute nouvelle construction ou aménagement qui ne contribue pas à la valorisation patrimoniale, touristique et / ou paysagère du site.	Les sites naturels emblématiques (cœur du parc national de la Vanoise, site de l'iseran…) sont bien identifiés et préservés au PLU.
	Prendre en compte, préserver ou recomposer les micro-paysages patrimoniaux – vignes et vergers	Préserver les micro-paysages. Les extensions urbaines limitées en continuité directe avec les espaces bâtis existants et cartographiés sont néanmoins autorisées.	Aucun micro-paysage n'est repéré par le SCOT sur le territoire de Val d'Isère.
	Valoriser les paysages urbains	Respecter les fronts bâtis et paysagers cartographiés par le SCoT pour ne pas compromettre leur intégrité et éviter l'éparpillement pavillonnaire sur les premiers coteaux. Organiser un développement ou une recomposition urbaine qui respecte ces effets de fronts bâtis, qui se découvrent depuis la vallée ou en arrivant à proximité des stations, par un zonage approprié, limitant un développement non structuré en aval du front bâti existant. Identifier et préserver les caractéristiques paysagères des hameaux patrimoniaux, vecteurs de l'identité et de l'attractivité de la Tarentaise. Ne pas étendre l'enveloppe urbaine existante des hameaux patrimoniaux et identifier un zonage reconnaissant l'intérêt paysager et patrimonial de ces ensembles bâtis. Prendre en compte les possibilités d'évolution de l'aspect extérieur des constructions, pour préserver l'identité architecturale de ces ensembles bâtis.	L'OAP thématique Insertion urbaine et architecturale des nouvelles constructions développe des prescriptions en faveur de l'intégration des constructions dans les sites et paysages des hameaux et du vieux village.
ESPACES AGRICOLES	**Préserver les espaces agricoles stratégiques**	Protéger les espaces agricoles stratégiques. Permettre ponctuellement de nouveaux bâtiments à usage agricole sous réserve d'avoir épuisé les autres solutions crédibles techniquement et financièrement.	Les espaces agricoles stratégiques sont protégés au PLU par le classement en zone AF : espaces agricoles stratégiques comportant des enjeux agricoles forts, où la construction est interdite.

		Préserver de l'urbanisation les espaces situés dans un angle ouvert suffisant pour assurer le bon fonctionnement vers la zone d'exploitation depuis les bâtiments d'élevage existants.	
	Préserver les espaces agricoles importants	Identifier les espaces agricoles importants. Les extensions urbaines limitées en continuité directe avec les espaces bâtis existants cartographiés sont néanmoins autorisées, à défaut de disposer d'une autre solution aux avantages équivalents et avec un impact moindre sur les espaces agricoles. Autoriser à priori la création de nouveaux bâtiments agricoles. Prioriser les extensions urbaines par reconquête sur des friches ou de la forêt peu qualitative lorsque cela est possible techniquement.	Les espaces agricoles importants sont identifiés au PLU par le classement en zone agricole A, où la construction de bâtiments agricoles est autorisée.
	Préserver et améliorer les alpages	Recenser et protéger les alpages. Préserver et reconnaître les spécificités des alpages supports de domaine skiable par une inscription dans un zonage spécifique « ski » dans lequel les pistes de ski et les équipements techniques d'infrastructures et de superstructures liés au fonctionnement des domaines skiables sont autorisés ainsi que les travaux associés. Les extensions urbaines limitées en continuité directe avec les espaces bâtis existants cartographiés sont néanmoins autorisées	Les alpages sont identifiés au projet de PLU par le classement en zone agricole AA auquel s'applique la trame du domaine skiable.
CLIMAT-ENERGIE	**Consommer moins d'énergie**	Généraliser la compacité des formes bâties et la conception bioclimatique des constructions permettant de réduire les consommations énergétiques à la source. Généraliser les constructions remplissant des critères de performances énergétiques ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable. Développer des mesures permettant le développement des modes de déplacements doux dans les projets d'aménagement. Développer des constructions comportant des équipements de production d'énergie renouvelable permettant de remplir des critères de performance énergétique.	Le PLU prévoit le développement des modes de déplacement doux au sein des OAP sectorielles et à travers les Emplacements Réservés n°4, 5, 7a, 8, 10, 11b,15 et 19.
POLLUTIONS & QUALITES DES MILIEUX	**Limiter les risques de pollution par la gestion des eaux usées et des eaux pluviales**	Conditionner dans les PLU l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs à la capacité de traitement des eaux usées nouvelles du territoire : capacité des réseaux et dispositifs de traitement intégrant également les prévisions des autres communes raccordées à la même STEP, sensibilité des milieux récepteurs, capacité à l'assainissement autonome.	Les eaux usées du réseau collectif sont acheminées jusqu'à la station d'épuration communale de type physico-chimique, située au lieu-dit La Daille en rive gauche de l'Isère. Celle-ci possède une capacité nominale actuelle de 32 000 eq/hab. Les eaux Les eaux traitées sont rejetées dans l'Isère. Hormis l'étape de traitement

		Une gestion intégrée des eaux pluviales, visant la limitation du ruissellement par le stockage et la régulation des eaux de pluie le plus en amont possible tout en privilégiant l'infiltration à la parcelle des eaux faiblement polluées, est mise en place dans les aménagements. Les projets d'aménagement limitent l'imperméabilisation des sols et les projets permettant de restaurer les capacités d'infiltration sont encouragés.	primaire, tous les ouvrages et la majorité des équipements qui composent la station d'épuration sont vétustes. Par ailleurs, en l'absence de traitement biologique, les effluents rejetés ne répondent pas aux exigences réglementaires. La nouvelle STEP sera équipée d'un traitement biologique et sa capacité sera de 35 000 eq/hab. Elle permettra ainsi de de répondre aux exigences règlementaires. La gestion des eaux pluviales des zones d'urbanisation future est encadrée par les prescriptions déterminées dans les annexes sanitaires et le règlement du PLU. Les OAP sectorielles précisent les modalités de gestion des eaux pluviales. Chaque zone d'urbanisation future bénéficie de prescriptions de gestion des eaux pluviales visant à favoriser la rétention et/ou l'infiltration. La végétalisation des zones d'urbanisation future, telle que définie dans les OAP sectorielles et le règlement des zones U, contribue à favoriser l'infiltration et à limiter l'imperméabilisation des sols.
	Limiter les pollutions et les nuisances	Réserver des secteurs spécifiques dédiés à l'accueil d'entreprises génératrices de nuisances sonores et / ou de pollutions atmosphériques en dehors des secteurs habités pour ne pas augmenter la part de population soumise à ces nuisances. Positionner les secteurs d'urbanisation future de préférence dans les secteurs non soumis à des nuisances sonores et à des pollutions atmosphériques. Dans les secteurs exposés aux nuisances, intégrer les problématiques de bruit au mode de développement en adaptant la vocation des constructions, en mettant en place des zones de recul ou une architecture adaptée.	Le PLU de Val d'Isère n'est pas concerné.
RESSOURCES NATURELLES & USAGES	**Prendre en compte la disponibilité de la ressource en eau**	Protéger les zones de captage pour l'eau potable de l'urbanisation afin qu'elles bénéficient d'une occupation des sols compatible avec la qualité de la ressource. Démontrer dans les PLU l'adéquation entre les besoins en eau potable générés par le développement envisagé et les capacités du territoire à répondre à ces besoins (capacité des réseaux et volumes disponibles, sécurisation de la ressource, interconnexion si possible…). Cette adéquation prendra également en compte les multiples usages de la	Les périmètres des captages d'eau potable bénéficient de servitudes réglementaires au PLU. En l'état des connaissances, les ressources de la commune couvrent les besoins actuels et futurs en eau potable sans que des conflits d'usages ne soient identifiés.

		ressource et notamment les besoins pour les milieux naturels.	
RISQUES POUR L'HOMME et LA SANTE	**Poursuivre l'intégration de la culture du risque**	Appliquer le principe de précaution dans les secteurs de risques identifiés en aléa fort : interdire les nouvelles constructions et limiter l'artificialisation des surfaces. Dans les zones non urbanisées en zone d'aléa moyen, permettre de nouvelles constructions uniquement en cas de risque de glissement de terrain lent. Proscrire les nouvelles constructions en secteur de risques avalanches, inondations, mouvements de terrain dits rapides et miniers. Dans les zones urbanisées, laisser la possibilité d'autoriser les nouvelles constructions en zone d'aléa moyen sauf pour des phénomènes non prévisibles (comme les chutes de blocs), moyennant le respect de prescriptions constructives. Interdire les constructions derrière l'aménagement des nouvelles digues de protection. Protéger les champs d'expansion des crues et les espaces de bon fonctionnement des rivières lorsqu'ils sont délimités. Dans l'attente d'une délimitation précise de ces espaces de bon fonctionnement des rivières, adapter les règles d'occupation des sols dans les documents d'urbanisme, afin de permettre de préserver les « espaces contribuant au bon état des cours d'eau » identifiés sur la carte trame verte et bleue. Dans les secteurs de risques d'inondation identifiés en aléa moyen, autoriser les nouvelles constructions et les nouveaux aménagements uniquement s'ils ne peuvent pas trouver place dans un autre secteur, sous condition d'une non aggravation du risque identifié et en prenant en considération les prescriptions et recommandations définies dans les plans de prévention des risques.	Le PLU prend en compte les aléas naturels connus sur le territoire communal au travers des deux P.PR. en vigueur et du projet de P.P.R. de décembre 2024.

3.3. Le Schéma Régional d'Aménagement Développement Durable et Égalité des Territoires

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020. La procédure de modification n°1 du schéma régional a été engagée en juin 2022.

Le SRADDET, nouveau schéma transversal et intégrateur, dont l'élaboration a été confiée au Conseil régional, a été créé par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe. En Auvergne-Rhône-Alpes, l'élaboration a été officiellement engagée en 2017 et la démarche s'intitule « Ambition Territoires 2030 ».

Le SRADDET fixe des objectifs de moyen et long terme sur le territoire de la région pour 11 thématiques :

- Equilibre et égalité des territoires
- Implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional
- Désenclavement des territoires ruraux
- Habitat
- Gestion économe de l'espace
- Intermodalité et développement des transports
- Maîtrise et valorisation de l'énergie
- Lutte contre le changement climatique
- Pollution de l'air
- Protection et restauration de la biodiversité
- Prévention et gestion des déchets

Le SRADDET est composé d'un rapport d'objectifs (61 objectifs opérationnels), d'un fascicule de règles avec un tome de règles générales (43 règles) et un tome de règles spécifique pour le volet déchets, et de plusieurs annexes (état des lieux du territoire, annexe biodiversité et atlas cartographique, PRPGD, évaluation environnementale).

Le SRADDET vient se substituer aux schémas préexistants suivants : schéma régional climat air énergie (SRCAE), schéma régional de l'intermodalité, plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Les SCoT (à défaut PLU(i), cartes communales ou les documents en tenant lieu), ainsi que les PDU, PCAET et chartes de PNR doivent :

- Prendre en compte les objectifs du SRADDET
- Être compatibles avec les règles du SRADDET

Le tableau présente la compatibilité du PLU avec les règles du SRADDET pour les thématiques environnementales.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MONTAGNE
Règle n°7 – Préservation du foncier agricole et forestier
Afin de favoriser la protection du foncier agricole, tout en articulant au mieux les enjeux agricoles et forestiers avec ceux de préservation de la biodiversité, il convient pour les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, de : - Protéger les espaces agricoles et forestiers stratégiques et nécessaires à la production agricole en prenant en compte la qualité agronomique et le potentiel agricole des sols, les paysages remarquables, la biodiversité, les investissements publics réalisés. Il conviendra en parallèle d'identifier les secteurs de déprise à l'origine des friches agricoles. - Mettre en œuvre les mesures nécessaires à la structuration et la préservation des espaces agricoles et forestiers stratégiques sous pression foncière (en mobilisant les outils réglementaires adéquats types PAEN, ZAP, Plan de paysage, etc.), tout en rendant possibles les activités indispensables à leur fonctionnement.

- Définir les modalités d'implantation des unités de transformation, de logement des exploitants, et de développement de la pluriactivité.	
Principaux objectifs concernés par la règle	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face aux impacts du changement climatique. 3.1. Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces. 1.6. Préserver la trame verte et bleue. 3.2. Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental. 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés.	Les espaces agricoles et forestiers stratégiques ainsi que les éléments naturels identifiés à la trame verte et bleue sont préservés au PLU par un classement en zone agricole et naturelle. La consommation d'espace induite par le développement résidentiel et touristique est localisée au sein des enveloppes urbaines existantes, ce qui permet de conserver les vastes superficies d'espaces naturels et agricoles périphériques. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°7 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.
Règle n°8 – Préservation de la ressource en eau	
Afin de préserver la ressource en eau, et dans un contexte d'adaptation au changement climatique, les acteurs concernés, en fonction de leur niveau de compétences, doivent : - Mettre en œuvre une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau préservant les milieux aquatiques et permettant de satisfaire au mieux l'ensemble des usages. - Démontrer l'adéquation de leur projet de développement territorial avec la ressource en eau disponible actuelle et future de leur territoire (sur la base de scénarii plausibles). Ainsi, dans un contexte de raréfaction de la ressource en eau induisant une nécessaire économie d'eau par l'ensemble des acteurs, la réflexion doit prendre en compte à la fois : • les besoins des milieux aquatiques pour leur bon fonctionnement, notamment le respect de débits minimum biologiques dans les cours d'eau ; • les besoins des différents usages, notamment pour l'eau potable et l'agriculture en incluant, sous réserve d'avoir préalablement conduit une démarche de réduction de la consommation d'eau, des ouvrages de régulation de cette ressource (retenues collinaires par exemple). - Plus spécifiquement dans les territoires les plus vulnérables, notamment ceux identifiés en déséquilibre quantitatif dans le cadre des SDAGE, ou plus localement dans les SAGE,prendre des mesures visant à favoriser : les économies d'eau, les limitations des prélèvements en fonction de la ressource disponible et l'élaboration de plans de gestion de la ressource en eau à l'échelle des bassins versants concernés. - S'assurer de l'adéquation de leur projet de développement territorial avec les capacités des réseaux d'assainissement et de distribution de l'eau potable. - Démontrer que leur projet de développement territorial ne compromet pas la préservationde la qualité des ressources en eau (souterraines ou superficielles) et est compatible avec les programmes de mesure des SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de la ressource en Eau), pour atteindre le bon état écologique des masses d'eau. - S'assurer, en amont de tous projets d'aménagement, de la protection à long terme des zones de ressources stratégiques en eau potable actuelles et futures, notamment en préconisant pour les zones d'alimentation (impluvium ou bassin versant) de ces ressources stratégiques, la limitation de l'urbanisation, et garantir leur préservation vis- à-vis des pollutions domestiques et industrielles et des pratiques agricoles non compatibles.	
Principaux objectifs concernés par la règle	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
4.5. Préserver la ressource en eau pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes notamment en montagne et dans le Sud de la région. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.	La ressource en eau du territoire de Val d'Isère est préservée au travers du classement en zone naturelle et agricole des bassins versants des ressources en eau mobilisables. A ce jour, aucun conflit d'usage n'est identifié. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°8 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.
CLIMAT AIR ENERGIE	
Règle n°23 – Performance énergétique des projets d'aménagements	

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront établir des objectifs performanciels en matière d'énergie (développer la production des renouvelables et réduire la consommation) pour tous les projets d'aménagements (projets urbains, opérations d'aménagement, etc.), neufs ou en requalification.
A ce titre, ils promeuvent par exemple la :

- Recherche de la neutralité carbone par des systèmes de captation naturels ou artificiels.
- Optimisation de l'accessibilité par des transports moins carbonés.
- Réflexion sur la morphologie urbaine : compacité des bâtiments, potentiel de mise en place de réseaux de chaleur, gestion de l'eau et de la biodiversité (lutte contre les ilots de chaleur par la végétalisation notamment).
- Utilisation de matériaux à faible énergie grise (écomatériaux, matériaux recyclés, …)

Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
3.8. Réduire de 23 % la consommation d'énergie de la région à l'horizon 2030.	En développant les zones résidentielles et touristiques au sein des enveloppes urbaines existantes et notamment du centre urbain, le PLU participe à l'effort de réduction des consommations d'énergie en limitant les déplacements motorisés. Les Emplacements Réservés n°22a et 22b dédiés à l'aménagement d'un parking souterrain et du pôle de mobilité de la Daille participent à la réduction des consommations d'énergie liées aux déplacements. Les Emplacements Réservés n° 4, 5, 7a, 8, 10, 11b,15 et 19 ainsi que les dispositions des OAP sectorielles en faveur des continuités piétonnes participent également à la réduction des consommations d'énergie. Par ailleurs, le PLU favorise fortement le renouvellement urbain, permettant des constructions neuves ou rénovées respectueuses de la réglementation thermique en vigueur. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°23 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

Règle n°24 – Trajectoire neutralité carbone

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront viser une trajectoire neutralité carbone à l'horizon 2050 en soutenant le développement des énergies renouvelables sur le territoire régional et la lutte contre les émissions de GES, tout en préservant, voire développant les puits de captation du carbone. Pour se faire, ils inciteront les maîtres d'ouvrage à identifier et mettre en place pour chaque projet d'aménagement (privé ou public), le potentiel de végétalisation, le potentiel de production en énergie renouvelable (en particulier à base d'énergie solaire produite en toiture) et les modalités de diminution des émissions de GES.

Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100 % à l'horizon 2050. 1.5.2 Réduire les émissions de GES pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. 1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.	Le PLU de Val d'Isère préserve de vastes superficies de prairies et de forêts permettant le stockage du carbone. A l'échelle des zones d'aménagement futur, les OAP sectorielles définissent des prescriptions réglementaires relatives à la création d'espaces végétalisés, à l'aménagement de liaisons piétonnes et en faveur de la sobriété énergétique. Ces prescriptions réglementaires contribuent à l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°24 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

Règle n°25 – Performance énergétique des bâtiments neufs

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront inciter, dans leurs documents opposables, à la construction de bâtiments neufs à des niveaux ambitieux de performance énergétique selon les référentiels en vigueur visant à diminuer la consommation d'énergie et baisser l'impact carbone. Les bâtiments publics devront être particulièrement exemplaires.

Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et**

	compatibilité avec la règle
3.8. Réduire de 23 % la consommation d'énergie de la région à l'horizon 2030. 1.5.2. Réduire les émissions de GES pour atteindre la neutralitécarbone à l'horizon 2050	En favorisant les transports en commun et les déplacements à pied, le PLU contribue à réduire les consommations d'énergie et ainsi, les émissions de gaz à effet de serre. Les opérations de renouvellement urbain, permettant des constructions neuves ou rénovées respectueuses de la réglementation thermique en vigueur, contribuent également à la réduction des émissions de GES. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°25 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.
Règle n°26 – Rénovation énergétique des bâtiments	
Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront inciter, dans leurs documents opposables, à réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments par la réalisation de travaux de rénovation énergétique à des niveaux compatibles avec une trajectoire BBC rénovation.	
Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
3.8. Réduire la consommation énergétique de la région de 23 % par habitant à l'horizon 2030.	Le PLU favorise fortement le renouvellement urbain, permettant des constructions neuves ou rénovées respectueuses de la réglementation thermique en vigueur. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°26 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.
Règle n°27 – Développement des réseaux énergétiques	
Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront prévoir que le développement de l'urbanisation se fasse en cohérence avec l'existence ou les projets de réseaux énergétiques (de chaleur ou de froid) en privilégiant les énergies renouvelables et de récupération pour leur alimentation. Les réseaux de chaleur et de froid peuvent être classés dans les PLUi ou PLU pour rendre obligatoire le raccordement.	
Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à + 100 % à l'horizon 2050.	La commune de Val d'Isère est dotée d'un réseau de chaleur qui alimente des bâtiments publics. L'OAP n°1 incite au raccordement du futur équipement prévu sur le front de neige.
Règle n°28 – Production d'énergie renouvelable dans les zones d'activités économiques et commerciales	
Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, sont invités à conditionner les projets de création ou d'extension de toutes les zones d'activités économiques et commerciales à l'intégration de dispositifs de production d'énergie renouvelable (électrique et/ou thermique) ou de récupération de l'énergie fatale (sauf impossibilité réglementaire ou technique avérée).	
Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à + 100 % à l'horizon 2050. 9.1. Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie. 9.3. Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tanten termes de stockage d'énergie que de mobilité. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.	Sans objet pour le PLU qui ne prévoit pas de création ou d'extension des zones d'activités économiques et commerciales.

Règle n°29 – Développement des énergies renouvelables	
Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront prévoir, dans leurs documents opposables, les potentiels et les objectifs de production d'énergie renouvelables et de récupération permettant de contribuer à l'atteinte du mix énergétique régional. La priorité est donnée au développement des filières bois-énergie, méthanisation et photovoltaïque. Les réseaux de chaleur et de froid constituent un vecteur pertinent à développer pour l'intégration des énergies renouvelables thermiques. Par ailleurs, les sites de production d'énergie renouvelable devront prendre en compte la préservation de la trame verte et bleue et du foncier (dont les espaces agricoles). Leur implantation sera conditionnée à une intégration paysagère et naturelle harmonieuse, ainsi qu'au respect des règlementations ou préconisations liées à la protection de secteurs sensibles (sites inscrits et classés, Grands sites de France, biens inscrits au Patrimoine mondial et Géoparcs de l'Unesco, etc.). Enfin, à l'échelle du territoire, les acteurs pourront engager une réflexion sur le développement en cohérence de la production d'énergie renouvelable d'une part, et d'autre part des équipements de pilotage énergétique intelligent, et de stockage de l'énergie.	
Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 1.7. Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables de la région. 3.7. Augmenter de 54 à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à + 100 % à l'horizon 2050. 9.1. Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie. 9.3. Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tant en termes de stockage d'énergie que de mobilité. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.	La trame verte et bleue est préservée au PLU et les prescriptions réglementaires en faveur du végétal (traduites dans le règlement écrit, les OAP sectorielles et l'OAT thématique « dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains ») confortent la trame existante. Les OAP sectorielles incitent à recourir aux énergies renouvelables au sein des projets. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°29 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.
Règle n°31 – Diminution des GES	
Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent favoriser la diminution drastique des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), notamment dans les secteurs les plus émetteurs (mobilité, bâtiments, etc.), et la préservation voire le développement des puits de captation du carbone, notamment par la préservation et l'entretien des prairies et des espaces forestiers. Les territoires devront également démontrer que les mesures qu'ils envisagent de prendre en matière de mobilité et d'articulation urbanisme/transport permettront de contribuer à l'atteintedes objectifs de neutralité carbone à l'horizon 2050. Une attention particulière pourra être apportée à la reforestation et à la construction bois afin de démultiplier les puits de captation du carbone.	
Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
1.5. Réduire les émissions de polluants et les émissions de GES. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique. 2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale.	Au travers de ses choix d'aménagement, notamment en faveur du renouvellement urbain et des modes de déplacement, le PLU participe à l'effort de réduction des consommations d'énergie et ainsi des polluants atmosphériques et des émissions de GES. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°31 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.
Règle n°32 – Diminution des émissions de polluants dans l'atmosphère	

De manière à améliorer durablement la qualité de l'air sur leur territoire, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, définissent les dispositions permettant de réduire les émissions des principaux polluants atmosphériques (visés dans le sous-objectif 1.5.1 du rapport d'objectifs) issues des déplacements (marchandises et voyageurs), du bâti résidentiel et d'activités mais également des activités économiques, agricoles et industrielles présentes sur leur territoire. Les territoires devront prioriser la réduction des émissions pour répondre de façon proportionnée aux niveaux d'altération de la qualité de l'air et d'exposition de la population constatée dans leur état des lieux de la pollution atmosphérique.

1.5. Réduire les émissions des polluants les plus significatifs et poursuivre celle des émissions de gaz à effet de serre. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.	Au travers de ses choix d'aménagement, notamment en faveur du renouvellement urbain et des modes de déplacement, le PLU participe à l'effort de réduction des consommations d'énergie et ainsi des polluants atmosphériques et des émissions de GES. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°32 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

Règle n°33 – Réduction de l'exposition de la population aux polluants atmosphériques
De manière à limiter l'exposition des populations sensibles (enfants, personnes âgées ou fragilisées) à la pollution atmosphérique, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, prévoient des dispositions visant à prioriser l'implantation de bâtiments accueillant ces publics hors des zones les plus polluées. Ils devront privilégier l'implantation d'immeubles d'activités (bureaux, petites entreprises, etc.) plutôt que des logements dans les zones très exposées. A défaut, des mesures contribuant à réduire la pollution atmosphérique environnante devront être mises en œuvre (par exemple, zones à faible émission, circulation réservée aux véhicules peu polluants, révision du plan de circulation, création de zones de trafic apaisée, etc.).

Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
1.5. Réduire les émissions des polluants les plus significatifs et poursuivre celle des émissions de gaz à effet de serre. 1.3. Consolider la cohérence entre urbanisme et déplacements. 2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale.	Sans objet pour le PLU de Val d'Isère dont la population n'est pas exposée à de fortes émissions de polluants atmosphériques.

Règle n°34 – Développement de la mobilité décarbonée
Dans un marché de la mobilité décarbonée dont le développement doit être encouragé, il convient de mailler le territoire avec des bornes GNV, électriques et H2/hydrogène. Afin de maintenir un équilibre économique pérenne autour d'une station de distribution et/ou de production d'énergie (ou d'une station multi énergies) permettant une mobilité décarbonée efficace sur le territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront prévoir un zonage permettant de respecter une zone de chalandise dans laquelle il ne sera pas possible d'installer une autre station d'avitaillement du même type. Cette zone de chalandise, propre à chaque station, dépendra de la densité de population et d'une distance minimum entre stations.

Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
1.5. Réduire les émissions de polluants les plus significatifs. 9.3 Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tant en termes de stockage qu'en terme de mobilité. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.	Sans objet dans le cadre du PLU de Val d'Isère.

PROTECTION ET RESTAURATION DE LA BIODIVERSITE
Règle n°35 – Préservation des continuités écologiques

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser les continuités écologiques à l'échelle de leur territoire, sur la base de la trame verte et bleue régionale du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent.
Ils doivent garantir leur préservation par l'application de leurs outils réglementaires etcartographiques, et éviter leur urbanisation, notamment dans les sites Natura 2000, afin de nepas remettre en cause l'état de conservation des habitats et espèces ayant servi à ladésignation des sites.
La représentation cartographique de leur trame verte et bleue doit se faire en cohérence avec celle des territoires limitrophes.

Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.	Les éléments repérés à la trame verte et bleue, et notamment le corridor écologique identifié par le SCOT sur le secteur de la Daille, sont préservés dans le PLU par des dispositions réglementaires (règlement graphique et écrit). En cela, le PLU est compatible avec la règle n°35 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

Règle n°36 – Préservation des réservoirs de biodiversité

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser à l'échelle de leur territoire les réservoirs de biodiversité sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent.
Ils affirment la vocation des réservoirs à être préservés de toute atteinte pouvant remettre encause leur fonctionnalité écologique. Ils garantissent cette préservation dans l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques.

Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.	Les réservoirs de biodiversité identifiés à la trame verte et bleue sont préservés dans le PLU par des dispositions réglementaires. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°36 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

Règle n°37 – Préservation des corridors écologiques

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser à leur échelle les corridors écologiques du territoire, sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent.
Ils préconisent leur préservation ou leur restauration selon leur fonctionnalité.
Les SCoT doivent notamment identifier et délimiter les corridors les plus menacés et prendre les mesures pour les préserver de toute artificialisation en fixant des limites précises à l'urbanisation.

Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.	Le corridor écologique identifié par le SCOT sur le secteur de la Daille est préservé par des dispositions réglementaires au titre de l'article L151-23 du CU. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°37 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

Règle n°38 – Préservation de la trame bleue

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser, à leur échelle, la trame bleue de leur territoire, sur la base de la trame bleue régionale du SRADDET, et des investigations locales complémentaires qu'ils réalisent.
Ils doivent assurer sa préservation ou préconiser sa restauration selon sa fonctionnalité, en cohérence avec les objectifs et les mesures des SDAGE et des SAGE. Ils doivent prendre en compte notamment :

- les cours d'eau issus de la trame bleue du SRADDET, leurs espaces de mobilité et leurs espaces de bon fonctionnement ou à défaut un espace tampon de part et d'autre du cours d'eau
- des cours d'eau complémentaires en bon état écologique, notamment de petits cours d'eau de têtes de bassin versant, y compris les secteurs de source, en fonction des connaissances locales
- les zones humides identifiées par les inventaires départementaux et des investigations locales, notamment pour les zones humides de têtes de bassin versant.

Objectifs de référence	Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 1.6.4. Contribuer à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau et des lacs. 3.9. Préserver les espaces et le bon fonctionnement des grands cours d'eau.	La trame bleue identifiée au PLU intègre l'ensemble des milieux aquatiques identifiés à la trame bleue régionale et locale. Ces milieux sont préservés par des dispositions réglementaires au titre de l'article L151-23 du CU. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°38 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

Règle n°39 – Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, identifient, sur leur territoire, les secteurs à vocation agricole et forestière supports de biodiversité et garants du bon fonctionnement territorial, notamment :

- les forêts anciennes, mâtures et à enjeu écologique ;
- le maillage bocager et les linéaires de haies ;
- les zones agro-pastorales, estives et alpages
- les prairies naturelles
- les coteaux thermophiles et les pelouses sèches
- les zones de maraîchage proches des centres urbains

Ils mobilisent les zonages spécifiques pour les protéger et préconisent également une gestion durable de ces espaces.

Objectifs de référence	Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face aux impacts du changement climatique. 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés. 1.6.2. Réduire les émissions de gaz à effet de serre.	Les milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité et d'usages sylvicole et agricole, sont classés en zone naturelle et agricole au PLU, ce qui permet leur préservation. Le PLU préserve les vastes entités naturelles, agricoles et forestières périphériques aux espaces urbanisés en privilégiant les aménagements et les constructions sur des espaces déjà artificialisés. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°39 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

Règle n°40 – Préservation de la biodiversité ordinaire

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, assurent la préservation de la biodiversité dite ordinaire comme un élément fondamental participant de la qualité du cadre de vie en :

- Limitant fortement la consommation des espaces perméables relais identifiés dans le SRADDET.
- Préservant en zone urbaine, périurbaine et rurale, des espaces naturels, agricoles et forestiers, supports de biodiversité.
- Favorisant un développement de la nature en ville par une végétalisation massive des espaces urbains et des aménagements favorables à la faune.
- Prenant des mesures de restauration d'une « trame noire » permettant de diminuerl'impact de l'éclairage sur la faune nocturne : diminution de l'intensité lumineuse, horaires d'extinction, zones non éclairées, etc.

Objectifs de référence	Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dansl'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 1.7. Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés. 1.6.2. Réduire les émissions de gaz à effet de serre.	Les milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité sont classés en zone naturelle et agricole au PLU, ce qui permet leur préservation. Par ailleurs, les dispositions réglementaires au sein des OAP sectorielles et du règlement écrit préservent et valorisent la biodiversité locale. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°40 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

Règle n°41 – Amélioration de la perméabilité écologique des réseaux de transport

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent contribuer à améliorer la perméabilité écologique des réseaux de transport en :

- identifiant les principaux secteurs de rupture des continuités écologiques (trame verte et bleue) par les

infrastructures de transport à leur échelle, sur la base des ruptures de continuités identifiées par le SRADDET et des investigations menées localement
- préconisant dans la limite de leur domaine de compétence la restauration des continuités écologiques impactées par les infrastructures de transport dans les secteurs identifiés.

Les projets d'infrastructures et ouvrages de transport doivent tenir compte des enjeux de continuités écologiques dans l'application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser, en amont du choix définitif des emprises. Ils doivent privilégier l'évitement pour préserver la trame verte et bleue.

Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés. 5.2. Identifier les itinéraires d'intérêt régional pour un maillage cohérent et complémentaire des infrastructures de transport tous modes.	Le territoire de Val d'Isère, situé dans une haute vallée de montagne enclavée, est traversée par une unique route ouverte à la circulation des mois de mai à octobre (col de l'Iseran). Cette voirie ne constitue pas un obstacle à la perméabilité écologique du territoire. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°41 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

PREVENTION ET GESTION DES DECHETS

Règle n°42 – Respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets

Les acteurs compétents en matière de déchets, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent réaliser des actions de prévention et gérer les déchets dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement :
1. Prévention
2. Préparation en vue du réemploi
3. Recyclage, valorisation matière
4. Valorisation énergétique
5. Élimination

Les documents de planification et d'urbanisme doivent prévoir des réserves foncières dans le cadre de l'implantation d'installations de prévention, de valorisation et de traitement des déchets conformément aux prescriptions et recommandations du fascicule des règles – tomedéchets.
Les règles propres à la prévention et à la gestion des déchets, mais aussi à l'économie circulaire, font l'objet d'un tome spécifique auquel il convient de se référer.

Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
8.3. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes une région leader sur laprévention et la gestion des déchets. 8.4. Assurer une transition équilibrée entre les territoires et la juste répartition d'infrastructures de gestion des déchets. 8.5. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région de l'économiecirculaire. 8.6. Affirmer le rôle de chef de file climat, énergie, qualité de l'airdéchets et biodiversité de la Région.	Sans objet dans le cadre du PLU.

RISQUES NATURELS

Règle n°43 : Réduction de la vulnérabilité des territoires vis-à-vis des risques naturels

De manière à améliorer la résilience du territoire face aux risques naturels et au changement climatique, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent prendre en compte les aléas auxquels ces territoires font face. Pour se faire, leur déclinaison opérationnelle devra privilégier les principes d'aménagement exemplaires et innovants (comme la mise en place d'OAP spécifiques aux risques ou à l'adaptation du bâti lorsqu'il est situé en zone à risque) qui permettent de diminuer la vulnérabilité et d'accroitre la résilience du territoire.
Par ailleurs, les différents dispositifs de prévention des risques naturels devront prendre en compte les principes d'aménagement réduisant l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols, et soutiendront les actions œuvrant en ce sens tant en milieu urbain qu'en milieu périurbain.
Ces actions contribuent en effet :
- à la limitation du ruissellement et donc à la réduction du risque de débordement des ouvrages de collecte (réseaux, fossés, ruisseaux, rivières, etc.)
- à la gestion des inondations, par la création en zones inondables de zones d'expansion des crues ;
- à la réalimentation des nappes phréatiques
- à la végétalisation des pentes sujettes aux avalanches et aléas gravitaires

- à la responsabilisation des acteurs, chacun gérant localement les volumes d'eaux pluviales - à la diffusion d'une culture du risque visant à mieux se préparer aux risques de ruissellement et d'inondation. Enfin, il conviendra que l'ensemble des dispositifs de réduction de la vulnérabilité du territoire soient adaptés aux spécificités des territoires de montagne (enclavés, multirisques, ruraux, etc.).	
Objectifs de référence	**Prise en compte des objectifs dans le PLU et compatibilité avec la règle**
4.3. Accompagner les collectivités à mieux prévenir et à s'adapter aux risques naturels très présents dans notre région. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique. 1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés.	Les zones d'aménagement futur pour lesquelles des aléas naturels sont identifiés, bénéficient de prescriptions réglementaires visant à prendre en compte les aléas. Les zones d'aménagement futur pour lesquelles un risque a été identifié au projet de P.P.R. de décembre 2024 sont rendues inconstructibles en l'attente de l'approbation du document. La gestion des eaux pluviales des zones d'urbanisation future fait par ailleurs de prescriptions réglementaires visant à favoriser l'infiltration. En cela, le PLU est compatible avec la règle n°43 du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

3.4. Le Plan Régional Santé Environnement 2024-2028

Le 4ème Plan Régional santé Environnement (PRSE) 2024-2028 décline, au plan régional, les orientations du Plan National Santé Environnement.

Le PRSE 4 est structuré autour de 3 axes et 11 fiches d'actions, pour relever le défi des « territoires en actions » en matière de santé-environnement, par la réduction des risques et la promotion de la santé.

Le tableau suivant rappelle les principales orientations fixées par PRSE. Il s'agit des orientations pertinentes à l'échelle d'une procédure d'urbanisme. Le tableau présente également la prise en compte de ces orientations par le PLU de Val d'Isère.

ORIENTATIONS DU PRSE et DISPOSITIONS applicables aux documents d'urbanisme	**Intégration des éléments du PRSE dans le PLU**
Axe 2 – Réduire les expositions	
2.1 : Réduire l'exposition de la population aux risques sanitaires liés aux espèces à enjeux pour la santé en expansion en Auvergne-Rhône-Alpes	L'OAP thématique A Trame verte et bleue et adaptation au changement climatique des espaces urbanisés développe des prescriptions visant à contrôler les espèces exotiques envahissantes. Par ailleurs, la palette végétale proposée exclut les arbres et arbustes les plus allergisants.
2.4 : Accompagner les projets d'utilisation d'eaux non conventionnelles afin de limiter les besoins en eau potable, tout en garantissant la sécurité sanitaire des usagers et utilisateurs	L'OAP thématique A Trame verte et bleue et adaptation au changement climatique des espaces urbanisés développe des prescriptions favorisant la valorisation des eaux pluviales et notamment sa récupération.
Axe 3 – Mobiliser les territoires en santé environnement	
Renforcer la prise en compte des déterminants de la santé dans les projets d'aménagement et les documents d'urbanisme en améliorant la complémentarité des politiques publiques et la participation des populations	Le PLU prend en compte la santé urbaine en favorisant le végétal au sein des opérations d'aménagement, bénéfique pour la santé physique et mentale.

Chapitre 4 : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET JUSTIFICATION DES CHOIX AU REGARD DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES

Ce chapitre vise à expliquer les choix retenus au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan.

4.1. Explication des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement

La commune de Val d'Isère a fait le choix d'un développement résidentiel et économique maîtrisé au regard de sa situation géographique singulière de haute vallée de montagne, mais également au regard d'un contexte naturel sensible souligné par la présence de nombreux zonages réglementaires et d'inventaires. Les vastes réservoirs de biodiversité bénéficient dans le PLU de classements en zone naturelle, indicée ou avec une trame réglementaire au titre de l'article L151-23 du CU. Cette démarche volontaire répond aux objectifs de protection de la biodiversité, tant nationaux que communautaires, via le réseau Natura 2000.

Alors que le paysage est souvent considéré comme le miroir de notre société, formuler des objectifs de qualité paysagère, c'est se donner les moyens de construire un projet de territoire partagé, dans lequel chacun individuellement et la société dans son ensemble, puisse se reconnaître.

La qualité paysagère du territoire communal est directement liée au maintien d'une certaine intégrité des milieux naturels qui occupent l'espace montagnard. Le paysage constitue, pour la commune, un enjeu économique important. La clientèle touristique, et plus largement les visiteurs, recherchent à la fois un paysage montagnard préservé porteur d'une certaine idée de « nature », et des infrastructures d'accueil et de loisirs offrant un haut niveau de prestations. L'enjeu est donc de concilier ces deux demandes qui peuvent s'avérer parfois incompatibles.

Les principales transformations qui modifient le paysage communal sont dues, pour l'essentiel à l'urbanisation et à l'aménagement du domaine skiable. Par exemple, le développement progressif du bâti et des infrastructures entre le quartier de la Daille et le cœur du bourg historique, tend à estomper l'alternance des séquences urbaines et agricoles qui animent le parcours de la Route des Grandes Alpes (RD 902). Malgré le désir de développer un tourisme dit "des quatre saisons", les principaux investissements demeurent orientés vers les activités hivernales liées à la neige. L'hégémonie de l'activité "ski", là où elle déploie ses infrastructures, tend à omettre la nécessaire qualité paysagère estivale qui conditionne l'attractivité des lieux hors de la saison hivernale.

Ainsi, pour permettre un développement qualitatif des activités liées au tourisme dans l'environnement paysager de Val d'Isère, plusieurs objectifs sont énoncés :

- Améliorer la prise en compte des enjeux naturalistes et paysagers spécifiques au site de projet, dans les aménagements imaginés, constitue un principe de base.
- Définir une limite d'urbanisation claire et porteuse de sens, s'appuyant sur les particularités du site, et mettant en scène l'espace naturel riverain ou le domaine agricole adjacent dans une relation paysagère choisie, constitue également un objectif à poursuivre.
- Contenir l'emprise bâtie de la station en favorisant certaines formes de densification.
- Limiter l'artificialisation du domaine skiable, notamment au droit des espaces naturels non transformés.
- Promouvoir, dans une certaine économie de moyen, des formes originales d'aménagement, à la fois multifonctionnelle et qualitative, prenant en compte les différents usages saisonniers.
- Orienter les aides agricoles vers les exploitations qui participent au maintien des paysages ouverts.

L'ensemble de ces objectifs tend à répondre aux objectifs de qualité paysagère définis pour la vallée de la Haute Tarentaise par la DREAL Auvergne-Rhônes-Alpes.

La préservation des ressources naturelles, et notamment de l'eau, se traduit dans les orientations du PADD, avec le choix d'un développement résidentiel et économique compatible avec la ressource en eau disponible et mobilisable.

Au regard des orientations tant mondiales que plus locales en faveur du climat, le PLU de Val d'Isère met en place des outils actifs en faveur du renouvellement urbain, de la densité en cœur de village et des parking relais en entrée de station.

4.2. Justification des choix au regard des solutions de substitution raisonnables

Le territoire de Val d'Isère est soumis à un contexte particulier, qui a fortement guidé les choix de développement, ne rendant pas pertinent de construire un projet autour de plusieurs scénarii de développement réaliste :

- Une grande partie du territoire faisant l'objet d'inventaires et de protections environnementales.
    - *A ce titre le PADD est bien dans une logique de préservation de ces espaces.*

- La présence de nombreux risques naturels (inondation, avalanche) qui nécessitent de travailler le développement urbain au sein de l'enveloppe urbaine actuelle.
    - *A ce titre le PADD a fait le choix de ne pas retenir le secteur d'extension urbaine de La Daille (prévu au PLU de 2016), au regard des aléas identifiés par les services de l'État.*

- La commune est en stagnation démographique, malgré une forte demande (indice de concentration d'emploi très élevé). La difficulté pour fixer des résidents permanents est liée au marché immobilier local, qui exclue les actifs du territoire. Par ailleurs, Val d'Isère n'est pas identifié comme une polarité structurante au SCoT Tarentaise-Vanoise, qui aurait vocation à supporter uene part significative de la croissance démographique visée.
    - *Ainsi, le choix de développement du PADD visent surtout à stabiliser cette population en poursuivant et en accentuant (via la mobilisation de nouveaux outils) la production de logements aidés.*

- La commune a déjà atteint le seuil de Surface Touristique Pondérée (STP) fixé au SCoT pour le développement de lits touristiques.
    - *À ce titre, le PADD a construit directement son scénario de développement autour de la limitation de la production de lits touristiques (donc de densification) sur les périphéries et de cibler au mieux la programmation des sites potentiels de renouvellement urbain en promouvant les lits marchands.*
    - *Les 1ères études sur le PADD (1er débat en 2020) avaient toutefois envisagé un développement en extension pour des lits touristiques chauds sur le secteur du Fornet et sur La Légéttaz. Ces sites ont été retirés lors de la reprise du PADD en 2024, tenant compte à la fois des enjeux de non-dépassement de la STP, mais aussi sur les enjeux environnementaux propres à chacun de ces sites.*

Chapitre 5 : ANALYSE DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

Ce chapitre vise à présenter et analyser les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU. Ces zones correspondent à l'ensemble des zones non encore artificialisées et susceptibles de le devenir au regard de leur zonage, à savoir les secteurs suivants :

Les secteurs non artificialisés en tout ou partie et faisant l'objet d'OAP sectorielles :

- Le secteur couvert par l'OAP n°1 Préservation et mise en valeur du front de neige
- Le secteur couvert par l'OAP n°2 Restructuration du secteur du Coin
- Le secteur couvert par l'OAP n°6 Aménagement d'un pôle mobilité à la Daille et renaturation des berges de l'Isère

Les secteurs couverts par les OAP sectorielles n°3, 4 et 5 correspondent à du renouvellement urbain du bâti existant au sein de l'enveloppe urbaine. Ils ne présentent pas d'enjeu particulier pour l'environnement. Se référer au tome 2 du rapport de présentation pour leur présentation et leur justification.

Les UTN locales n'ayant pas encore été réalisées et couvertes par les OAP sectorielle suivantes :

- L'OAP n°11 valant UTN locale des ruines de Tovière
- L'OAP n°12 valant UTN locale du secteur du Plan

Les espaces interstitiels non artificialisés et non bâtis au sein des zones urbaines U. Seuls ont été analysés les secteurs non concernés par un projet ayant fait l'objet de la délivrance d'un permis de construire à la date de l'arrêt du projet de PLU. Il s'agit des secteurs suivants :

- Les capacités résiduelles au sein de la zone Ud de la Légettaz
- Les capacités résiduelles au sein de la zone Ud du Laisinant
- Le secteur dit Montée de Bellevarde en zone Uc du centre urbain
- Les petits secteurs en zone Ub et Uc du centre urbain et laissés à l'immobilier libre

Les secteurs classés en en zone naturelle N dès lors qu'ils sont susceptibles de modifier l'existant et notamment de consommer des surfaces non artificialisées. Il s'agit des secteurs suivants :

- La zone Np du Crêt
- La zone Np située à l'entrée du Fornet

La zone Np du centre urbain occupe un secteur destiné au parking de l'UCPA, et la zone Np en sortie du Fornet occupe également un parking existant. Les zones Nep soulignent les usages existants des parkings aériens.

Les 3 zones Nm destinées au stockage et au recyclage de matériaux inertes confortent les activités existantes sans augmenter leurs capacités d'accueil.

La zones Nls du Manchet conforte les activités existantes sans augmenter les capacités d'accueil.

La zone Nl conforte les usages existants de l'altisurface et des loisirs motorisés sans augmenter les capacités d'accueil.

Les zones Nr, Nrh et Nrhi concernent des restaurants d'altitude existants.

Les Emplacements Réservés ont également été décrits et analysés.

5.1. Démarche méthodologique

Chacun des secteurs d'aménagement futur fait l'objet d'une analyse environnementale spécifique déclinée dans les paragraphes suivants. Pour des secteurs décrits, sont présentés :

- L'état initial de l'environnement du secteur
- Les incidences sur l'environnement
- Les mesures d'évitement, réduction ou compensation

L'état initial de l'environnement de chacun des secteurs décrits s'est appuyé sur les données bibliographiques disponibles et notamment les données des Observatoires, ainsi que des visites de terrain réalisées en juillet 219, janvier 2020 et les 22, 23 et 24 juillet 2024 par Valérie Tairraz (écologue).

L'analyse des incidences sur l'environnement et la description des mesures sont présentées sous la forme du tableau type suivant.

Composante environnementale	**Incidences sur l'environnement** Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
Ex : Climat-Energie	**(+)** Description de l'incidence positive au regard de l'état initial et de son évolution en l'absence de PLU **(-)** Description de l'incidence négative **(0)** Description de l'incidence neutre (sans incidence) ou négligeable	**(e)** Description de la mesure d'évitement **(r)** Description de la mesure de réduction **(c)** Description de la mesure de compensation

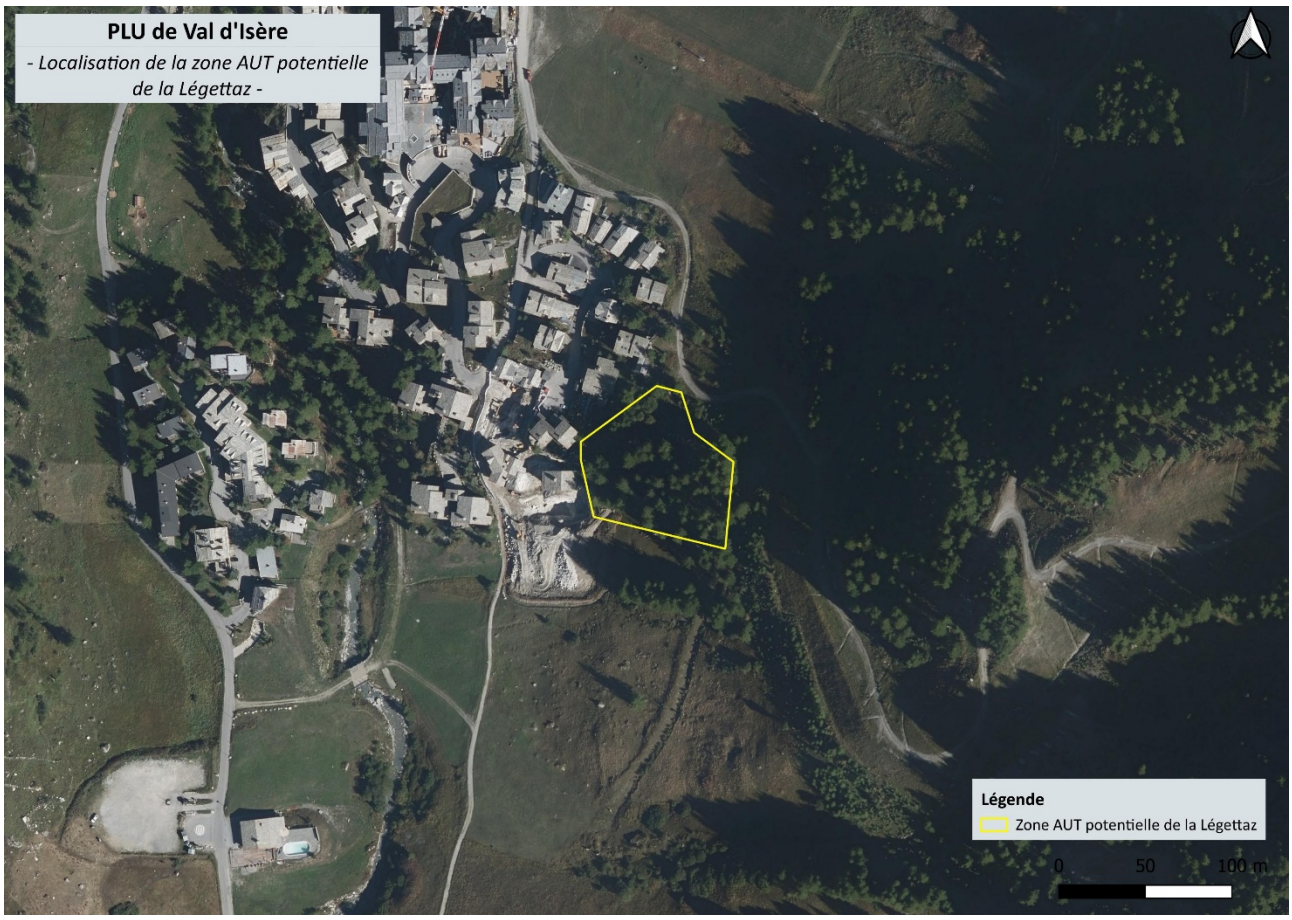
Certains des secteurs analysés sont décrits plus succintement, en raison de l'absence d'enjeux identifiés suite aux visites de terrain ou en raison de la présence d'enjeux forts ayant conduit au retrait du secteur.

Certains des secteurs font l'objet d'une cartographie des habitats naturels et semi-naturels afin d'apporter les éléments de connaissance à la date de l'approbation du PLU, et ce afin de mettre en œuvre les mesures d'évitement et de réduction en phase opérationnelle. Seuls sont concernés les secteurs dotés d'une trame végétale présentant un intérêt pour la biodiversité. Ainsi les secteurs déjà construits et dont les espaces périphériques sont constitués de zones rudérales et/ou de pelouses engazonnées et plantations ornementales à très faible intérêt pour la biodiversité ne font pas l'objet d'une cartographie.

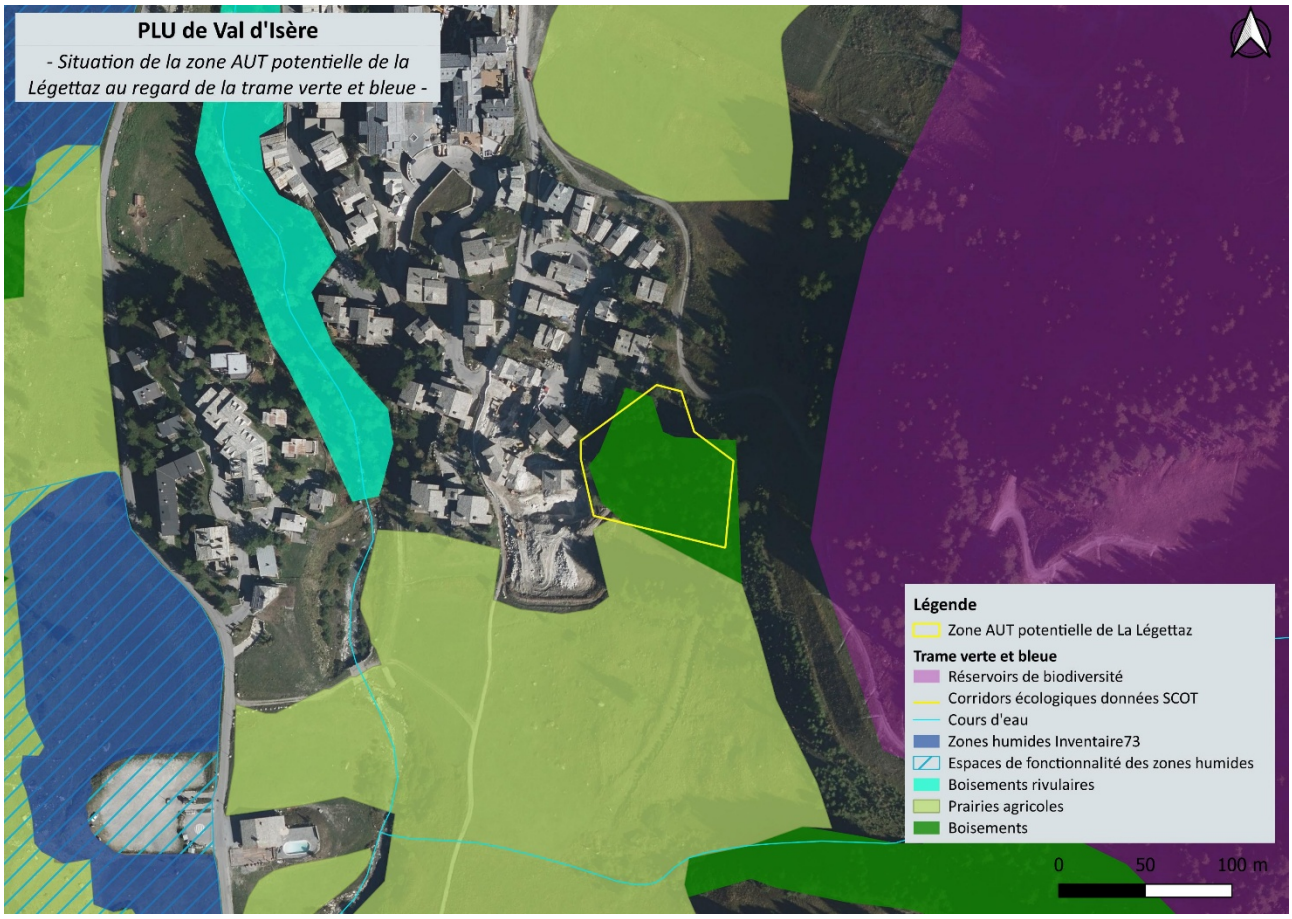
5.2. Le secteur de développement touristique potentiel de la Légettaz

Le site avait été ciblé initialement pour l'accueil de lits marchands en front de neige en périphérie du centre station (secteur AUT potentiel).

Les cartes suivantes présentent la localisation géographique du secteur et sa situation au regard des enjeux environnementaux localisables identifiés à l'échelle du territoire communal.



Localisation du secteur AUT potentiel de la Légettaz



Situation du secteur AUT potentiel de la Légettaz au regard de la trame verte et bleue

La zone AUT potentielle occupe un boisement repéré à la trame verte et bleue.

Les photographies suivantes présentent le secteur.





Bois de mélèzes et limites actuelles avec l'urbanisation





Formations de hautes herbes avec blocs rocheux - Ruisseau





Cirse à feuilles variables et cariçaie

La zone AUT potentielle de la Légettaz, parcourue le 23 juillet 2024, est constituée d'un boisement résineux dominé par le Mélèze, et d'un sous-bois de hautes herbes à Epilobe à feuilles étroites, Berce sphondylle, Benoîte des ruisseaux et quelques pieds d'Adénostyles à feuilles d'alliaire. Quelques blocs rocheux parsèment le site. La pente est soutenue.

Le caractère naturel du site est marqué par une faible anthropisation, seul un petit chemin peu marqué grimpe la pente pour rejoindre en amont la piste carrossable.

Un petit ruisseau parcourt le mélezin, présentant des zones d'eau stagnante favorable à un habitat humide de type cariçaie où pousse le Dactylorhize de mai et la Laîche paniculée.

Plusieurs stations de Cirse à feuilles variables ont été observées au sein de la zone.

La zone AUT potentielle de La Légettaz accueille différents habitats naturels, dont un habitat humide au sens de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008. Plusieurs stations de Cirse à feuilles variable, plante protégée en Rhône-Alpes ont été relevées.

Au regard du cumul des enjeux écologiques, la commune de Val d'Isère a retiré du projet de PLU, la zone AUT potentielle de la Légettaz.

5.3. Les secteurs non artificialisés en tout ou partie et faisant l'objet d'OAP sectorielles

5.3.1. L'OAP sectorielle n°1 Préservation et mise en valeur du front de neige

5.3.1.1. Présentation du site

L'OAP sectorielle n°1 a pour vocation de requalifier le front de neige principal de la station.

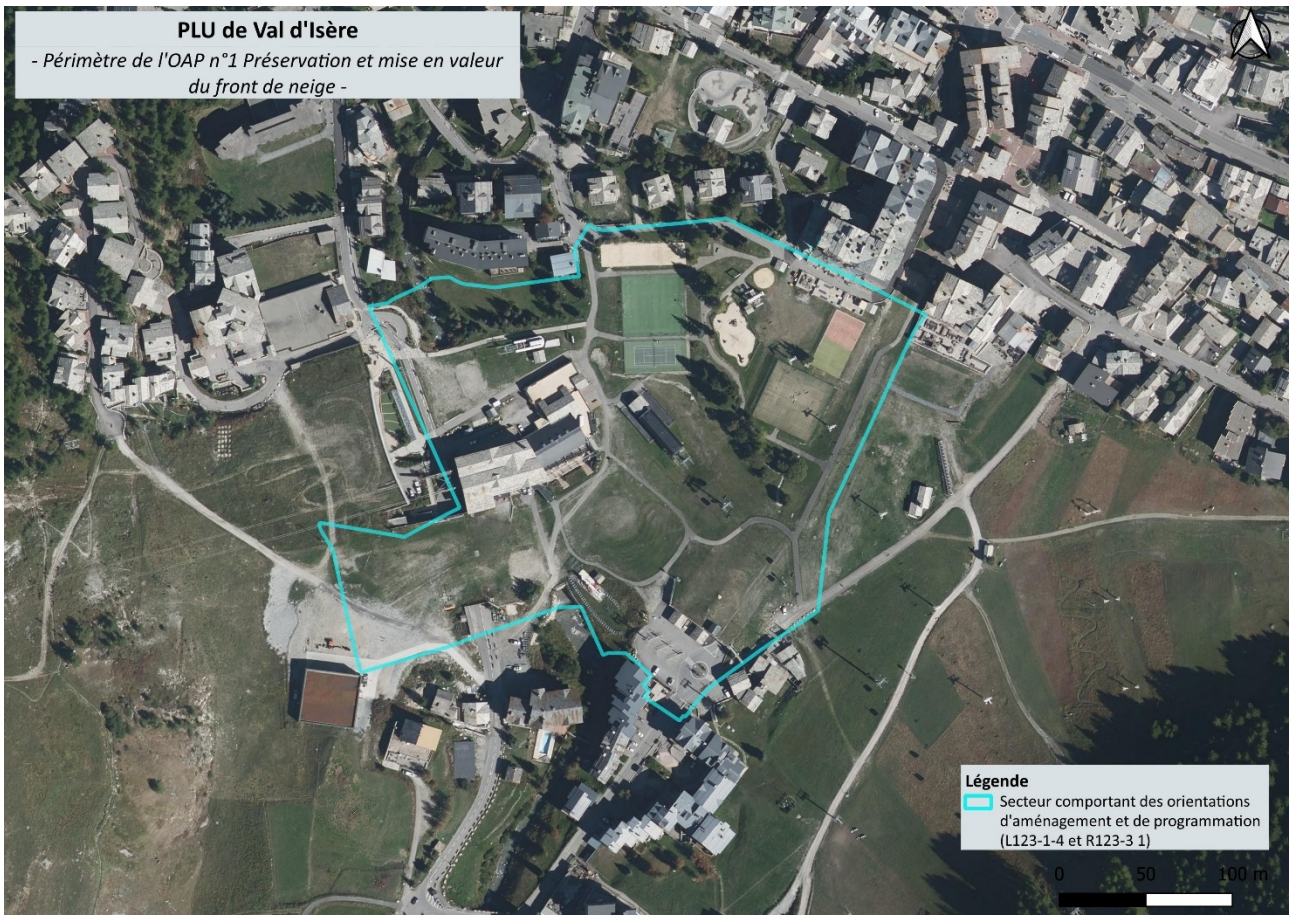
Le périmètre de l'OAP comprend une zone Nls qui recouvre l'ensemble de la grenouillère existante recoupant toutes les destinations du domaine skiable mais autorisant les équipements récréatifs, sportifs, de loisirs, collectifs dont la réalisation est compatible avec les pistes et les passages skieurs et piétons, ainsi que les infrastructures temporaires des manifestations exceptionnelles. La zone est recouverte de la servitude L151-23 du CU relative à l'emprise du domaine skiable.

Le périmètre de l'OAP comprend aussi un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée correspondant au bâtiment de l'ancienne piscine (un nouveau centre aquasportif a été réalisé en périphérie du front de neige), au Club des Sports et à un restaurant. Il est accolé à la gare de départ du téléphérique de l'Olympique. L'objectif est de mobiliser ce foncier déjà bâti pour conforter la dynamique du front de neige, dans les limites fixées par les dispositions du Plan de Prévention des Risques naturels (PPRn). Pour cela, un bâtiment multi-usages est projeté.

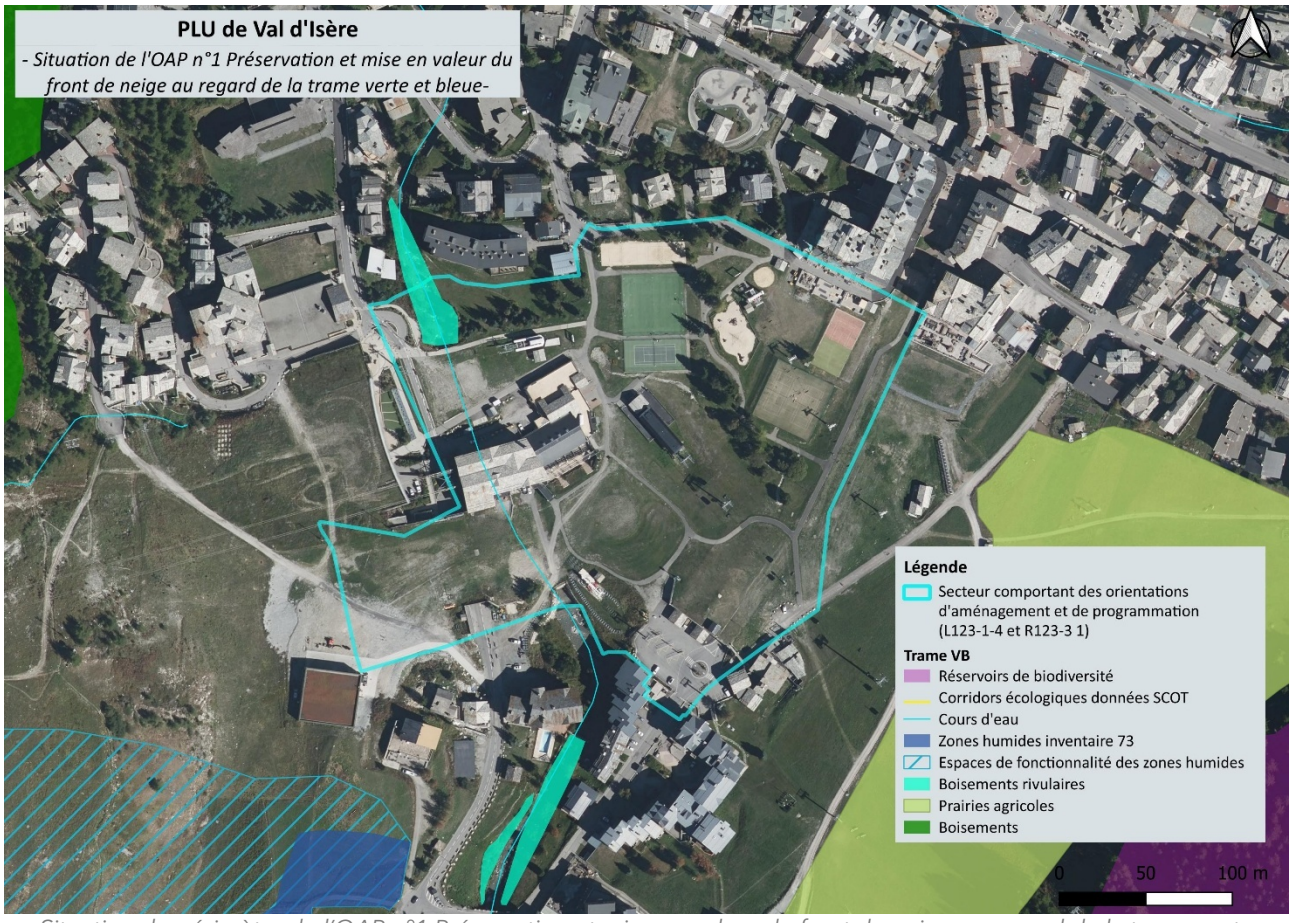
Le périmètre de l'OAP comprend également un secteur situé à l'Est et classé en zone naturelle N et en zone agricole Af (espace agricole stratégique à enjeux forts). Ce secteur accueille en hiver des terrasses et un jardin d'enfants.

5.3.1.2. Etat initial de l'environnement du site

Les cartes suivantes présentent la localisation géographique du secteur et sa situation au regard des enjeux environnementaux localisables identifiés à l'échelle du territoire communal.



Localisation du périmètre de l'OAP n°1 Préservation et mise en valeur du front de neige



Situation du périmètre de l'OAP n°1 Préservation et mise en valeur du front de neige au regard de la trame verte

et bleue

Le périmètre de l'OAP ne se situe pas au sein des réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire communal. Il est constitué d'un vaste espace ouvert ponctué de bâtiments publics, de gares de remontées mécaniques et d'équipements sportifs.

Les photographies suivantes présentent le secteur, ainsi que le périmètre de l'OAP.



Front de neige



Emprise de l'OAP n°1

5.3.1.3. Incidences sur l'environnement et mesures

Composante environnementale	**Incidences sur l'environnement** Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Au regard des réservoirs de biodiversité : **(0)** Les zones couvertes par l'OAP n°1 ne se situent pas au sein des réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire.	
	A l'échelle du site et au regard des données concernant la flore patrimoniale : **(0)** Les données disponibles ne recensent aucune station de plante patrimoniale au sein du périmètre de l'OAP.	

	A l'échelle du site et au regard de la biodiversité « ordinaire » : **(0)** La zone est majoritairement constituée de surfaces minérales et de surface engazonnées de faible valeur (usages récréatifs estivaux et piétinement). Quelques arbres feuillus et résineux, résultant d'anciennes plantations, parsèment le site. Les objectifs de l'OAP ne modifient pas les usages existants, ainsi les surfaces engazonnées et les plantations arborées sont maintenues en l'état.	
	A l'échelle des continuités écologiques : **(0)** Le secteur n'est pas repéré comme une continuité écologique fonctionnelle au sein des réseaux écologiques du territoire. En l'état, il est enclavé au sein de la station de Val d'Isère.	
Paysage	Le périmètre couvert par l'OAP n°1 appartient à un site plus vaste qui constitue le lieu de rencontre des piémonts de la Tête de Solaise à l'est et du Rocher de Bellevarde à l'ouest au droit de la Calabourdane : torrent qui a façonné initialement les lieux à l'amont immédiat de sa confluence avec l'Isère. Au regard de la perception du site **(0)** Cet espace n'est que partiellement bâti et offre donc de larges vues sur les horizons montagnards et sur les motifs bâtis (front bâti du village, clocher, versant de la Pointe du Front, versant nord de la vallée de l'Isère…). Dans ce contexte, le maintien d'un espace public largement ouvert a une incidence positive sur l'accès aux vues panoramiques qualifiant la lisière sud du village.	
	Au regard de la qualité paysagère du site **(+)** Le site est largement artificialisé par les aménagements liés au domaine skiable et aux pratiques sportives (mise en souterrain de la Calabourdane sur près de 150m, 5 gares de départ des remontées mécaniques, terrains de sport, aire de jeux pour enfants, routes et chemins…). Dans ce contexte, la mobilisation du foncier bâti pour développer un bâtiment multi-usages minimisant ainsi la consommation de surfaces non bâties aura une incidence positive pour peu que le projet définisse une vision globale de la restructuration et de la requalification du site.	**(r)** Le projet devra s'appuyer sur un plan global d'aménagement basant la recherche de la qualité paysagère sur une perception estivale des lieux. La qualité du paysage hivernale étant largement fondée sur la présence du manteau neigeux qui efface bien souvent une partie des motifs paysagers considérés, en été, comme disgracieux. Le respect de l'intégrité des sols vivants de pleine terre sera favorisé. Ceci implique une gestion raisonnée et économe de l'emprise des surfaces liées au chantier d'aménagement. Ceci implique également de reconstituer si besoin, sur toutes les surfaces (hors emprise bâti et trame viaire), un sol vivant de pleine terre capable d'assurer le développement, à minima, d'une prairie écologiquement riche. La gestion de l'eau sera privilégiée en surface afin, d'une part, de favoriser le développement de la biodiversité et des différentes strates de végétation, et d'autre part de remettre en scène la présence de la Calabourdane et de ses affluents les plus proches du site.

Climat-Energie	**(0)** L'aménagement projeté au sein du STECAL mobilise du foncier déjà bâti en renouvellement urbain visant une meilleure sobriété énergétique et le recours aux énergies renouvelables par géothermie et/ou connexion sur le réseau de chaleur du centre aquasportif voisin. En dehors de la phase ponctuelle de travaux, la mise en œuvre du STECAL n'a pas d'incidences sur le climat et l'énergie.	
Pollutions et qualités des milieux	Au regard des sols et des sous-sols : **(-)** L'aménagement projeté au sein du STECAL contribue à l'augmentation des risques de pollution des sols et sous-sols et des milieux naturels par rejets d'eaux usées et ruissellement des eaux pluviales.	**(r)** L'aménagement projeté du STECAL sera raccordé au réseau d'assainissement collectif limitant ainsi tout risque de pollution des sols et des sous-sols.
	Au regard des déchets : **(0)** L'aménagement projeté au sein du STECAL n'augmente pas les déchets ménagers produits sur le territoire. Il en est de même pour la zone Nls qui conforte les usages récréatifs existants.	
	Au regard du bruit : **(0)** L'aménagement projeté au sein du STECAL ne génère pas de bruit particulier, il est sans incidence sur les ambiances sonores existantes.. Il en est de même pour la zone Nls qui conforte les usages récréatifs existants.	
Ressources naturelles et usages	Au regard de la ressource en eau : **(0)** L'aménagement projeté au sein du STECAL mobilise du foncier déjà bâti et doté d'équipements d'accueil au public. Le projet de renouvellement urbain diminue les surfaces actuellement disponibles (moins 46 personnes accueillies), il n'a pas d'incidences sur les consommations d'eau.	
	Au regard de la ressource du sol et sa valeur agronomique : **(0)** Une partie du périmètre de l'OAP est classée en zone agricole à protection forte Af. Dans les faits, les surfaces végétales sont constituées de pelouses à usage récréatif, tant en hiver qu'en été. La valeur agronomique de ce tènement est nulle.	
Risques pour l'homme et la santé	Au regard des risques naturels : **(-)** L'aménagement projeté au sein du STECAL se situe au sein d'une zone identifiée à faible risque au P.P.R. de 2018.	**(r)** L'OAP précise que l'application « des prescriptions du PPRn (notamment la surélévation du rez-de-chaussée par rapport au terrain naturel), nécessite la « démolition – reconstruction » du bâtiment. Cette reconstruction ne doit pas conduire à une augmentation de la population exposée. »
	Au regard du registre des sols pollués : **(0)** Le périmètre de l'OAP et l'aménagement projeté au sein du STECAL ne se situe pas sur ou à proximité immédiate d'un site potentiellement pollué recensé au registre des anciens sites industriels et activités de services.	
	Au regard de la qualité de l'air et ses effets sur la santé humaine : **(0)** L'aménagement projeté au sein du STECAL, en n'augmentant pas la capacité d'accueil actuelle et en visant la sobriété énergétique, ne	

	contribue pas à l'augmentation des consommations énergétiques et ainsi des émissions de polluants atmosphériques et de GES.	
	Au regard du bruit et ses effets sur la santé humaine : **(0)** Le périmètre de l'OAP et l'aménagement projeté au sein du STECAL ne se situent pas au sein d'un secteur identifié par des nuisances sonores.	

5.3.1.4. Traduction des mesures de réduction dans les pièces réglementaires du PLU

L'OAP n°1 / Préservation et mise en valeur du front de neige et l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains traduisent réglementairement les mesures de réduction des incidences sur l'environnement des activités et équipements prévus au sein du périmètre de l'OAP.

Extrait des prescriptions réglementaires de l'OAP n°1 :

Les prescriptions du PPRn (notamment la surélévation du rez-de-chaussée par rapport au terrain naturel), nécessite la « démolition – reconstruction » du bâtiment. Cette reconstruction ne doit pas conduire à une augmentation de la population exposée.

La géothermie sera privilégiée et/ou une connexion sur le réseau de chaleur du centre aquasportif voisin sera recherchée.

Le projet devra s'appuyer sur un plan global d'aménagement basant la recherche de la qualité paysagère sur une perception estivale des lieux. La qualité du paysage hivernal étant largement fondée sur la présence du manteau neigeux qui efface bien souvent une partie des motifs paysagers considérés, en été, comme disgracieux.

Le respect de l'intégrité des sols vivants de pleine terre sera favorisé. Ceci implique une gestion raisonnée et économe de l'emprise des surfaces liées au chantier d'aménagement. Ceci implique également de reconstituer si besoin, sur toutes les surfaces (hors emprise bâti et trame viaire), un sol vivant de pleine terre capable d'assurer le développement, à minima, d'une prairie écologiquement riche.

La gestion de l'eau sera privilégiée en surface afin, d'une part, de favoriser le développement de la biodiversité et des différentes strates de végétation, et d'autre part de remettre en scène la présence de la Calabourdane et de ses affluents les plus proches du site.

Extrait de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains :

Repérer les stations de plantes patrimoniales

- *Tout aménagement ou construction devra prendre en compte la présence des stations de plantes patrimoniales connues à ce jour sur le territoire communal, et le Cirse à feuilles variables (Cirsium heterophyllum) en particulier. Aussi, une prospection ciblée devra avoir lieu en saison végétative en préalable à la délivrance des autorisations nécessaires à la réalisation de l'aménagement ou de la construction.*

Prendre en compte les stations de plantes patrimoniales au travers de mesures d'évitement, réduction et compensation

- *Tout aménagement ou construction susceptible d'impacter une ou plusieurs stations de plantes patrimoniales devra mettre en œuvre des mesures d'évitement. En cas d'impossibilité de réaliser des mesures d'évitement (ce que le projet devra démontrer), des mesures de réduction et/ou compensation devront être mises en œuvre. La destruction de stations de plantes protégées devra être subordonnée à une demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées (article L411-2 du code de l'environnement)*

5.3.2. L'OAP sectorielle n°2 Restructuration du secteur du Coin

5.3.2.1. Présentation du site

Le secteur du Coin est un espace central au cœur de la station implanté à proximité du front de neige principal de la station et de la gare routière. Il abrite de nombreuses activités économiques et touristiques mais ne présente pas d'organisation urbaine propice au développement touristique. L'objectif de l'OAP est de restructurer le site afin d'accueillir des lits touristiques dont des lits marchands.

5.3.2.2. Etat initial de l'environnement du site

Les cartes suivantes présentent la localisation géographique du secteur et sa situation au regard des enjeux environnementaux localisables identifiés à l'échelle du territoire communal.



Localisation du périmètre de l'OAP n°2



Situation du périmètre de l'OAP n°2 au regard de la trame verte et bleue

Le périmètre de l'OAP n°2 ne se situe pas au sein des réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire communal. Il n'est pas non plus repéré à la trame verte et bleue. Le site en l'état est constitué de bâtiments et d'un espace végétalisé dégradé sur lequel était installé un périmètre de chantier lors de la visite de juillet 2024. En terme de perception paysagère, l'espace non bâti occupant la partie nord du périmètre de l'OAP n°2 offre des échappées visuelles au sud et met en scène l'entrée dans une séquence urbaine "resserrée" qui marque le centre de la station au droit de la RD 902 appelé aussi "Route des Grandes Alpes". Ce positionnement constitue donc un enjeu en terme de qualité paysagère et de mise en scène du centre de la station, notamment aux yeux des automobilistes.

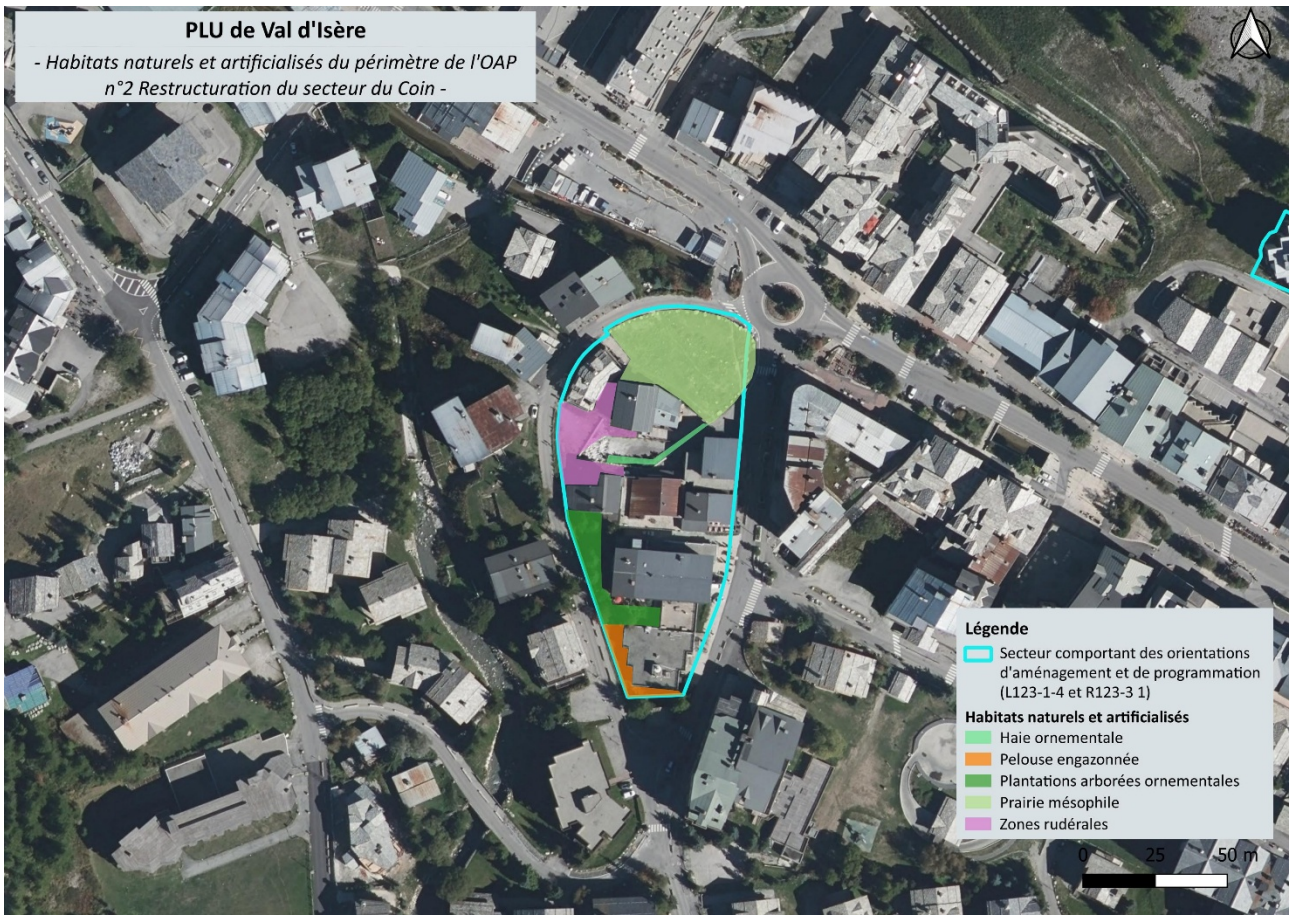
Les photographies suivantes présentent le secteur.





Espace végétalisé au nord du périmètre de l'OAP et périmètre du chantier

La carte suivante présente les habitats naturels et artificialisés du périmètre de l'OAP n°2.



Habitats naturels et artificiels du périmètre de l'OAP n°2

5.3.2.3. Incidences sur l'environnement et mesures

Composante environnementale	**Incidences sur l'environnement** Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Au regard des réservoirs de biodiversité : **(0)** Le périmètre de l'OAP ne se situe pas au sein des réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire.	
	A l'échelle du site et au regard des données concernant la flore patrimoniale : **(0)** Les données disponibles ne recensent aucune station de plante patrimoniale au sein du périmètre de l'OAP.	
	A l'échelle du site et au regard de la biodiversité « ordinaire » : **(-)** Les surfaces végétalisées sont constituées d'une végétation herbacée haute dominée par la Berce sphondylle et l'Epilobe à feuilles étroites (prairies mésophiles). Des surfaces ont été terrassées. Même si l'espace enherbé présente peu de valeur floristique, il conserve un potentiel pour la biodiversité urbaine. Des haies et plantations arborées ornementales complètent la trame végétale existante.	**(r)** Le projet de renouvellement urbain devra proposer l'aménagement d'espaces verts qualitatifs comprenant des surfaces enherbées et des plantations arborées et arbustives.

	A l'échelle des continuités écologiques : **(0)** Le secteur n'est pas repéré comme une continuité écologique fonctionnelle au sein des réseaux écologiques du territoire. En l'état, il est enclavé au sein du centre urbain de Val d'Isère.	
Paysage	Au regard de l'ouverture visuelle du site **(-)** Le périmètre couvert par l'OAP n°2 participe, dans sa partie nord, à la mise en scène des abords de l'Avenue Olympique. La densification du bâti prévue va fortement modifier la perception du lieu et sa relation aux horizons se déployant au sud de l'avenue. Les futurs bâtiments (Ht = 18m à 21m) vont constituer une façade bâtie réduisant les vues au sud depuis l'Avenue Olympique.	**(r)** Le projet de renouvellement urbain devra proposer une morphologie bâtie prenant en compte la relation visuelle avec l'Avenue Olympique. Les façades dessinant la limite nord de l'îlot en bordure de la Rue du Coin et à l'angle de la Rue du Parc des sports, devront proposer une typologie qualitative et porteuse de sens. Les traversées piétonnes de l'îlot proposeront un espace ouvert sur le ciel et accompagné d'espaces plantés destinés notamment à lutter contre les îlots de chaleur en été.
	Au regard de la qualité paysagère et urbaine du site **(+)** L'îlot bâti existant est constitué d'un ensemble de bâtiments présentant des typologies architecturales hétérogènes. La relation à l'espace public périphérique est très peu qualitative. Les accès à l'intérieur de l'îlot bâti sont, pour l'essentiel, privatisés, interdisant du même coup la fluidité urbaine de certains parcours piétons. Dans ce contexte, l'OAP propose une restructuration urbaine fonctionnelle et qualitative qui devrait valoriser les qualités urbaines du lieu. La qualité des ambiances urbaines et paysagères générées par le projet dépend de la générosité de l'emprise des futurs espaces piétons et des principes de composition végétal élaborés en relation avec la mise en œuvre de surface de sol vivant de pleine terre.	
Climat-Energie	**(0)** L'aménagement projeté mobilise du foncier déjà bâti en renouvellement urbain visant une meilleure sobriété énergétique conforme à la réglementation thermique en vigueur. Les incidences liées à la phase ponctuelle de travaux seront compensées en phase d'exploitation par un gain sur les consommations énergétiques.	
Pollutions et qualités des milieux	Au regard des sols et des sous-sols : **(-)** L'aménagement projeté contribue à l'augmentation des risques de pollution des sols et sous-sols et des milieux naturels par rejets d'eaux usées et ruissellement des eaux pluviales.	**(r)** L'aménagement projeté sera raccordé au réseau d'assainissement collectif limitant ainsi tout risque de pollution des sols et des sous-sols. **(r)** Des prescriptions en faveur de la gestion des eaux pluviales devront être intégrées au projet de renouvellement urbain.
	Au regard des déchets : **(0)** Cette opération de renouvellement urbain ne contribue pas à augmenter les déchets ménagers.	
	Au regard du bruit : **(0)** L'aménagement résidentiel projeté ne génère pas de bruit, il est sans incidence sur les ambiances sonores existantes.	

Ressources naturelles et usages	Au regard de la ressource en eau : **(0)** Cette opération de renouvellement urbain ne contribue pas à augmenter les consommations d'eau et les pressions sur la ressource en eau.	
	Au regard de la ressource du sol et sa valeur agronomique : **(0)** L'aménagement projeté ne consomme pas de sol à valeur agronomique ni à usage agricole.	
Risques pour l'homme et la santé	Au regard des risques naturels : (0) Le périmètre de l'OAP ne se situe pas au sein d'un secteur jugé à risque par les P.P.R. en vigueur ni par le projet de P.P.R. de 2024.	
	Au regard du registre des sols pollués : **(-)** L'ancienne base de données BASIAS identifie un dépôt de liquide inflammable (DLI) dans l'hôtel du Dôme dont l'activité est à l'arrêt.	**(r)** Cette cuve à fioul, si elle existe encore, sera démantelée lors des travaux de déconstruction.
	Au regard de la qualité de l'air et ses effets sur la santé humaine : **(0)** L'opération de renouvellement urbain, en visant la sobriété énergétique conformément à la réglementation thermique en vigueur, ne contribue pas à l'augmentation des consommations énergétiques et ainsi des émissions de polluants atmosphériques et de GES.	
	Au regard du bruit et ses effets sur la santé humaine : **(0)** Le périmètre de l'OAP ne se situe pas au sein d'un secteur identifié par des nuisances sonores.	

5.3.2.4. Traduction des mesures de réduction dans les pièces réglementaires du PLU

L'OAP n°2 / Restructuration du secteur du Coin et l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains traduisent réglementairement les mesures de réduction des incidences sur l'environnement des équipements prévus au sein du périmètre de l'OAP. Le règlement de la zone UB conforte les dispositions des OAP.

Extrait des prescriptions réglementaires de l'OAP n°2 :

La façade urbaine donnant sur la rue du Coin devra proposer un recul vis-à-vis du domaine public. Ce recul fera l'objet d'un traitement paysager dans la continuité de l'espace public.

Sur le secteur Sud, le cœur d'îlot devra proposer des espaces verts constitués notamment d'arbres feuillus indigènes, participant au confort climatique du projet.

Au minimum 2 perméabilités piétonnes fonctionnelles et qualitatives seront proposées entre la rue du Coin et la rue du Parc des Sports. Une de ces perméabilités sera prévue à l'interface entre les secteurs nord et sud.

Une perméabilité piétonne sera prévue sur le secteur nord, dans le prolongement du chemin piéton existant et assurant la liaison entre la Rue du Picheru et la rue du Coin (emplacement réservé). Des rez-de-chaussée commerciaux et de services pourront être prévus le long de cette perméabilité, jusqu'en cœur d'îlot.

Le long de l'avenue Olympique, les parcours piétons devront être accompagné de surfaces végétalisées, participant au confort climatique. Le périmètre de l'OAP pourra utilement s'inspirer de cette démarche dans le traitement des espaces libres en relation avec les structures végétales de l'avenue Olympique.

Extrait de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains :

En secteurs UA, UB, UC et UD, en cas de projet d'aménagement :

- *Tout aménagement ou construction doit favoriser l'infiltration et/ou l'évaporation et l'évapotranspiration des pluies courantes, sauf impossibilité technique ou liée à la configuration urbaine (en secteur UA et en secteur UB).*
- *Afin de préserver la ressource en eau potable et l'autonomie des espaces bâtis, la récupération et*

l'utilisation des eaux de pluie peuvent être favorisées à toutes les échelles de l'aménagement (bâti, espaces libres privés et publics…).

- *Les eaux de pluie peuvent être récupérées pour divers usages intérieurs (arrosage, lavage…). Cependant, leur stockage ne constitue pas une compensation à l'imperméabilisation. Il convient de prêter une attention particulière à la gestion des larves et nymphes de moustiques par exemple en éliminant les eaux stagnantes permanentes, par l'addition de larvicide biologique ou par l'insertion de prédateurs naturels (poissons ou invertébrés).*
- *Lorsqu'elles ne sont pas closes et couvertes, les aires de stationnement sont aménagées avec des matériaux perméables pour assurer l'infiltration des eaux de pluie. Pour les places dédiées aux mobilités réduites, des matériaux de type enrobé drainant seront privilégiés.*
- *Lorsque les dalles sous-sols n'accueillent pas de stationnements aériens, une végétalisation (à minima partielle) sera demandée. Pour être qualifié d'espace végétalisé, un substrat d'une profondeur de 0,40 mètre minimum sera demandée.*

Extrait du règlement de la zone UB :
Pour toute création de bâtiment principal, hors réhabilitations, la mise en place d'un système de récupération des eaux pluviales des toitures est obligatoire.

5.3.3. L'OAP sectorielle n°6 Aménagement d'un pôle mobilité à la Daille et renaturation des berges de l'Isère

5.3.3.1. Présentation du site

L'OAP vise à mettre en place un Transport en Commun à Haut Niveau de Service pour offrir une alternative efficace à l'utilisation de la voiture dans le centre station.

Les objectifs sont les suivants :

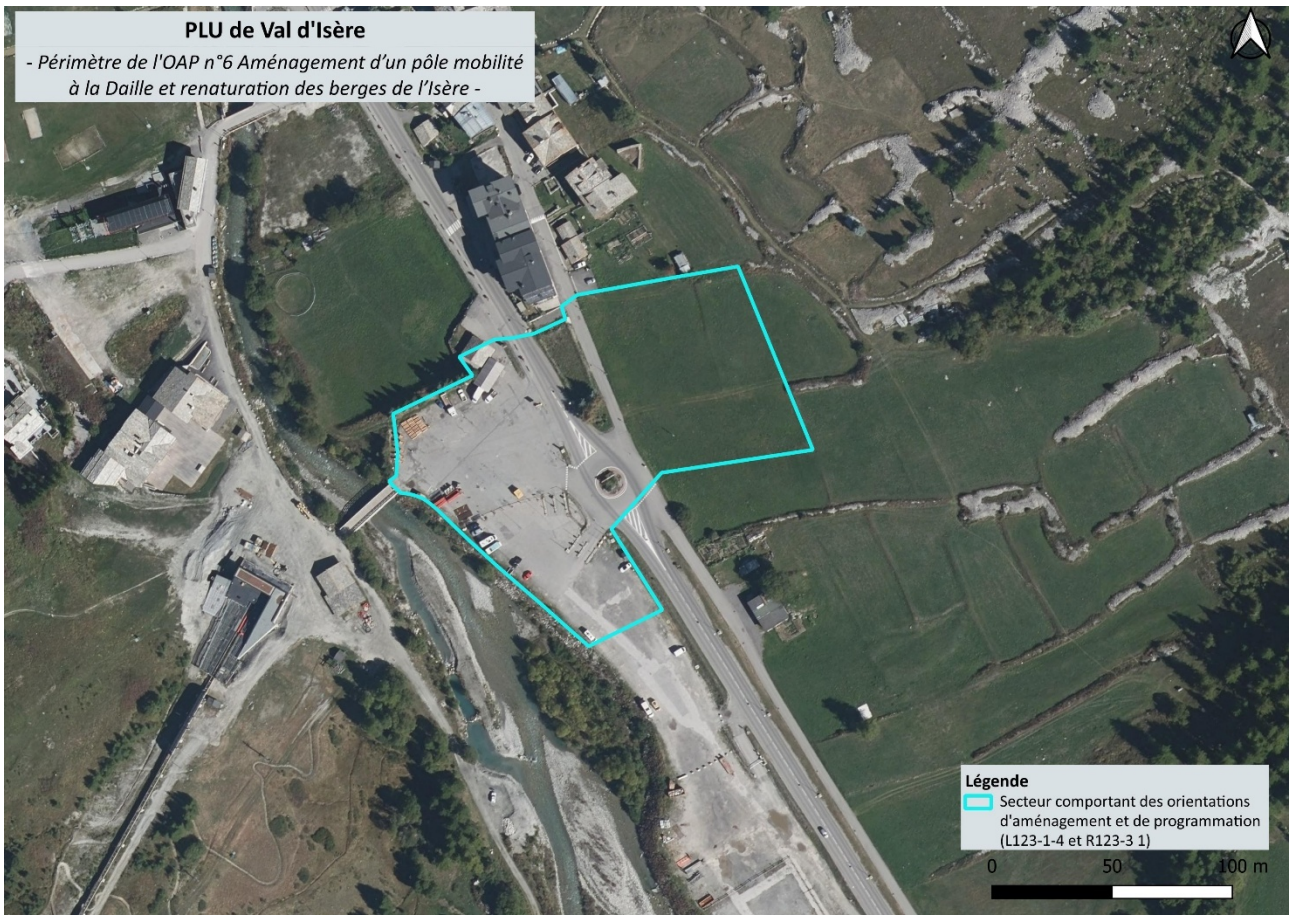
- Réorganiser l'offre en stationnement sur cette porte d'entrée de la station, permettant entre autres de renaturer les berges de l'Isère avec la suppression des stationnements aériens existants.
- Renforcer le report modal en entrée de station.
- Améliorer la circulation dans le centre bourg.
- Renaturer les berges de l'Isère en valorisant la qualité paysagère de l'entrée de la station.
- Offrir une alternative aux déplacements en voiture

Deux parkings sont prévus de part et d'autre de la route départementale, dont un parking d'environ 200 places en sous-sol (secteur Np). Un bâtiment d'accueil de la station et du pôle de mobilité est également prévu.

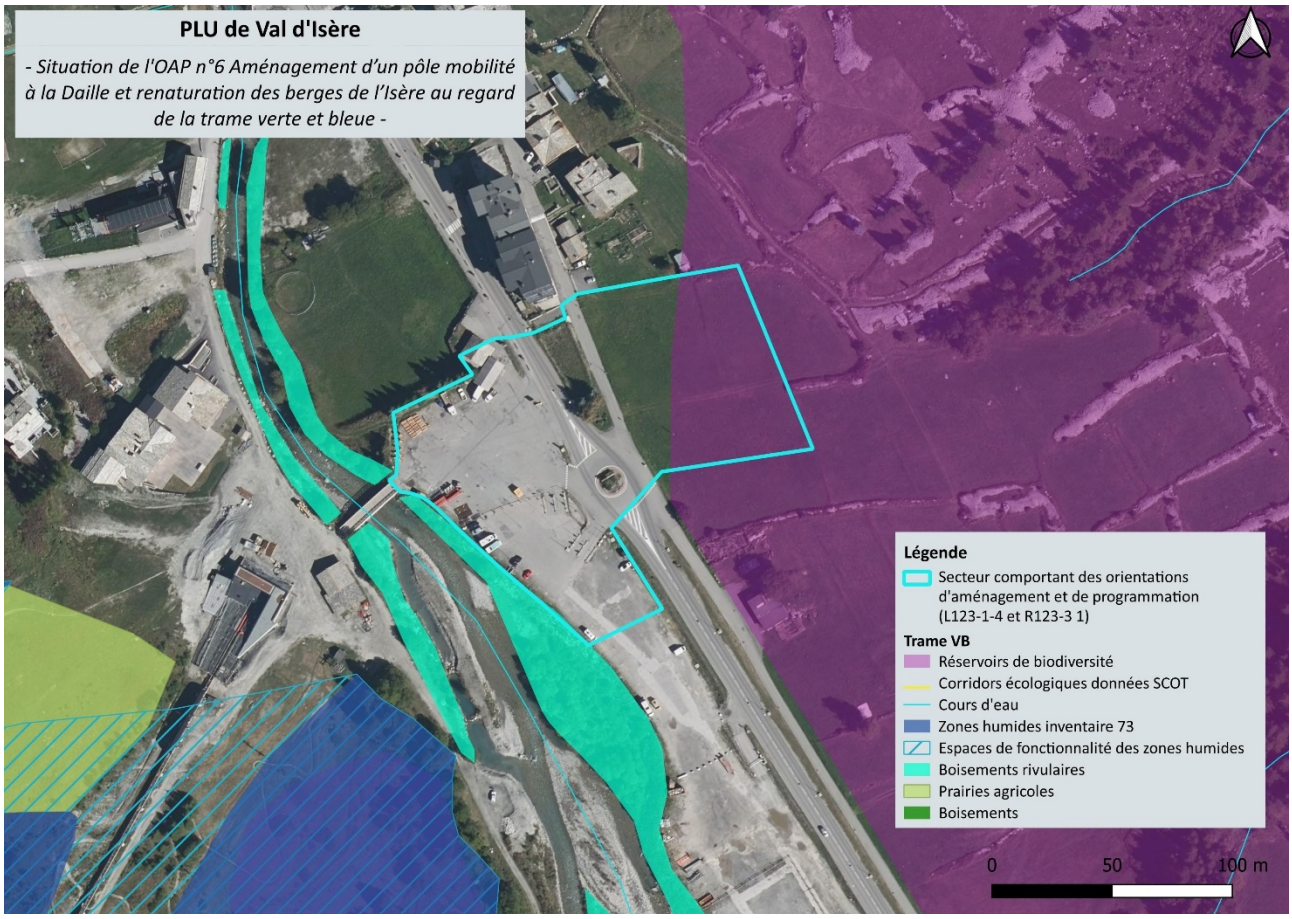
La réalisation de l'aire de stationnement bus et du parking VL enterrés permettra de supprimer les parkings aériens actuels situés sur la plaine de l'Isère, le tout à stationnements constants.

5.3.3.2. Etat initial de l'environnement du site

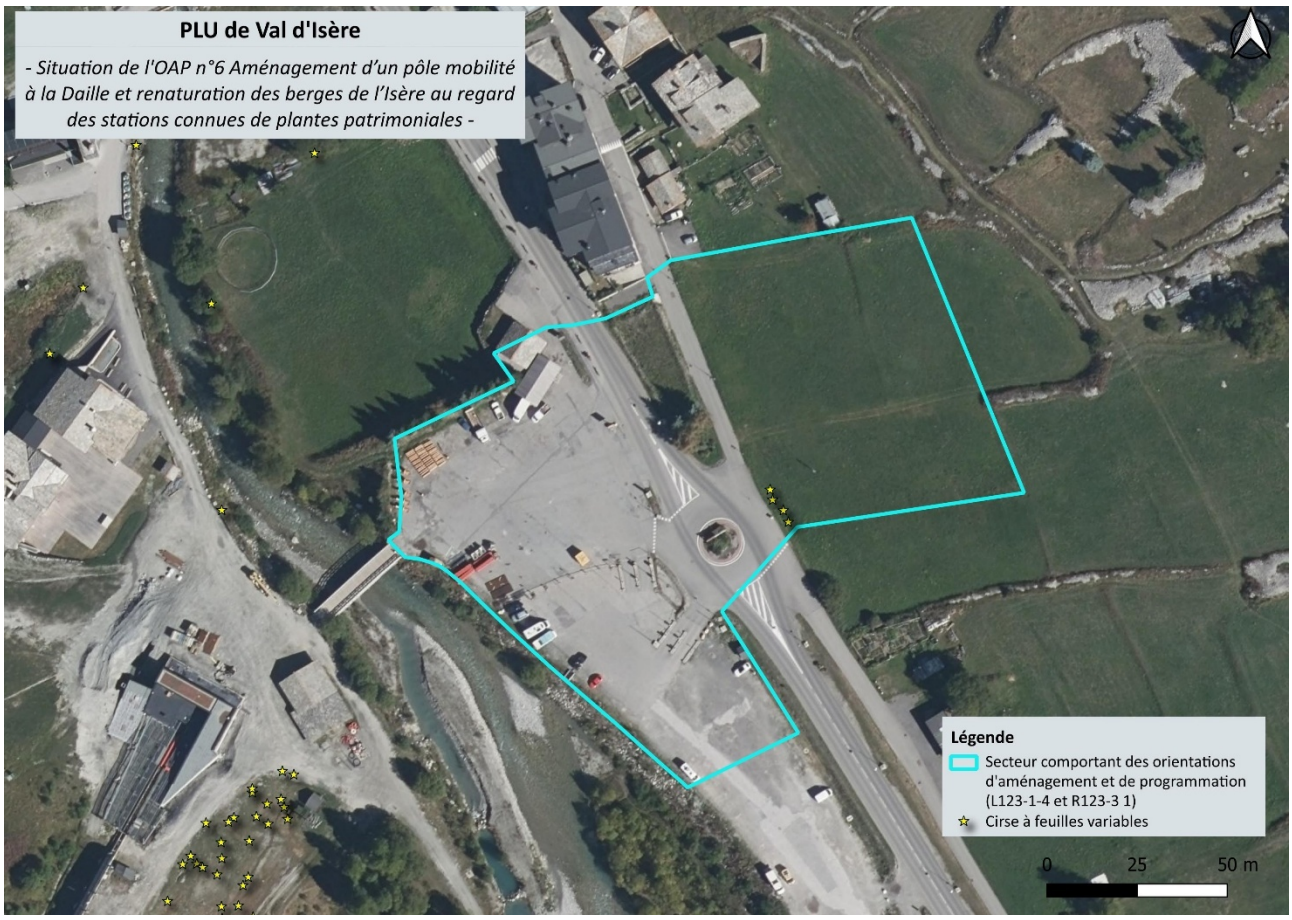
Les cartes suivantes présentent la localisation géographique du secteur et sa situation au regard des enjeux environnementaux localisables identifiés à l'échelle du territoire communal.



Localisation du périmètre de l'OAP n°6



Situation du périmètre de l'OAP n°6 au regard de la trame verte et bleue



Situation du périmètre de l'OAP n°6 au regard des données disponibles sur la flore patrimoniale

Le périmètre de l'OAP n°6 se situe pour partie au sein de la ZNIEFF de type 1 n° 73150015 intitulée « Réserve naturelle de la Bailletaz ». Des stations de Cirse à feuilles variables, plante protégée au plan régional, ont été relevées lors des visites de juillet 2024.

Les photographies suivantes présentent le secteur.





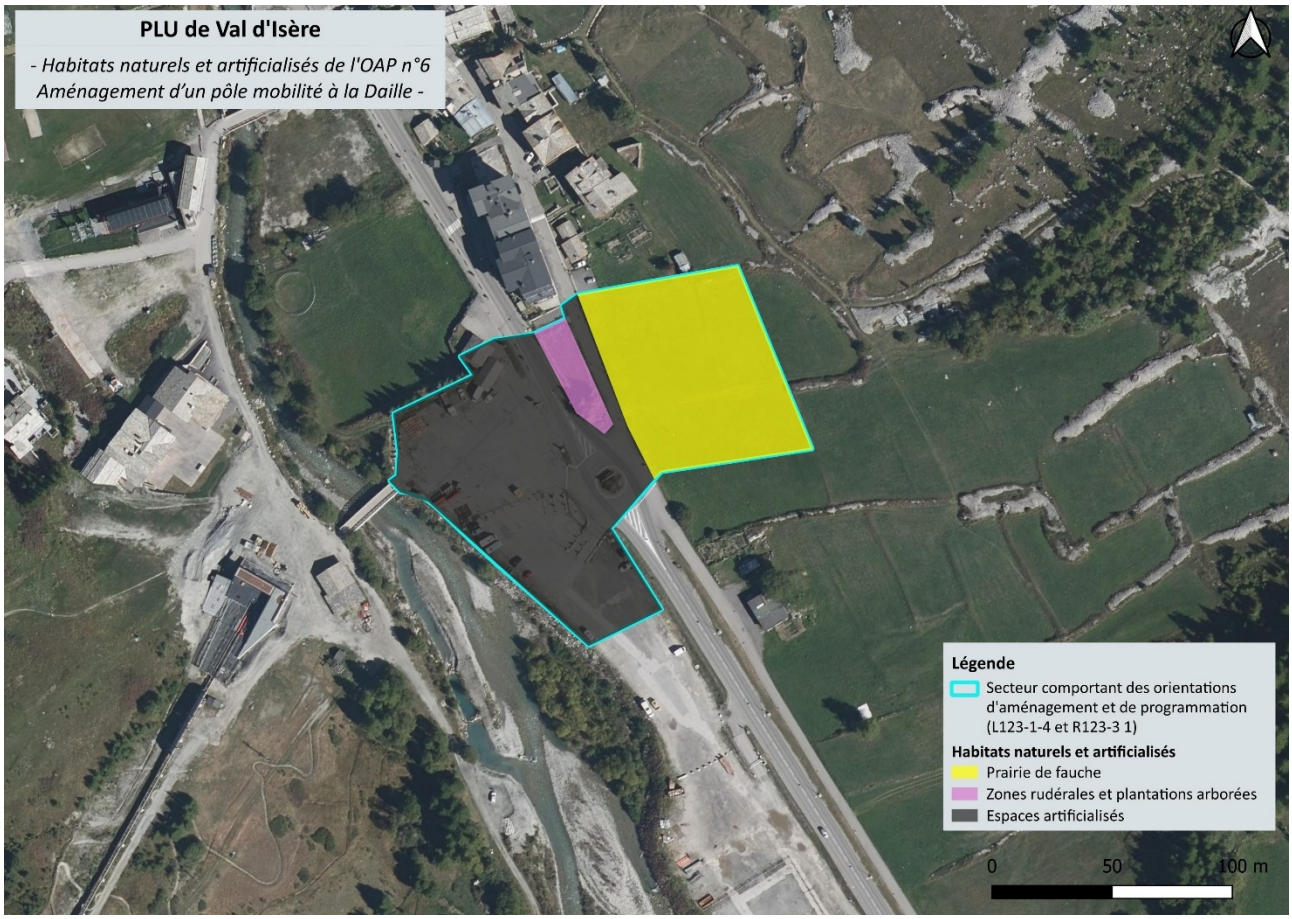
Parking actuel devant accueillir le bâtiment d'accueil et parking de la plaine de l'Isère devant être renaturé





Prairie d'implantation du parking souterrain et Cirse à feuilles variables

La carte suivante les habitats naturels et artificialisés du périmètre de l'OAP n°6.



Habitats naturels et artificiels du périmètre de l'OAP n°6

5.3.3.3. Incidences sur l'environnement et mesures

Composante environnementale	**Incidences sur l'environnement** Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Au regard des réservoirs de biodiversité : **(-)** La zone Np du futur parking souterrain se situe pour partie au sein de la ZNIEFF de type 1 « Réserve naturelle de la Bailletaz ».	**(r)** Le site de projet devra faire l'objet d'un inventaire faune-flore-habitat et d'une prospection ciblée sur les espèces animales et végétales patrimoniales. Le cas échéant, des

		mesures devront être prises afin de réduire voire compenser les incidences. **(r)** Le site de projet devra être remis en état après travaux avec la reconstitution du couvert végétal.
	A l'échelle du site et au regard des données concernant la flore patrimoniale : **(-)** Des stations de Cirse à feuilles variables ont été repérées lors des visites de terrain de juillet 2024.	**(r)** Le Cirse à feuilles variables étant une espèce mobile et susceptible de coloniser de nouveaux secteurs, il conviendra d'actualiser les données de 2024 avant le démarrage des travaux et de définir les mesures d'évitement, réduction, compensation en conséquence. **(r)** La remise en état du site après travaux et la revégétalisation par semis devrait favoriser la recolonisation des sols nus par l'espèce qui est très présente en périphérie de la zone Np.
	A l'échelle du site et au regard de la biodiversité « ordinaire » : **(-)** Le secteur est occupé par des surfaces minéralisées et une prairie de fauche dominé par un cortège floristique caractéristique des milieux plutôt frais, avec une relative abondance de la Renouée bistorte. La prairie présente une belle diversité floristique avec des nombreuses plantes à fleurs caractéristiques de ce type de milieu, telles que le Geranium des bois, l'Achillée millefeuille, le Silène commun, et différentes variétés de poacées. Ces milieux sont favorables à l'entomofaune, aux Lépidoptères et Orthoptères en particulier. Aucune espèce d'oiseau nicheuse, telle que le Tarier des prés, n'a été observée.	**(r)** La remise en état du site après travaux est impérative afin de reconstituer un couvert végétal qualitatif, aux valeurs à la fois écologiques, paysagères et agricoles.
	A l'échelle des continuités écologiques : **(0)** Le secteur n'est pas repéré comme une continuité écologique fonctionnelle au sein des réseaux écologiques du territoire. En l'état, il est perméable.	
Paysage	Le projet énoncé dans l'OAP n°6 vise à restructurer la partie nord de la plateforme de stationnement (environ 7000m2) situé entre la RD 902 et la berge de l'Isère. La mise en souterrain des stationnements VL et bus, la construction d'un bâtiment d'accueil et la renaturation des berges de l'Isère contribueront à valoriser la qualité paysagère de l'entrée de la station. La construction d'un parking souterrain sur la prairie agricole bordant la RD 902 à l'est constitue, du point de vue du paysage, l'enjeu principal lié à la transformation projetée du site. Au regard de la perception du site **(0)** La restructuration de la plateforme actuelle visant à supprimer le stationnement de surface et à renaturer une partie des berges de l'Isère en rive droite contribueront à minimiser la perception des véhicules en stationnement tout en révélant la présence de l'Isère par l'épaississement de son cordon rivulaire arborée.	

	Au regard de la perception du site **(-)** La construction d'un parking souterrain, sur près de 5000m2 de prairie agricole existante, constitue un véritable enjeu environnemental et paysager. Le maintien de la qualité paysagère de cette prairie, mettant en scène l'entrée dans la station après le passage de la cluse, est conditionné par la qualité de l'insertion du bâtiment dans l'épaisseur du sol existant.	**(r)** Le projet d'aménagement devra veiller à libérer les vues de l'automobiliste en direction des berges boisées de l'Isère à l'ouest et des vastes prairies agricoles marquant le bas du versant à l'est. Cet objectif sera poursuivi en veillant à remodeler l'ensemble des surfaces traitées de manière à retrouver les profils de la topographie initiale du site. Cette action génèrera un volume de déblais important, à priori impossible à utiliser dans le périmètre de l'OAP si le choix est fait de retrouver le profil "naturel" du terrain. La valorisation des matériaux issus des fouilles et l'élaboration d'un projet de stockage des déblais dans un site proche feront partie intégrante du projet d'aménagement.
	Au regard de la qualité paysagère du site **(+)** La requalification d'une partie de la plateforme minérale existante devrait nécessairement valoriser la qualité paysagère du site à l'ouest de la RD 902,	
	Au regard de la qualité paysagère du site **(-)** La mise en œuvre d'un parking souterrain d'une capacité de 200 places associées aux rampes et trémies d'accès ainsi qu'au passage sous voie envisagé pour la circulation des piétons notamment, génèrent de fortes transformations des lieux existants. La qualité paysagère future du site dépendra en grande partie de la volonté du maître d'ouvrage et du concepteur d'élaborer un bâtiment capable de s'effacer au profit de la prairie agricole existante.	**(r)** Les fonctionnalités d'un pôle multimodal sont une nécessité. Cependant, la localisation de ce dispositif dans un espace peu bâti marquant l'entrée de la station impose la prise en compte des qualités paysagères du site existant. Du point de vue de la perception et des qualités paysagères de l'entrée Nord de la station, la réussite du projet repose sur sa faculté à disparaître au profit des motifs de la prairie agricole et du cours "naturel" de l'Isère. Le projet s'attachera donc à ne pas modifier les caractéristiques topographiques de la prairie existante de manière à ne pas faire émerger le futur bâtiment enterré, et d'assurer la continuité parfaite avec les surfaces de prairies adjacentes à l'emprise bâtie. Les accès aux stationnements souterrains seront localisés de façon privilégiée au droit de la plateforme déjà artificialisée, ceci afin de respecter au mieux l'intégrité visuelle du domaine agricole perçu depuis la RD 902. Les parcours piétons irriguant le pôle multimodal seront élaborés en veillant à la qualité et à la fonctionnalité des espaces aménagés, notamment dans la transition entre les espaces souterrains et la surface du fond de vallée.
Climat-Energie	**(0)** Les aménagements projetés n'augmentent pas les capacités de stationnement. Ils visent à focaliser le stationnement des véhicules légers en entrée de station et à renforcer l'offre actuelle en transports collectifs. Ces aménagements permettent également de renaturer les berges de l'Isère avec la suppression des stationnements aériens existants et la mise en place de continuités piétonnes. A terme, après travaux, les aménagements devraient s'avérer bénéfiques pour la qualité de l'air et les émissions de GES en réduisant les transports motorisés	

	individuels en cœur de station.	
Pollutions et qualités des milieux	Au regard des sols et des sous-sols : **(-)** L'aménagement du parking souterrain en zone Np est susceptible d'augmenter les risques de pollution des sols et sous-sols et des milieux naturels par ruissellement des eaux pluviales.	**(r)** La remise en état du site après travaux par un couvert végétal permettra d'éviter les ruissellements d'eaux pluviales.
	Au regard des déchets : **(0)** Les aménagements projetés n'augmentent pas la production de déchets ménagers. Les déchets inertes résultant des travaux de terrassement nécessaires à la réalisation du parking souterrain seront valorisés dans le cadre de la remise en état du site ou stockés pour valorisation sur les secteurs dédiés sur la commune (zones Nm).	
	Au regard du bruit : **(0)** Les aménagements projetés n'augmentent pas les nuisances sonores induites par le trafic routier, ils sont sans incidence sur les ambiances sonores existantes.	
Ressources naturelles et usages	Au regard de la ressource en eau : **(0)** Les aménagements projetés n'augmentent pas les consommations d'eau, ils sont sans effets sur la ressource en eau.	
	Au regard de la ressource du sol et sa valeur agronomique : **(-)** L'aménagement projeté consomme des sols à usage agricole.	**(r)** Les sols à valeur agronomique seront préservés durant la phase de travaux et la remise en état permettra la reprise de l'activité agricole.
Risques pour l'homme et la santé	Au regard des risques naturels : **(-)** Le périmètre de l'OAP se situe en zone rouge, non constructible en raison d'un aléa fort ou d'un aléa moyen sur le terrain non bâti, et en zone bleu dur de risque moyen, constructible avec mise en œuvre de prescriptions.	**(r)** Le règlement de la zone rouge du P.P.R. n'interdit pas l'aménagement de parkings souterrains. Le règlement de la zone bleu dur définit des prescriptions à la construction permettant de prendre en compte le risque.
	Au regard du registre des sols pollués : **(0)** Le secteur ne se situe pas sur ou à proximité d'un site potentiellement pollué recensé au registre des anciens sites industriels et activités de services.	
	Au regard de la qualité de l'air et ses effets sur la santé humaine : **(0)** Les aménagements projetés ne contribuent pas à l'augmentation des consommations énergétiques et ainsi des émissions de polluants atmosphériques et de GES. Ils visent à limiter les émissions.	
	Au regard du bruit et ses effets sur la santé humaine : **(0)** Le périmètre de l'OAP ne se situe pas au sein d'un secteur identifié par des nuisances sonores.	

5.3.3.4. Traduction des mesures de réduction dans les pièces réglementaires du PLU

L'OAP n°6 / Aménagement d'un pôle mobilité à la Daille et renaturation des berges de l'Isère et l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains, ainsi que la trame L151-23 au titre des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF de type 1) traduisent réglementairement les mesures de réduction des incidences sur l'environnement des équipements prévus au sein du périmètre de l'OAP.

Extrait des prescriptions réglementaires de l'OAP n°6 :
L'aménagement du parking souterrain en zone Np est soumis aux conditions suivantes :

- *L'actualisation des données faune-flore-habitats de 2024*
- *L'actualisation des stations connues en 2024 de Cirse à feuilles variables*
- *La prise en compte des incidences éventuelles de l'aménagement du parking sur les habitats naturels, la faune et la flore et la définition de mesures d'évitement-réduction-compensation*
- *La limitation des terrassements au strict nécessaire afin de préserver la valeur agronomique des sols existants*
- *Lors des travaux de terrassement, les horizons A riches en matière organique seront séparés des horizons B et stockés en dehors des surfaces de terrassement afin de les réutiliser dans le cadre de la reconstitution de sols intéressants pour l'agriculture et la biodiversité*
- *La végétalisation des surfaces terrassées après travaux à l'aide d'un semis composé des espèces végétales du site initial ou constitué de plantes indigènes (semis de Phytosem, Nungesser semences…) afin de reconstituer le couvert végétal initial exploité en prairie de fauche*
- *Le projet d'aménagement devra veiller à libérer les vues de l'automobiliste en direction des berges boisées de l'Isère à l'ouest et des vastes prairies agricoles marquant le bas du versant à l'est. Cet objectif sera poursuivi en veillant à remodeler l'ensemble des surfaces traitées de manière à retrouver les profils de la topographie initiale du site.*
- *Pour le futur parking prévu en secteur Np, le projet s'attachera donc à ne pas modifier les caractéristiques topographiques de la prairie existante de manière à ne pas faire émerger le futur bâtiment enterré, et d'assurer la continuité parfaite avec les surfaces de prairies adjacentes à l'emprise bâtie.*
- *Les accès aux stationnements souterrains seront localisés de façon privilégiée au droit de la plateforme déjà artificialisée, ceci afin de respecter au mieux l'intégrité visuelle du domaine agricole perçu depuis la RD 902.*
- *Les parcours piétons irriguant le pôle multimodal seront élaborés en veillant à la qualité et à la fonctionnalité des espaces aménagés, notamment dans la transition entre les espaces souterrains et la surface du fond de vallée.*

Extrait de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains :

Repérer les stations de plantes patrimoniales

- *Tout aménagement ou construction devra prendre en compte la présence des stations de plantes patrimoniales connues à ce jour sur le territoire communal, et le Cirse à feuilles variables (Cirsium heterophyllum) en particulier. Aussi, une prospection ciblée devra avoir lieu en saison végétative en préalable à la délivrance des autorisations nécessaires à la réalisation de l'aménagement ou de la construction.*

Prendre en compte les stations de plantes patrimoniales au travers de mesures d'évitement, réduction et compensation

- *Tout aménagement ou construction susceptible d'impacter une ou plusieurs stations de plantes patrimoniales devra mettre en œuvre des mesures d'évitement. En cas d'impossibilité de réaliser des mesures d'évitement (ce que le projet devra démontrer), des mesures de réduction et/ou compensation devront être mises en œuvre. La destruction de stations de plantes protégées devra être subordonnée à une demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées (article L411-2 du code de l'environnement)*

5.3.4. L'OAP sectorielle n°11 Valant UTN locale Ruines de Tovière

L'analyse environnementale de ce secteur de projet s'appuie sur les données du dossier d'approbation de la révision allégée n°2 du PLU de Val d'Isère de novembre 2022. Se référer à ce dossier pour l'évaluation environnementale complète.

5.3.4.1. Etat initial du site et principaux enjeux

Le site des ruines de Tovière est situé à environ 2100 mètres d'altitude au lieu-dit « Chalet de la Tovière » en amont du ruisseau de la Tovière et à l'aval de la falaise du Rocher du saut. En hiver, la piste de ski Triffolet passe sur la zone d'étude et permet depuis le sommet de Bellevarde de rejoindre le front de neige de la Daille au départ de la nouvelle télécabine. Le site offre un espace ouvert composé de prairies de montagne en bordure du GR5.

Les anciens bâtiments se sont implantés en tenant compte de la topographie du site : un premier volume en longueur (longère) s'adosse sur un monticule existant, tandis qu'un second volume plus petit surplombe cette longère.
Les photographies suivantes présentent le site.



Site des ruines de Tovière – Source : révision allégée n°2 du PLU de Val d'Isère



Le site perçu depuis l'amont

Le tableau suivant présente la synthèse des enjeux environnementaux identifiés sur le site.

Composante environnementale	Analyse	Qualification de l'enjeu
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	**Flore** Présence de 2 espèces végétales protégées au sein du périmètre d'étude : le Cirse à feuilles variables et la Koélérie du Mont Cenis	Fort
	Faune Présence de 2 espèces protégées et/ou patrimoniale : l'Azuré du serpollet, le Tarier des prés et l'Alouette des champs.	Fort
	Faune Présence de 2 espèces protégées mais non menacées : le Rougequeue noir et l'Alouette des champs. Présence de gîtes à chauve-souris au sein des ruines.	Moyen
Paysage	Perceptions estivales proches	Fort
	Perceptions estivales lointaines	Faible
	Perceptions hivernales lointaines	Faible
	Perceptions hivernales proches	Fort
	Intégration paysagère : Reprise des emprises au sol existantes Remise en œuvre des matériaux de la ruine, ainsi que sur la réalisation d'assemblages des bois et appareillage des pierres traditionnelles Modalités de remise en état du site après travaux.	Fort
Agriculture	Le site est identifié comme un espace d'alpages. La fonctionnalité agricole du site sera donc à maintenir, ce qui est permis par le caractère ouvert des sites.	Faible

5.3.4.2. Incidences sur l'environnement et mesures

Le tableau suivant présente la synthèse des effets du projet sur l'environnement et les mesures.

Composante environnementale	Incidences sur l'environnement Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	Mesures évitement (e), réduction (r), compensation (c)
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Au regard des réservoirs de biodiversité : **(0)** Le site des ruines de Tovière ne se situe pas au sein des réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire communal.	
	Flore : **(-)** Risque de destruction d'individus de Cirse à feuilles variables et de Kobrésie du Mont Cenis en phase de travaux.	**(e)** Adaptation du projet afin de tenir compte de la présence des stations de plantes protégées. A défaut, prévoir un dossier de demande de dérogation. **(e)** Mise en défens des stations durant toute la période du chantier.
	Faune : **(-)** Risque de destruction d'individus ou nichées en phase de travaux. Perte potentielle d'un habitat pour les chauves-souris. Risque de destruction des larves et chrysalides de la plante hôte de l'Azuré du serpolet.	**(r)** Réalisation de travaux impérativement durant la période de l'automne. Démontage manuel des ruines. Mise en défens des stations de plante hôte de l'Azuré du serpolet durant toute la période de travaux.

Paysage	Au regard de la perception proches du site **(-)** L'emprise au sol est déjà bâtie mais l'élévation du bâti entraîne des incidences négatives.	**(r)** Insertion du projet dans la topographie existante. Végétalisation des surfaces terrassées par des essences locales.
Climat-Energie	**(-)** Le projet va émettre via les consommations énergétiques, des émissions de gaz à effet de serre.	**(r)** En raison des critères des performances énergétiques actuels, le projet assurera une certaine sobriété énergétique. Par ailleurs, son fonctionnement sera limité dans l'année.
Pollutions et qualités des milieux	Au regard des sols et des sous-sols : **(0)** Les équipements du projet seront raccordés au réseau d'assainissement collectif.	
	Au regard des déchets : **(0)** Les déchets ménagers seront pris en charge par les filières de collecte et de traitement en place sur le territoire.	
	Au regard du bruit : **(0)** Le projet n'augmente pas les nuisances sonores il est sans incidence sur les ambiances sonores existantes.	
Ressources naturelles et usages	Au regard de la ressource en eau : **(-)** Le projet va nécessiter de nouvelles consommations d'eau potable.	**(-)** Les ressources en eau disponibles sur la commune de Val d'Isère couvrent les besoins actuels et futurs.
	Au regard de la ressource du sol et sa valeur agronomique : **(0)** Le projet ne consomma pas de sol à usage agricole.	
Risques pour l'homme et la santé	Au regard des risques naturels : **(o)** Le projet ne se situe pas au sein d'un secteur identifié par les P.P.R. en vigueur ni le projet de P.P.R. de 2024.	
	Au regard du registre des sols pollués : **(0)** Le secteur ne se situe pas sur ou à proximité d'un site potentiellement pollué recensé au registre des anciens sites industriels et activités de services.	
	Au regard de la qualité de l'air et ses effets sur la santé humaine : **(-)** Le projet va émettre via les consommations énergétiques, des émissions de gaz à effet de serre.	**(r)** En raison des critères des performances énergétiques actuels, le projet assurera une certaine sobriété énergétique. Par ailleurs, son fonctionnement sera limité dans l'année.
	Au regard du bruit et ses effets sur la santé humaine : **(0)** Le secteur de projet ne se situe pas au sein d'un secteur identifié par des nuisances sonores.	

5.3.5. L'OAP sectorielle n°12 Valant UTN locale Le Plan

L'analyse environnementale de ce secteur de projet s'appuie sur les données du dossier d'approbation de la révision allégée n°2 du PLU de Val d'Isère de novembre 2022. Se référer à ce dossier pour l'évaluation environnementale complète.

5.3.5.1. Etat initial du site et principaux enjeux

La zone du Plan se situe au lieu-dit « Le Plan » à environ 2500 mètres d'altitude sous la nouvelle télécabine de Solaise remplaçant l'ancien télésiège et l'ancien téléphérique. La piste du plan passe à hauteur de la zone d'étude. Une usine à neige a été installée en été 2022 à l'amont immédiat du projet. Le site se situe en limite forestière. C'est une zone qui a déjà été remaniée il y a quelques années. La zone d'étude est composée de piste de ski, de zones rudérales, de pelouses alpines et d'un boisement de mélèzes sur la partie basse.

Les photographies suivantes présentent le site.



Le site du Plan


VUE DEPUIS LA PISTE
Terrain
VUE DEPUIS LE TELECABINE
VUE LOINTAINE
VUE DEPUIS LE FROND DE NEIGE
VUE DEPUIS LE TELECABINE

Le tableau suivant présente la synthèse des enjeux environnementaux identifiés sur le site.

Composante environnementale	Analyse	Qualification de l'enjeu
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	**Flore** Présence d'une espèce végétale protégée sur la zone d'étude : le Saule glauque (4 individus).	Fort
	Faune Présence de 10 espèces d'oiseaux protégés au sein des boisements.	Moyen
	Faune Présence d'un oiseau protégé au sein des landes et pelouses, le Pipit des arbres et d'un papillon protégé, le Solitaire, ainsi que sa plante hôte.	Moyen
Paysage	Perceptions estivales proches	Modéré
	Perceptions hivernales proches	Modéré
	Intégration paysagère : Qualité de l'inscription des nouveaux équipements dans le site et du rapport à la topographie existante. Modalités de remise en état du site après travaux.	Fort
Agriculture	Le site est identifié comme un espace d'alpages. La fonctionnalité agricole du site sera donc à maintenir, ce qui est permis par le caractère ouvert des sites.	Faible

5.3.5.2. Incidences sur l'environnement et mesures

Le tableau suivant présente la synthèse des effets du projet sur l'environnement et les mesures.

Composante environnementale	Incidences sur l'environnement Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	Mesures évitement (e), réduction (r), compensation (c)
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Au regard des réservoirs de biodiversité : **(0)** Le site du Plan ne se situe pas au sein des réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire communal.	
	Flore : **(-)** Risque de destruction d'individus de Saule glauque en phase de travaux.	**(e)** Adaptation du projet afin de tenir compte de la présence des stations de plantes protégées. A défaut, prévoir un dossier de demande de dérogation. **(e)** Mise en défens des stations durant toute la période du chantier.
	Faune : **(-)** Risque de destruction d'individus ou nichées cas de défrichement des boisements. Risque de destruction des larves et chrysalides de la plante hôte de l'Azuré du serpolet.	**(e)** Eviter les coupes d'arbres et défrichements. **(r)** Réalisation de travaux durant la période de l'automne ou à défaut, mise en place de techniques d'effarouchement des oiseaux. Mise en défens des stations de plante hôte du Solitaire durant toute la période de travaux.
Paysage	Au regard de la perception proches du site **(-)** L'aménagement du bâti entraîne des incidences négatives.	**(r)** Insertion du projet dans la topographie existante. Végétalisation des surfaces terrassées par des essences locales.

Climat-Energie	**(-)** Le projet va émettre via les consommations énergétiques, des émissions de gaz à effet de serre.	**(r)** En raison des critères des performances énergétiques actuels, le projet assurera une certaine sobriété énergétique. Par ailleurs, son fonctionnement sera limité dans l'année.
Pollutions et qualités des milieux	Au regard des sols et des sous-sols : **(0)** Les équipements du projet seront raccordés au réseau d'assainissement collectif.	
	Au regard des déchets : **(0)** Les déchets ménagers seront pris en charge par les filières de collecte et de traitement en place sur le territoire.	
	Au regard du bruit : **(0)** Le projet n'augmente pas les nuisances sonores il est sans incidence sur les ambiances sonores existantes.	
Ressources naturelles et usages	Au regard de la ressource en eau : **(-)** Le projet va nécessiter de nouvelles consommations d'eau potable.	**(-)** Les ressources en eau disponibles sur la commune de Val d'Isère couvrent les besoins actuels et futurs.
	Au regard de la ressource du sol et sa valeur agronomique : **(0)** Le projet ne consomma pas de sol à usage agricole.	
Risques pour l'homme et la santé	Au regard des risques naturels : **(o)** Le projet ne se situe pas au sein d'un secteur identifié par les P.P.R. en vigueur ni le projet de P.P.R. de 2024.	
	Au regard du registre des sols pollués : **(0)** Le secteur ne se situe pas sur ou à proximité d'un site potentiellement pollué recensé au registre des anciens sites industriels et activités de services.	
	Au regard de la qualité de l'air et ses effets sur la santé humaine : **(-)** Le projet va émettre via les consommations énergétiques, des émissions de gaz à effet de serre.	**(r)** En raison des critères des performances énergétiques actuels, le projet assurera une certaine sobriété énergétique. Par ailleurs, son fonctionnement sera limité dans l'année.
	Au regard du bruit et ses effets sur la santé humaine : **(0)** Le secteur de projet ne se situe pas au sein d'un secteur identifié par des nuisances sonores.	

5.4. Les espaces interstitiels non artificialisés et non bâtis au sein des zones urbaines U

Seuls les espaces interstitiels non artificialisés au sein des zones U et ne faisant pas l'objet d'un projet ayant obtenu la délivrance d'un permis de construire ont été analysés.

5.4.1. Les espaces interstitiels non artificialisés et non bâtis au sein de la zone Ub du centre urbain

Il s'agit de petits secteurs en dents creuses, laissés à l'immobilier libre.

La carte suivante présente les secteurs concernés.



Situation des espaces interstitiels non artificialisés et non bâtis au sein de la zone Ub du centre urbain

5.4.1.1. Le secteur 1

Ce secteur est constitué de prairies traversées par des chemins qui se sont créés au fil des passages. Certains secteurs de prairie constituent les espaces verts des copropriétés riveraines qui les entretiennent par la tonte.

Les photographies suivantes montrent le site lors de la visite du 23 juillet 2024.





Prairies et chemins

Le relevé floristique a mis en évidence un cortège floristique commun, dominé par les poacées et les plantes nitrophiles telles que le Rumex des Alpes. Quelques beaux tapis de Rhinante à crête de coq parsèment le site. Le cortège floristique est influencé par la forte présence des humains et des canidés qui utilisent le site comme un espace récréatif.

Aucune plante patrimoniale n'a été observée et les données disponibles ne font pas mention de la présence d'espèce patrimoniale.

La carte suivante présente les habitats naturels et artificialisés du secteur 1 de la zone Ub.



Habitats naturels du secteur 1 de la zone Ub

En l'état, ce secteur constitue un petit espace de nature en ville. Il n'est visé par aucun projet. Sa consommation éventuelle par l'urbanisation est conditionnée au règlement de la zone Ub.

Extrait du règlement de la zone Ub :

« ARTICLE U6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS

6-1/ Règles qualitatives

L'ensemble des surfaces au sol non occupées par les constructions, les aménagements nécessaires aux mobilités et par les aires de stationnement à l'air libre devra être aménagé en espaces verts.

Les plantations doivent être réalisées avec des essences locales, économes en eau, dont la liste est annexée au présent règlement.

Les haies doivent être variées, c'est-à-dire constituées d'au moins trois espèces buissonnantes, dont une majorité à feuilles caduques.

6-2/ Règles quantitatives

En secteurs UB et en secteurs UC/UC1/UC1a : pour toute opération générant plus de 100 m^2 de surface de plancher, 20 % minimum du tènement doit être réalisé en espaces verts. Cette disposition ne s'applique pas aux projets comportant au minimum 80% de surface de plancher relevant de la destination « commerces et services ». »

Les dispositions du règlement de la zone Ub permettent de conserver des espaces végétalisés au sein du secteur 1, dans le cas où il viendrait à s'urbaniser. Ces dispositions prennent en compte la végétalisation actuelle du secteur en atténuant les effets de sa constructibilité potentielle.

5.4.1.2. Le secteur 2

Ce secteur constitue le jardin non entretenu de la copropriété riveraine. Il est constitué d'une friche enherbée au cortège floristique correspondant à une pelouse engazonnée dominée par les trèfles et les poacées. Cette friche ne présente pas d'enjeu particulier.

Les photographies suivantes montrent le site lors de la visite du 23 juillet 2024.





Prairies et chemins

Aucune plante patrimoniale n'a été observée et les données disponibles ne font pas mention de la présence d'espèce patrimoniale.

En l'état, ce secteur constitue un petit espace de nature en ville, toutefois moins qualitatif que celui du secteur 1. Il n'est visé par aucun projet. Sa consommation éventuelle par l'urbanisation est conditionnée au règlement de la zone Ub.

Extrait du règlement de la zone Ub :

« ARTICLE U6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS

6-1/ Règles qualitatives

L'ensemble des surfaces au sol non occupées par les constructions, les aménagements nécessaires aux mobilités et par les aires de stationnement à l'air libre devra être aménagé en espaces verts.

Les plantations doivent être réalisées avec des essences locales, économes en eau, dont la liste est annexée au présent règlement.

Les haies doivent être variées, c'est-à-dire constituées d'au moins trois espèces buissonnantes, dont une majorité à feuilles caduques.

6-2/ Règles quantitatives

En secteurs UB et en secteurs UC/UC1/UC1a : pour toute opération générant plus de 100 m^2 de surface de plancher, 20 % minimum du tènement doit être réalisé en espaces verts. Cette disposition ne s'applique pas aux projets comportant au minimum 80% de surface de plancher relevant de la destination « commerces et services ». »

Les dispositions du règlement de la zone Ub permettent de conserver des espaces végétalisés au sein du secteur 1, dans le cas où il viendrait à s'urbaniser. Ces dispositions prennent en compte la végétalisation actuelle du secteur en atténuant les effets de sa constructibilité potentielle.

5.4.1.3. Le secteur 3

Lors de la visite du 23 juillet 2024, il a été constaté que le secteur était en cours de construction, comme le montre la photographie suivante.



Chantier en cours en juillet 2024

5.4.1.4. Le secteur 4

Ce secteur constitue l'espace vert de la copropriété riveraine. Il est constitué d'une pelouse engazonnée et de plantations arborées résineuses indigènes et horticoles. Cet espace ne présente pas d'enjeu particulier.

La photographie suivante montre le site lors de la visite de juillet 2024.



Pelouse engazonnée et plantations arborées

Aucune plante patrimoniale n'a été observée et les données disponibles ne font pas mention de la présence d'espèce patrimoniale.

En l'état, ce secteur constitue un petit espace de nature en ville. Il n'est visé par aucun projet. Sa consommation éventuelle par l'urbanisation est conditionnée au règlement de la zone Ub.

Extrait du règlement de la zone Ub :

« ARTICLE U6- TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS

6-1/ Règles qualitatives

L'ensemble des surfaces au sol non occupées par les constructions, les aménagements nécessaires aux mobilités et par les aires de stationnement à l'air libre devra être aménagé en espaces verts.

Les plantations doivent être réalisées avec des essences locales, économes en eau, dont la liste est annexée au présent règlement.

Les haies doivent être variées, c'est-à-dire constituées d'au moins trois espèces buissonnantes, dont une majorité à feuilles caduques.

6-2/ Règles quantitatives

En secteurs UB et en secteurs UC/UC1/UC1a : pour toute opération générant plus de 100 m^2 de surface de plancher, 20 % minimum du tènement doit être réalisé en espaces verts. Cette disposition ne s'applique pas aux projets comportant au minimum 80% de surface de plancher relevant de la destination « commerces et services ». »

Les dispositions du règlement de la zone Ub permettent de conserver des espaces végétalisés au sein du secteur 1, dans le cas où il viendrait à s'urbaniser. Ces dispositions prennent en compte la végétalisation actuelle du secteur en atténuant les effets de sa constructibilité potentielle.

5.4.2. Les espaces interstitiels non artificialisés et non bâtis au sein des zones Uc du centre urbain

5.4.2.1. Le secteur de la montée de Bellevarde

5.4.2.1.1. Présentation du site

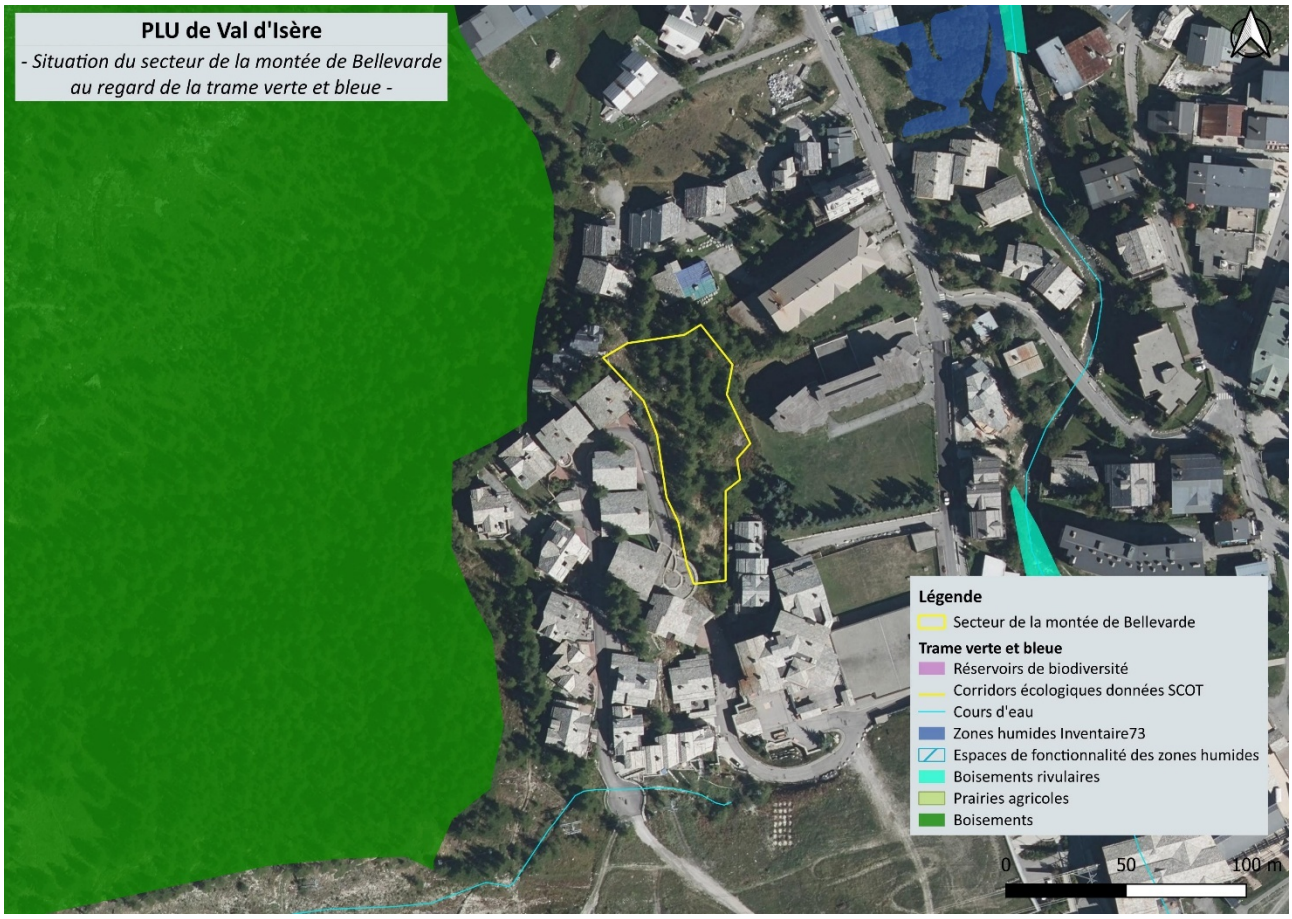
Le rapport de présentation tome 2 du PLU précise « qu'au regard des problématiques de risques, l'emprise effectivement constructible n'est pas encore connue avec précision. Cette emprise, et les éventuelles prescriptions liées à la prise en compte du risque détermineront la densité possible sur ce terrain maitrisé par la collectivité. Le programme devra comporter exclusivement des logements en résidences principales, avec la possibilité complémentairement de prévoir des hébergements pour les actifs saisonniers en mobilité. Environ 15 logements en résidence principale peuvent être estimés ici. Une part complémentaire en hébergements pour actifs en mobilité pourrait aussi être prévue.

5.4.2.1.2. Etat initial de l'environnement du site

Les cartes suivantes présentent la localisation géographique du secteur et sa situation au regard des enjeux environnementaux localisables identifiés à l'échelle du territoire communal.



Localisation du secteur de la montée de Bellevarde



Situation du secteur de la montée de Bellevarde au regard de la trame verte et bleue

Lors de la visite du 24 juillet 2024, ce secteur était en travaux, comme le montrent les photographies suivantes.





Secteur de la montée de Bellevarde – Juillet 2024

Le tènement résiduel de la zone Uc de la montée de Bellavarde est constitué d'un boisement mixte dominé par le Mélèze. Le sous bois est constitué d'une strate herbacée haute composée de l'Epilobe à feuilles étroites, la Knautie à feuilles de cardère, la Berce sphondylle, l'Ortie…





Mélezin rélictuel

La carte suivante présente les habitats naturels du tènement résiduel au sein de la zone Uc de la montée de Bellevarde.



Habitats naturels du tènement résiduel au sein de la zone Uc de la montée de Bellevarde

5.4.2.1.3. Incidences sur l'environnement et mesures

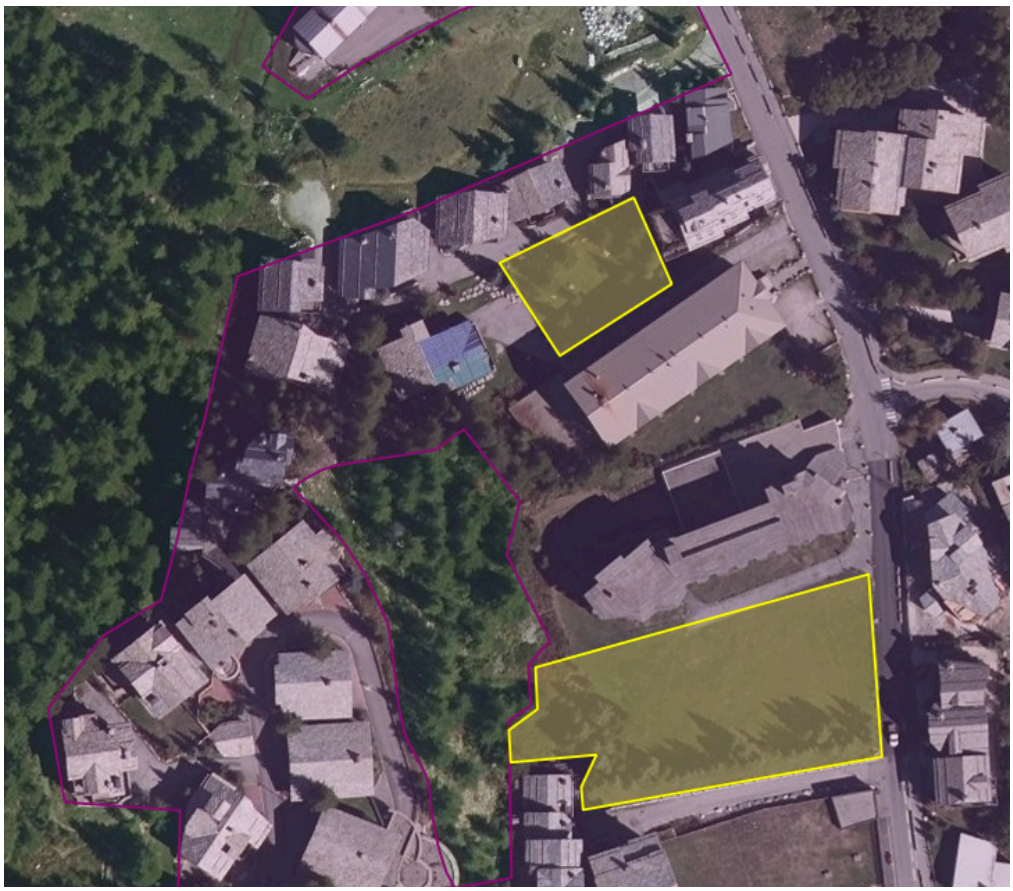
Composante environnementale	**Incidences sur l'environnement** Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Au regard des réservoirs de biodiversité : **(0)** Le secteur de la montée de Bellevarde ne se situe pas au sein des réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire communal.	
	A l'échelle du site et au regard des données concernant la flore patrimoniale : **(0)** Les données disponibles ne recensent aucune station de plante patrimoniale au sein du secteur.	
	A l'échelle du site et au regard de la biodiversité « ordinaire » : **(-)** Le mélezin résiduel a été bien bouleversé par les travaux en cours ayant nécessité de taper dans l'affleurement rocheux d'où des dépôts de matériaux issus également des travaux de terrassement.	**(r)** Les mesures en faveur de la végétalisation des zones construites et décrites dans les OAP sectorielles et l'OAP thématique « dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains » participent à récréer des milieux arborés. **(r)** Le règlement de la zone Uc prévoit l'aménagement d'espaces verts sur une surface minimale de 20 % du tènement pour toute opération générant plus de 100 m² de surface de plancher.

	A l'échelle des continuités écologiques : **(0)** Le secteur n'est pas repéré comme une continuité écologique fonctionnelle au sein des réseaux écologiques du territoire. En l'état, il est perméable.	
Paysage	Au regard de la perception du site **(0)** Le bosquet de mélèzes présents aujourd'hui est essentiellement perçu depuis la rue de la Face sur une séquence d'environ 60m. Depuis ces points de vue, le rôle de ce motif arboré dans la composition de l'image du lieu reste négligeable tant la présence du versant forestier qui le domine s'impose au regard. L'urbanisation de ce talus boisé accentuera la présence visuelle du bâti en pied de versant. Toutefois, l'inclusion de ce bosquet dans l'enveloppe urbaine existante minimise la force du contraste visuel futur de cette urbanisation éventuelle avec les espaces riverains.	
	Au regard de la qualité paysagère du site **(-)** Le bosquet de mélèzes occupant le talus qui domine le pré de la résidence l'Albaron forme un ensemble qui offre une respiration végétale au sein du tissu bâti. L'édification de bâtiments sur ce talus réduira la présence du végétal au sein de l'espace urbain.	**(r)** Le projet de construction veillera à maintenir la présence de mélèzes sur la partie sud du périmètre, ceci afin de maintenir une structure arborée marquant le lien avec la prairie bordée d'arbres du fond de vallée. Par ailleurs, le maintien de cette continuité arborée pourrait, dans un futur plus ou moins proche, faciliter la mise en œuvre d'un parcours piétons amont/aval connecté à la rue de la Face.
Climat-Energie	**(0)** L'aménagement projeté contribue à l'augmentation des consommations énergétiques et ainsi des émissions de polluants atmosphériques et de GES.	**(r)** Les prescriptions de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains favorisent la sobriété énergétique. **(r)** A l'échelle du territoire communal, les mesures en faveur du report modal des véhicules en entrée de station et des continuités piétonnes permettent de réduire les consommations énergétiques et leurs effets sur les émissions de polluants et de GES.
Pollutions et qualités des milieux	Au regard des sols et des sous-sols : **(-)** L'aménagement résidentiel projeté contribue à l'augmentation des risques de pollution des sols et sous-sols et des milieux naturels par rejets d'eaux usées et ruissellement des eaux pluviales.	**(r)** L'aménagement projeté sera raccordé au réseau d'assainissement collectif limitant ainsi tout risque de pollution des sols et des sous-sols. **(r)** Les prescriptions de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains ainsi que les dispositions réglementaires de la zone Uc encadrent les rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel.
	Au regard des déchets : **(-)** L'aménagement résidentiel projeté contribue à l'augmentation de la production de déchets ménagers.	**(r)** Le règlement de la zone Uc prévoit que pour toute opération de plus de 800 m^2 de surface de plancher d'habitat, la réalisation de point de proximité de collecte sur le terrain de la copropriété, en limite du domaine public, est obligatoire. Il permettra la collecte quadriflux (les ordures ménagères, les déchets fibreux, les déchets non-fibreux et le verre).

	Au regard du bruit : **(0)** L'aménagement résidentiel projeté n'augmente pas les nuisances sonores induites par le trafic routier, il est sans incidence sur les ambiances sonores existantes.	
Ressources naturelles et usages	Au regard de la ressource en eau : **(-)** Les besoins en eau augmentent avec l'accueil de nouveaux résidents.	**(r)** En l'état des connaissances, les ressources de la commune couvrent les besoins actuels et futurs en eau potable sans créer de tensions sur la ressource.
	Au regard de la ressource du sol et sa valeur agronomique : **(0)** L'aménagement résidentiel projeté consomme des boisements situés dans l'enveloppe urbaine et sans usage de production.	
Risques pour l'homme et la santé	Au regard des risques naturels : **(-)** Le secteur de la montée de Bellevarde se situe au sein d'un secteur repéré à risque de chutes de blocs par le projet de P.P.R. de décembre 2024.	**(r)** Le secteur est identifié par la trame au titre de l'article R151-34 du Code de l'urbanisme mise en place sur les secteurs non bâtis suivants : - pouvant offrir une constructibilité dans le cadre du futur PPRNP mais pas dans le cadre des PPRNP actuels - qui pourrait ne plus offrir de constructibilité dans le cadre du PPRNP futur mais qui devrait le permet dans le cadre des PPRNP actuels. Cette trame permet de bloquer toute constructibilité dans l'attente des dispositions du futur PPRNP qui autorisera (ou non), avec ou sans conditions une constructibilité.
	Au regard du registre des sols pollués : **(0)** Le secteur ne se situe pas sur ou à proximité d'un site potentiellement pollué recensé au registre des anciens sites industriels et activités de services.	
	Au regard de la qualité de l'air et ses effets sur la santé humaine : **(-)** L'aménagement projeté contribue à l'augmentation des consommations énergétiques et ainsi des émissions de polluants atmosphériques et de GES pénalisantes pour la santé humaine.	**(r)** Les prescriptions de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains favorisent la sobriété énergétique. **(r)** A l'échelle du territoire communal, les mesures en faveur du report modal des véhicules en entrée de station et des continuités piétonnes permettent de réduire les consommations énergétiques et leurs effets sur les émissions de polluants et de GES.
	Au regard du bruit et ses effets sur la santé humaine : **(0)** Le secteur ne se situe pas au sein d'un secteur identifié par des nuisances sonores.	

5.4.2.2. L'espace vert de la copropriété de la résidence de l'Albaron

La carte suivante présente la localisation du secteur.



Localisation de l'espace vert de la copropriété de la résidence de l'Albaron

Cet espace vert est constitué d'une pelouse engazonnée entretenue accompagnée d'une bordure de plantations résineuses horticoles. Ce secteur ne présente pas d'enjeu particulier.

Les photographies suivantes présentent le secteur.





Espaces verts de la copropriété

Aucune plante patrimoniale n'a été observée et les données disponibles ne font pas mention de la présence d'espèce patrimoniale.

Cet espace vert accompagne et participe à la mise en scène du bâti. Il ne s'agit pas d'une dent-creuse à proprement parlé, mais d'un espace collectif d'agrément. Aucun projet n'est identifié sur ce tènement qui devrait rester en espace vert collectif sur la durée du PLU.

5.4.3. Les espaces interstitiels non artificialisés et non bâtis au sein de la zone Ud de la Légettaz

5.4.3.1. Présentation du site

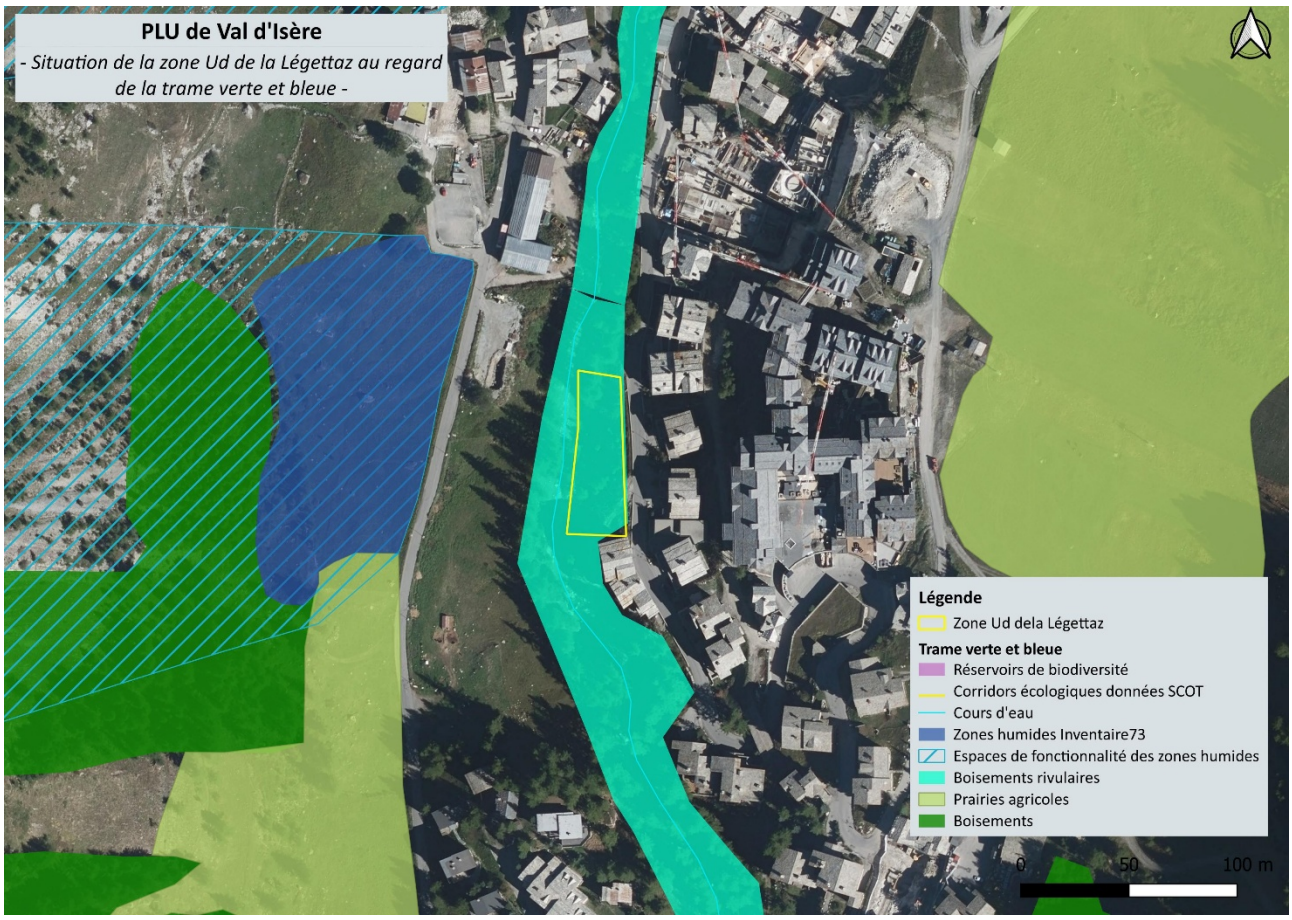
Le rapport de présentation tome 2 du PLU précise dans le chapitre consacré à l'évolution du PLU « qu'environ 500 m2 sont reclassés de N à UD le long de la route de la Légettaz, pour constituer une limite claire d'urbanisation. Son urbanisation est toutefois conditionnée à une évolution du PPRNP. »

5.4.3.2. Etat initial de l'environnement du site

Les cartes suivantes présentent la localisation géographique de la zone Ud et sa situation au regard des enjeux environnementaux localisables identifiés à l'échelle du territoire communal.



Localisation de la zone Ud de la Légettaz



Situation de la zone Ud de la Légettaz au regard de la trame verte et bleue

Les photographies suivantes présentent la zone.





Zone Ud de la Légettaz

La carte suivante présente les habitats naturels de la zone Ud de la Légettaz.



Habitats naturels de la zone Ud de la Légettaz

5.4.3.3. Incidences sur l'environnement et mesures

Composante environnementale	**Incidences sur l'environnement** Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Au regard des réservoirs de biodiversité : **(0)** La zone Ud de la Légettaz ne se situe pas au sein des réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire communal.	
	A l'échelle du site et au regard des données concernant la flore patrimoniale : **(-)** Les données disponibles ne recensent aucune station de plante patrimoniale au sein du secteur. Les mégaphorbiaies des berges de la Calabourdane accueillent des stations de Cirse à feuilles variable observées plus en aval depuis la route. Cette plante est potentiellement présente au sein de la zone Ud.	**(r)** L'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains définit des prescriptions en faveur de la prospection des plantes patrimoniales en préalable à tout aménagement sur le territoire communal.

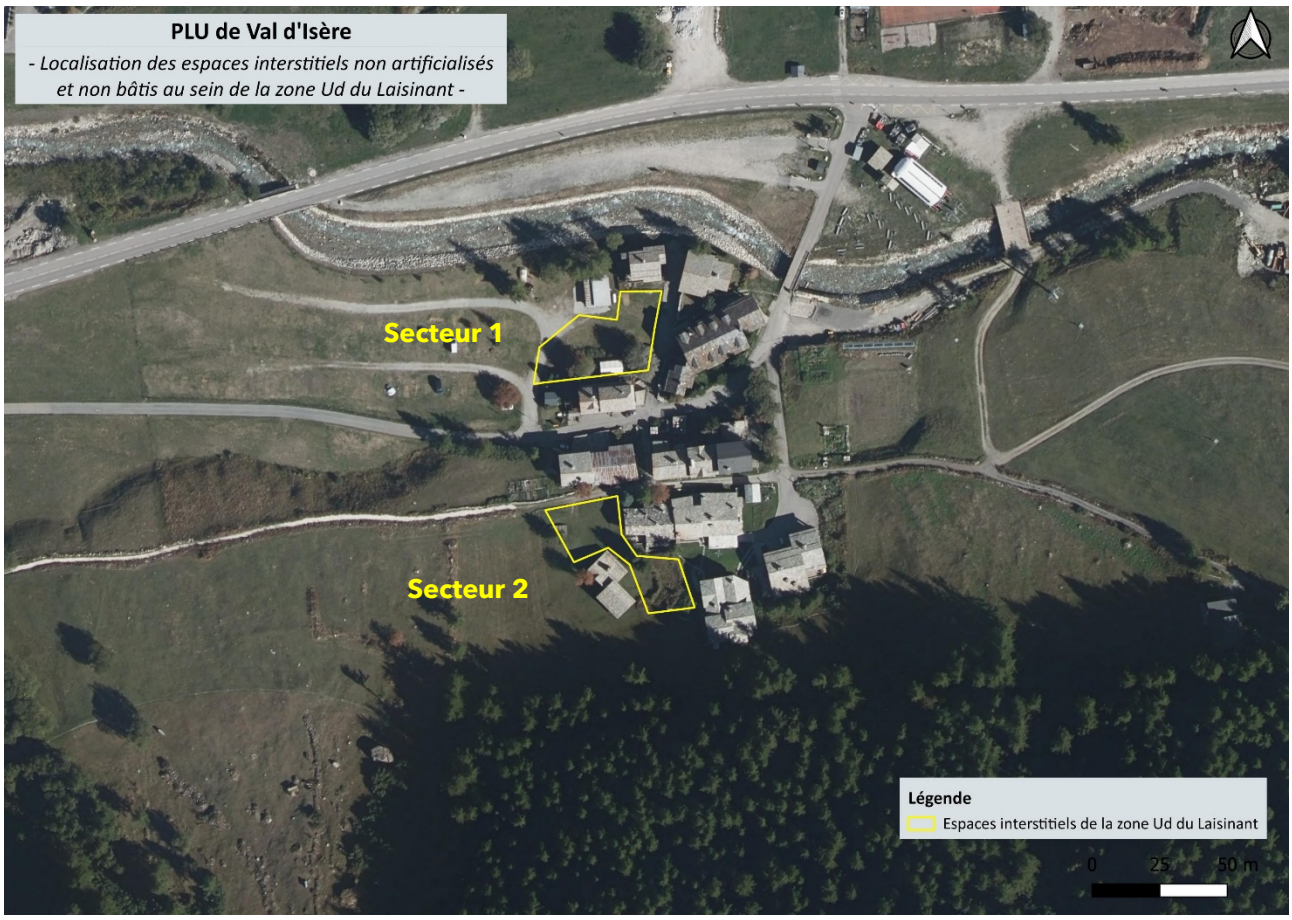
	A l'échelle du site et au regard de la biodiversité « ordinaire » : **(-)** La zone Ud de la Légettaz occupe les berges en forte pente du torrent de la Calabourdane. Le couvert végétal des berges est ici constitué de Mélèze isolé ou en bosquets accompagné de quelques saules au bord du cours d'eau. Les milieux ouverts correspondent aux surfaces remblayées en bord de voirie et colonisées peu à peu par la végétation et à la mégaphorbiaie. Cette formation de hautes herbes est dominée par l'Epilobe à feuilles étroites.	**(r)** Les mesures en faveur de la végétalisation des zones construites et décrites dans les OAP sectorielles et l'OAP thématique « dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains » participent à récréer des milieux végétalisés. **(r)** Le règlement de la zone Ud prévoit l'aménagement d'espaces verts sur une surface minimale de 30 % du tènement pour toute opération générant plus de 100 m² de surface de plancher.
	A l'échelle des continuités écologiques : **(0)** Le secteur n'est pas repéré comme une continuité écologique fonctionnelle au sein des réseaux écologiques du territoire. En l'état, il est perméable.	
Paysage	Au regard de la qualité paysagère du site : **(-)** Le cordon rivulaire arboré bordant la Calabourdane constitue un motif paysager porteur de sens. Cette continuité arborée révèle la présence du cours d'eau au sein du tissu bâti. La construction ponctuelle d'un bâtiment sur ce secteur viendrait dénaturer la présence du cours d'eau en fragmentant également la continuité du talus arboré.	Du point de vue du paysage, la construction sur un espace étroit, coincé entre la rue de la Légettaz et la rivière, ne semble pas opportun. Pas de mesure envisagée.
Climat-Energie	**(0)** L'aménagement projeté contribue à l'augmentation des consommations énergétiques et ainsi des émissions de polluants atmosphériques et de GES.	**(r)** Les prescriptions de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains favorisent la sobriété énergétique. **(r)** A l'échelle du territoire communal, les mesures en faveur du report modal des véhicules en entrée de station et des continuités piétonnes permettent de réduire les consommations énergétiques et leurs effets sur les émissions de polluants et de GES.
Pollutions et qualités des milieux	Au regard des sols et des sous-sols : **(-)** L'aménagement résidentiel projeté contribue à l'augmentation des risques de pollution des sols et sous-sols et des milieux naturels par rejets d'eaux usées et ruissellement des eaux pluviales.	**(r)** L'aménagement projeté sera raccordé au réseau d'assainissement collectif limitant ainsi tout risque de pollution des sols et des sous-sols. **(r)** Les prescriptions de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains ainsi que les dispositions réglementaires de la zone Ud encadrent les rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel.
	Au regard des déchets : **(-)** L'aménagement résidentiel projeté contribue à l'augmentation de la production de déchets ménagers.	**(r)** Le règlement de la zone Ud prévoit que pour toute opération de plus de 800 m² de surface de plancher d'habitat, la réalisation de point de proximité de collecte sur le terrain de la copropriété, en limite du domaine public, est obligatoire. Il permettra la collecte quadriflux (les ordures ménagères, les déchets fibreux, les déchets non-fibreux et le verre).
	Au regard du bruit : **(0)** L'aménagement résidentiel projeté n'augmente pas les nuisances sonores induites	

	par le trafic routier, il est sans incidence sur les ambiances sonores existantes.	
Ressources naturelles et usages	Au regard de la ressource en eau : **(-)** Les besoins en eau augmentent avec l'accueil de nouveaux résidents.	**(r)** En l'état des connaissances, les ressources de la commune couvrent les besoins actuels et futurs en eau potable sans créer de tensions sur la ressource.
	Au regard de la ressource du sol et sa valeur agronomique : **(0)** L'aménagement résidentiel projeté ne consomme pas de sols à valeur agronomique et usage agricole ni de boisement à usage de production.	
Risques pour l'homme et la santé	Au regard des risques naturels : **(-)** La zone Ud de la Légettaz se situe au sein d'un secteur repéré à risque de chutes de blocs par le projet de P.P.R. de décembre 2024.	**(**r) Le secteur est identifié par la trame au titre de l'article R151-34 du Code de l'urbanisme mise en place sur les secteurs non bâtis suivants : - pouvant offrir une constructibilité dans le cadre du futur PPRNP mais pas dans le cadre des PPRNP actuels - qui pourrait ne plus offrir de constructibilité dans le cadre du PPRNP futur mais qui devrait le permet dans le cadre des PPRNP actuels. Cette trame permet de bloquer toute constructibilité dans l'attente des dispositions du futur PPRNP qui autorisera (ou non), avec ou sans conditions une constructibilité.
	Au regard du registre des sols pollués : **(0)** Le secteur ne se situe pas sur ou à proximité d'un site potentiellement pollué recensé au registre des anciens sites industriels et activités de services.	
	Au regard de la qualité de l'air et ses effets sur la santé humaine : **(-)** L'aménagement projeté contribue à l'augmentation des consommations énergétiques et ainsi des émissions de polluants atmosphériques et de GES pénalisantes pour la santé humaine.	**r)** Les prescriptions de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains favorisent la sobriété énergétique. **(r)** A l'échelle du territoire communal, les mesures en faveur du report modal des véhicules en entrée de station et des continuités piétonnes permettent de réduire les consommations énergétiques et leurs effets sur les émissions de polluants et de GES.
	Au regard du bruit et ses effets sur la santé humaine : **(0)** Le secteur ne se situe pas au sein d'un secteur identifié par des nuisances sonores.	

Au regard de sa situation dans les berges végétalisées du torrent de la Calabourdane et de ses effets sur le paysage et la biodiversité, la zone Ud de La Légettaz n'est pas opportune.

5.4.4. Les espaces interstitiels non artificialisés et non bâtis au sein de la zone Ud du Laisinant

La carte suivante présente les secteurs concernés.



Localisation des espaces interstitiels non artificialisés et non bâtis au sein de la zone Ud du Laisinant

5.4.4.1. Le secteur 1

Ce secteur est occupé par les installations du camping municipal comme le montrent les photographies suivantes.



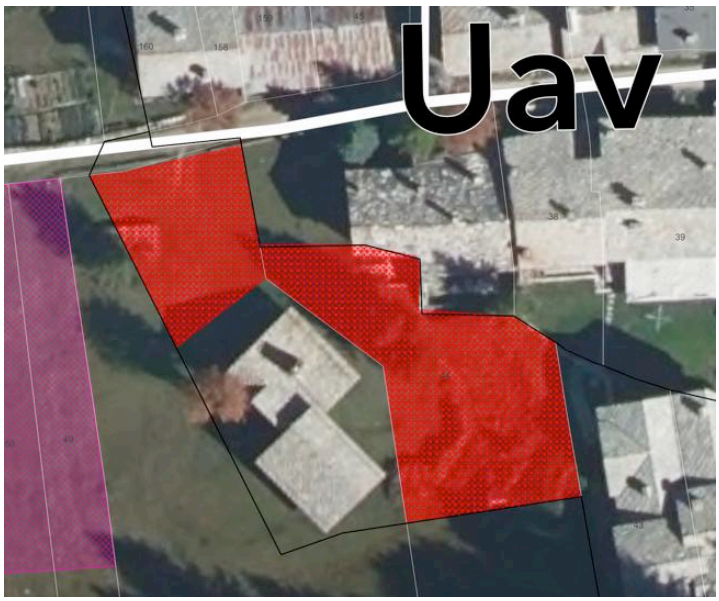


Bloc sanitaire et installations de toiles de tente et van

Le secteur 1 est anthropisé, il ne présente pas d'enjeu particulier.

5.4.4.2. Le secteur 2

Ce secteur a été repéré par le PLU de 2016 comme accueillant des habitats humides. Il a été choisi de conserver ce repérage au projet de PLU au travers d'une trame L151-23 au titre des secteurs humides, comme le montre la carte suivante.



Secteur humide au sein de la zone Ud du Laisinant

Cette prairie humide est située dans l'enveloppe urbaine et constitue des espaces d'agrément des constructions existantes. Ces terrains sont donc inconstructibles mais le classement en UD reste pertinent puisque situé dans l'enveloppe urbaine.

5.5. Les secteurs de projet en zone N

5.5.1. La zone Np du Crêt

5.4.4.3. Présentation du site

L'objectif est ici de mettre en sécurité le parking aérien existant au regard des risques naturels et d'augmenter la capacité de stationnement actuellement déficitaire sur ce secteur.

5.4.4.4. Etat initial de l'environnement du site

Les cartes suivantes présentent la localisation géographique de la zone et sa situation au regard des enjeux environnementaux localisables identifiés à l'échelle du territoire communal.



Localisation de la zone Np du Crêt



Situation de la zone Np du Crêt au regard de la trame verte et bleue

5.4.4.5. Incidences sur l'environnement et mesures

Composante environnementale	**Incidences sur l'environnement** Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Au regard des réservoirs de biodiversité : **(0)** La zone Np du Crêt ne se situe pas au sein des réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire communal.	
	A l'échelle du site et au regard des données concernant la flore patrimoniale : **(0)** Les données disponibles ne recensent aucune station de plante patrimoniale au sein de la zone Np. Le Cirse à feuilles variables est mentionné en périphérie, dans la prairie. La prospection des stations de plantes patrimoniales est subordonnée à toute délivrance d'autorisation d'aménagement ou de construction en référence aux prescriptions de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbanisés.	
	A l'échelle du site et au regard de la biodiversité « ordinaire » : **(-)** La zone n'a pas été parcourue lors des visites de juillet 2024. Il a en effet été identifié au projet de PLU durant l'automne 2024, saison trop tardive pour un repérage pertinent. La vue aérienne montre que la zone occupe pour partie des espaces artificialisés et des espaces de prairie.	**(r)** La remise en état du site après travaux est impérative afin de reconstituer un couvert végétal qualitatif, aux valeurs à la fois écologiques, paysagères et agricoles.
	A l'échelle des continuités écologiques : **(0)** Le secteur n'est pas repéré comme une continuité écologique fonctionnelle au sein des réseaux écologiques du territoire. En l'état, il est perméable.	
Paysage	Au regard de la perception du site **(0)** La localisation du site en pied de versant et le front bâti qui se déploie au nord de l'Avenue Olympique réduisent fortement la perception du parking existant. L'extension prévue de l'aire de stationnement et le dispositif de protection vis-à-vis des risques naturels qui sera mis en œuvre ne sont pas définis dans leurs formes. Il semble donc difficile de d'établir l'incidence de l'aménagement au regard de la qualité paysagère du lieu.	
	Au regard de la qualité paysagère du site **(-)** L'extension de la surface de stationnement vers l'amont sur la prairie existante va accroître la présence visuelle du parking depuis le lieu. À noter qu'il existe un chemin piéton permettant de rejoindre la promenade en balcon parcourant le piémont de la Pointe du Front. Ce chemin offre donc des vues sur l'équipement projeté et amplifie sa visibilité. En fonction des principes de nivellement imaginés par le concepteur et de la qualité des aménagements réalisés, le projet pourra minimiser son impact sur l'image paysagère du lieu.	**(r)** Le projet d'aménagement veillera à rétablir une couverture végétale des surfaces remodelées. Le transport et le stockage des déblais feront l'objet d'une réflexion visant à minimiser la distance de transport et à valoriser l'emprise du lieu de stockage d'un point de vue environnemental et paysager.

Climat-Energie	**(0)** Le projet de parking souterrain vise à sécuriser le parking aérien existant ainsi que l'offre en stationnement du secteur du Crêt. Il ne modifie pas la situation existante en terme de consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre.	
Pollutions et qualités des milieux	Au regard des sols et des sous-sols : **(-)** L'aménagement du parking souterrain est susceptible d'augmenter les risques de pollution des sols et sous-sols et des milieux naturels par ruissellement des eaux pluviales.	**(r)** La remise en état du site après travaux par un couvert végétal permettra d'éviter les ruissellements d'eaux pluviales.
	Au regard des déchets : **(0)** L'aménagement du parking souterrain est sans effet sur les déchets ménagers. Les déchets inertes résultant des travaux de terrassement seront valorisés dans le cadre de la remise en état du site ou stockés pour valorisation sur les secteurs dédiés sur la commune (zones Nm).	
	Au regard du bruit : **(0)** L'aménagement du parking souterrain n'augmente pas les nuisances sonores, ils est sans incidence sur les ambiances sonores existantes.	
Ressources naturelles et usages	Au regard de la ressource en eau : **(0)** L'aménagement du parking souterrain n'augmente pas les consommations d'eau, il est sans effets sur la ressource en eau.	
	Au regard de la ressource du sol et sa valeur agronomique : **(-)** L'aménagement projeté consomme des sols à usage agricole.	**(r)** Les sols à valeur agronomique seront préservés durant la phase de travaux et la remise en état permettra la reprise de l'activité agricole.
Risques pour l'homme et la santé	Au regard des risques naturels : **(-)** La zone NP se situe en zone rouge au P.P.R. de 2018, non constructible en raison d'un aléa fort ou d'un aléa moyen sur le terrain non bâti.	**(r)** Le règlement de la zone rouge du P.P.R. n'interdit pas l'aménagement de parkings souterrains.
	Au regard du registre des sols pollués : **(0)** Le secteur ne se situe pas sur ou à proximité d'un site potentiellement pollué recensé au registre des anciens sites industriels et activités de services.	
	Au regard de la qualité de l'air et ses effets sur la santé humaine : **(0)** L'aménagement du parking souterrain ne contribue pas à l'augmentation des consommations énergétiques et ainsi des émissions de polluants atmosphériques et de GES.	
	Au regard du bruit et ses effets sur la santé humaine : **(0)** La zone Np ne se situe pas au sein d'un secteur identifié par des nuisances sonores.	

5.4.4.6. Traduction des mesures de réduction dans les pièces réglementaires du PLU

L'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains et le règlement de la zone Np traduisent réglementairement les mesures de réduction des incidences sur l'environnement des équipements prévus au sein du périmètre de l'OAP.

Extrait de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains :

Repérer les stations de plantes patrimoniales

- *Tout aménagement ou construction devra prendre en compte la présence des stations de plantes patrimoniales connues à ce jour sur le territoire communal, et le Cirse à feuilles variables (Cirsium heterophyllum) en particulier. Aussi, une prospection ciblée devra avoir lieu en saison végétative en préalable à la délivrance des autorisations nécessaires à la réalisation de l'aménagement ou de la construction.*

Prendre en compte les stations de plantes patrimoniales au travers de mesures d'évitement, réduction et compensation

- *Tout aménagement ou construction susceptible d'impacter une ou plusieurs stations de plantes patrimoniales devra mettre en œuvre des mesures d'évitement. En cas d'impossibilité de réaliser des mesures d'évitement (ce que le projet devra démontrer), des mesures de réduction et/ou compensation devront être mises en œuvre. La destruction de stations de plantes protégées devra être subordonnée à une demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées (article L411-2 du code de l'environnement)*

Extrait du règlement de la zone Np :

L'aménagement des parkings sur les secteurs du Crêt et du Fornet est soumis aux conditions suivantes :

- *L'actualisation des données faune-flore-habitats de 2024*
- *L'actualisation des stations connues en 2024 de Cirse à feuilles variables*
- *La prise en compte des incidences éventuelles de l'aménagement du parking sur les habitats naturels, la faune et la flore et la définition de mesures d'évitement-réduction-compensation*
- *La limitation des terrassements au strict nécessaire afin de préserver la valeur agronomique des sols existants*
- *Lors des travaux de terrassement, les horizons A riches en matière organique seront séparés des horizons B et stockés en dehors des surfaces de terrassement afin de les réutiliser dans le cadre de la reconstitution de sols intéressants pour l'agriculture et la biodiversité*
- *La végétalisation des surfaces terrassées après travaux à l'aide d'un semis composé des espèces végétales du site initial ou constitué de plantes indigènes (semis de Phytosem, Nungesser semences…) afin de reconstituer le couvert végétal initial exploité en prairie de fauche*

5.4.5. La zone Np du Fornet

5.4.5.1. Présentation du site

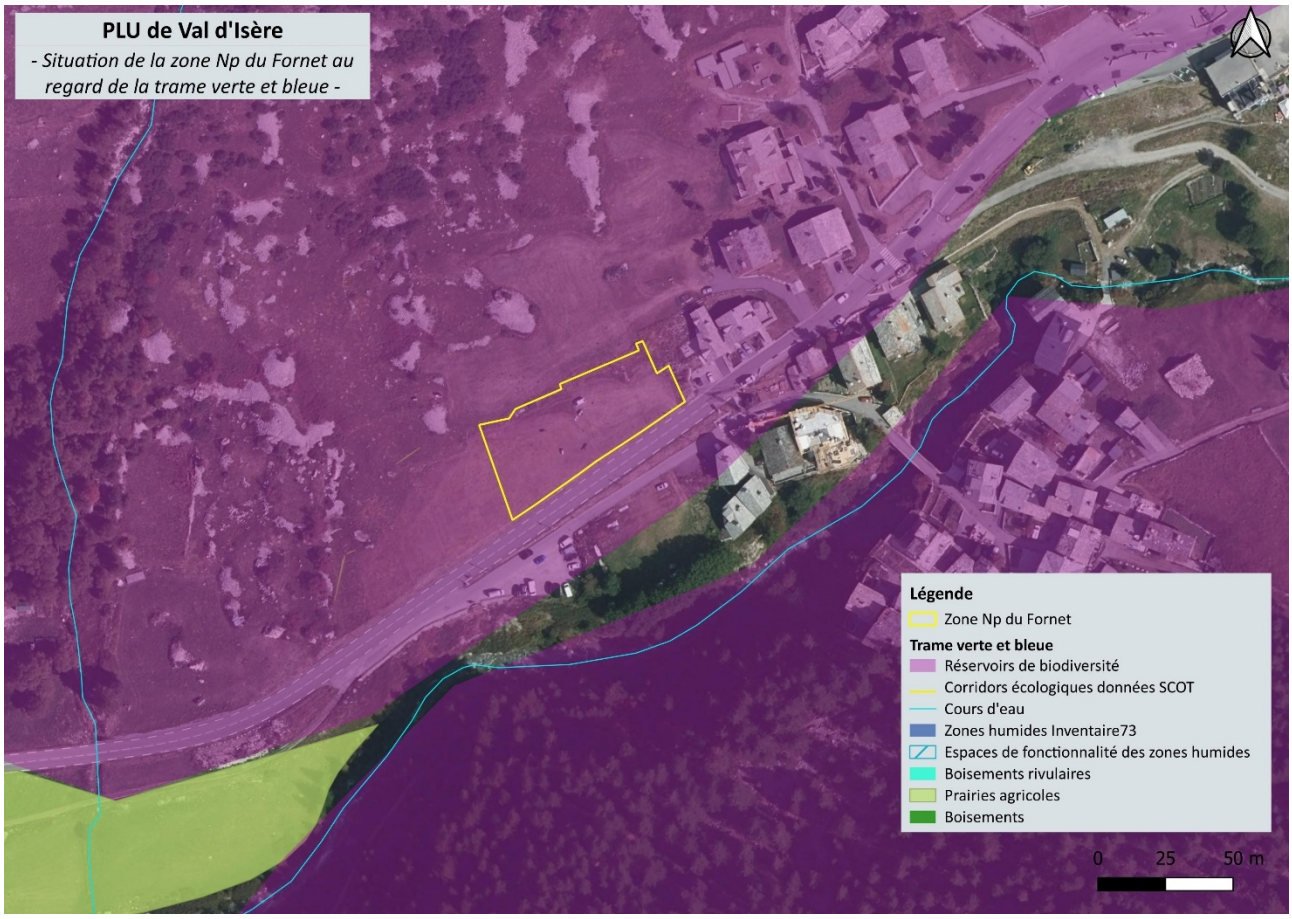
L'objectif est de créer un parking souterrain en entrée du hameau du Fornet afin de pallier au déficit en stationnement du hameau.

5.4.5.2. Etat initial de l'environnement du site

Les cartes suivantes présentent la localisation géographique de la zone et sa situation au regard des enjeux environnementaux localisables identifiés à l'échelle du territoire communal.



Localisation de la zone Np du Fornet



Situation de la zone Np du Fornet au regard de la trame verte et bleue

Les photographies suivantes présentent le secteur.





Site d'implantation de la zone Np



Vue depuis la route des Grandes Alpes (RD 902) sur l'entrée avale du hameau du Fornet

La carte suivante présente les habitats naturels de la zone Np du Fornet.



Habitats naturels de la zone Np du Fornet

5.4.5.3. Incidences sur l'environnement et mesures

Composante environnementale	**Incidences sur l'environnement** Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Au regard des réservoirs de biodiversité : **(-)** La zone Np se situe au sein de la ZNIEFF de type 1 « Réserve naturelle de la Bailletaz ».	**(r)** Le site de projet devra faire l'objet d'un inventaire faune-flore-habitat et d'une prospection ciblée sur les espèces animales et végétales patrimoniales. Le cas échéant, des mesures devront être prises afin de réduire voire compenser les incidences. **(r)** Le site de projet devra être remis en état après travaux avec la reconstitution du couvert végétal.
	A l'échelle du site et au regard des données concernant la flore patrimoniale : **(0)** Les données disponibles ne recensent aucune station de plante patrimoniale au sein de la zone Np.	
	A l'échelle du site et au regard de la biodiversité « ordinaire » : **(-)** La zone est occupée par une prairie subalpine au cortège floristique relativement diversifié comprenant l'Achillée millefeuille, la Berce sphondylle, la Campanule fausse raiponce, la Centaurée scabieuse, le Silène commun, la	**(r)** La remise en état du site après travaux est impérative afin de reconstituer un couvert végétal qualitatif, aux valeurs à la fois écologiques, paysagères et agricoles.

	Gentiane jaune et différentes variétés de poacées. Ces milieux sont favorables à l'entomofaune, aux Lépidoptères et Orthoptères en particulier. Aucune espèce d'oiseau nicheuse, telle que le Tarier des prés, n'a été observée.	
	A l'échelle des continuités écologiques : **(0)** Le secteur n'est pas repéré comme une continuité écologique fonctionnelle au sein des réseaux écologiques du territoire. En l'état, il est perméable.	
Paysage	L'entrée avale du Fornet, au droit de la Route des Grandes Alpes (RD 902) est aujourd'hui caractérisée par sa silhouette bâtie étagée dans la pente de part et d'autre de la route. À l'amont de la route, l'ensemble bâti est mis en valeur par la prairie agricole qui donne à voir clairement le front bâti et son principe d'implantation sur le versant. Au regard de la perception du site **(-)** L'édification d'un parking souterrain au droit de la prairie va considérablement transformer la perception du lieu. La mise en œuvre d'un bâtiment enterré accueillant des véhicules nécessite la construction de voies d'accès en relation directe avec le réseau viaire existant. L'entrée/sortie du bâtiment impose une construction perceptible qui engendrera nécessairement le changement de statut de la prairie existante. Le motif agricole potentiellement perçu comme une prairie alpine naturelle sera changée en un motif "d'espace aménagé", ponctuellement bâti, orientant le regard de l'automobiliste au détriment du motif bâti patrimonial.	**(r)** Le projet d'aménagement veillera à rétablir un profil de terrain le plus proche possible des caractéristiques initiales et une couverture végétale herbacée des surfaces remodelées afin de maintenir la perception des pentes herbeuses et du versant rocheux aux yeux de l'usager de la route.
	Au regard de la qualité paysagère du site **(-)** Le hameau du Fornet est perçu, plus particulièrement depuis son entrée avale, comme une entité architecturale patrimoniale isolée sur le parcours de la montée au col de l'Iseran. La modification des caractéristiques paysagères de l'entrée ouest du hameau constitue une action délicate susceptible de modifier durablement la représentation emblématique du hameau.	**(r)** Le transport et le stockage des déblais feront l'objet d'une réflexion visant à minimiser la distance de transport et à valoriser l'emprise du lieu de stockage d'un point de vue environnemental et paysager. Le(s) édicule(s) permettant l'accès aux stationnements depuis le réseau viaire existant devra être localisé à proximité immédiate de la limite bâtie du hameau existant, et présenter une typologie architecturale porteuse de sens vis-à-vis des représentations actuelles du lieu.
Climat-Energie	**(0)** Le projet de parking souterrain vise à sécuriser l'offre en stationnement du secteur du Fornet. Il ne modifie pas la situation existante en terme de consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre.	
Pollutions et qualités des milieux	Au regard des sols et des sous-sols : **(-)** L'aménagement du parking souterrain est susceptible d'augmenter les risques de pollution des sols et sous-sols et des milieux naturels par ruissellement des eaux pluviales.	**(r)** La remise en état du site après travaux par un couvert végétal permettra d'éviter les ruissellements d'eaux pluviales.
	Au regard des déchets : **(0)** L'aménagement du parking souterrain est sans effet sur les déchets ménagers. Les déchets inertes résultant des travaux de terrassement seront valorisés dans le cadre de	

	la remise en état du site ou stockés pour valorisation sur les secteurs dédiés sur la commune (zones Nm).	
	Au regard du bruit : **(0)** L'aménagement du parking souterrain n'augmente pas les nuisances sonores, ils est sans incidence sur les ambiances sonores existantes.	
Ressources naturelles et usages	Au regard de la ressource en eau : **(0)** L'aménagement du parking souterrain n'augmente pas les consommations d'eau, il est sans effets sur la ressource en eau.	
	Au regard de la ressource du sol et sa valeur agronomique : **(-)** L'aménagement projeté consomme des sols à usage agricole.	**(r)** Les sols à valeur agronomique seront préservés durant la phase de travaux et la remise en état permettra la reprise de l'activité agricole.
Risques pour l'homme et la santé	Au regard des risques naturels : **(-)** La zone NP se situe en zone rouge au P.P.R. de 2018, non constructible en raison d'un aléa fort ou d'un aléa moyen sur le terrain non bâti.	**(r)** Le règlement de la zone rouge du P.P.R. n'interdit pas l'aménagement de parkings souterrains.
	Au regard du registre des sols pollués : **(0)** Le secteur ne se situe pas sur ou à proximité d'un site potentiellement pollué recensé au registre des anciens sites industriels et activités de services.	
	Au regard de la qualité de l'air et ses effets sur la santé humaine : **(0)** L'aménagement du parking souterrain ne contribue pas à l'augmentation des consommations énergétiques et ainsi des émissions de polluants atmosphériques et de GES.	
	Au regard du bruit et ses effets sur la santé humaine : **(0)** La zone Np ne se situe pas au sein d'un secteur identifié par des nuisances sonores.	

5.4.5.4. Traduction des mesures de réduction dans les pièces réglementaires du PLU

L'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains et le règlement de la zone Np traduisent réglementairement les mesures de réduction des incidences sur l'environnement des équipements prévus au sein du périmètre de l'OAP.

Extrait de l'OAP thématique A / Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains :

Repérer les stations de plantes patrimoniales

- *Tout aménagement ou construction devra prendre en compte la présence des stations de plantes patrimoniales connues à ce jour sur le territoire communal, et le Cirse à feuilles variables (Cirsium heterophyllum) en particulier. Aussi, une prospection ciblée devra avoir lieu en saison végétative en préalable à la délivrance des autorisations nécessaires à la réalisation de l'aménagement ou de la construction.*

Prendre en compte les stations de plantes patrimoniales au travers de mesures d'évitement, réduction et compensation

- *Tout aménagement ou construction susceptible d'impacter une ou plusieurs stations de plantes patrimoniales devra mettre en œuvre des mesures d'évitement. En cas d'impossibilité de réaliser des mesures d'évitement (ce que le projet devra démontrer), des mesures de réduction et/ou compensation devront être mises en œuvre. La destruction de stations de plantes protégées devra être subordonnée à une demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées (article L411-2 du code de l'environnement)*

Extrait du règlement de la zone Np :

L'aménagement des parkings sur les secteurs du Crêt et du Fornet est soumis aux conditions suivantes :

- *L'actualisation des données faune-flore-habitats de 2024*
- *L'actualisation des stations connues en 2024 de Cirse à feuilles variables*
- *La prise en compte des incidences éventuelles de l'aménagement du parking sur les habitats naturels, la faune et la flore et la définition de mesures d'évitement-réduction-compensation*
- *La limitation des terrassements au strict nécessaire afin de préserver la valeur agronomique des sols existants*
- *Lors des travaux de terrassement, les horizons A riches en matière organique seront séparés des horizons B et stockés en dehors des surfaces de terrassement afin de les réutiliser dans le cadre de la reconstitution de sols intéressants pour l'agriculture et la biodiversité*
- *La végétalisation des surfaces terrassées après travaux à l'aide d'un semis composé des espèces végétales du site initial ou constitué de plantes indigènes (semis de Phytosem, Nungesser semences…) afin de reconstituer le couvert végétal initial exploité en prairie de fauche*

L'aménagement du parking du Fornet est soumis complémentairement aux conditions suivantes :

- *Le projet d'aménagement veillera à rétablir un profil de terrain le plus proche possible des caractéristiques initiales et une couverture végétale herbacée des surfaces remodelées afin de maintenir la perception des pentes herbeuses et du versant rocheux aux yeux de l'usager de la route.*
- *Le transport et le stockage des déblais feront l'objet d'une réflexion visant à minimiser la distance de transport et à valoriser l'emprise du lieu de stockage d'un point de vue environnemental et paysager.*
- *Le(s) édicule(s) permettant l'accès aux stationnements depuis le réseau viaire existant devra être localisé à proximité immédiate de la limite bâtie du hameau existant, et présenter une typologie architecturale porteuse de sens vis-à-vis des représentations actuelles du lieu.*

5.6. Les Emplacements Réservés

Le projet de PLU compte 45 emplacements réservés présentés dans le tableau suivant avec l'analyse de leurs incidences sur l'environnement et la biodiversité en particulier.

VOCATION	NUMERO	SITUATION AU REGARD DES SOLS	ANALYSE DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT
Aménagement de voirie	Emplacements Réservés n°9, 11a, 13, 20, 21	Ces 5 Emplacements Réservés occupent des surfaces artificialisées constituées de voiries existantes et de parking.	Sans effet.
Passages skieurs et aménagement du domaine skiable	Emplacements Réservés n°7a, 7b et 12	Ces Emplacements Réservés visent à garantir dans le temps la disponibilité des secteurs permettant le passage des skieurs ou des engins de damage. Ils ne modifient pas l'existant.	Sans effet.
Front de neige de La Daille	Emplacement Réservé n°2	Cet Emplacement Réservé vise à garantir dans le temps la raquette d'arrivée du front de neige de la Daille dans le cadre d'organisation d'épreuves internationales. Il ne modifie pas l'existant.	Sans effet
Cheminements piétonniers	Emplacements Réservés n°4, 5, 7a, 8, 10, 11b,15 et 19	Ces Emplacements Réservés occupent des voiries existantes ou encore un espace vert au sein d'une copropriété voire des	Sans effet

		cheminements existants sur le front de neige.	
Renaturation de la plaine de la Daille	Emplacement Réservé n°6	Cet Emplacement Réservé a pour objet de renaturer les surfaces artificialisées existantes en rive droite de l'Isère.	Effet positif à terme sur la biodiversité, le paysage et les continuités piétonnes.
Mise en sécurité de parkings existants	Emplacements Réservés n°1, 14 et 22a	Les Emplacements Réservés n°1 et 14 occupent des surfaces artificialisés ou faiblement végétalisés. L'Emplacement Réservé n°22a correspond à la zone Np de la daille pour laquelle des prescriptions réglementaires ont été définies dans l'OAP sectorielle n°6	Sans effet ou effets pris en compte dans les prescriptions réglementaires de l'OAP sectorielle n°6.
Aménagement d'un pôle mobilité à La Daille	Emplacement Réservé n°22b	Cet Emplacement Réservé occupe des surfaces artificialisées.	Sans effet.
Accès pour décharge à neige	Emplacements Réservés des n°24 à 46	Ces Emplacements Réservés visent à garantir dans le temps la disponibilité des secteurs permettant de stocker la neige après déneigement. Ils ne modifient pas l'existant.	Sans effet.
Total général	**45**		

Chapitre 6 :

INCIDENCES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS

L'évaluation environnementale doit analyser les incidences directes, indirectes, temporaires, permanentes et cumulées du PLU sur l'environnement. Elle doit également comporter la présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement.

Les paragraphes suivants présentent, pour chacune des thématiques environnementales décrites dans l'état initial de l'environnement, les éléments suivants :

- Le rappel du contexte sur la commune de Val d'Isère
- Le rappel des objectifs et orientations du PADD
- Les incidences potentielles sur l'environnement
- Les mesures d'évitement, réduction ou compensation

Pour chacune des thématiques environnementales, l'analyse des incidences sur l'environnement et la description des mesures sont présentées sous la forme du tableau type suivant.

Incidences sur l'environnement Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Type d'effet**	**Durée de l'effet**	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
(+) Description de l'incidence positive au regard de l'état initial et de son évolution en l'absence de PLU **(-)** Description de l'incidence négative **(0)** Description de l'incidence neutre (sans incidence) ou négligeable	Direct Indirect	Permanent Temporaire	**(e)** Description de la mesure d'évitement **(r)** Description de la mesure de réduction **(c)** Description de la mesure de compensation

6.1. Incidences du PLU sur la biodiversité et mesures

6.1.1. Rappel du contexte sur Val d'Isère

La commune de Val d'Isère possède un patrimoine naturel de qualité, représentés par de très nombreux réservoirs de biodiversité et des espaces complémentaires constitués des milieux forestiers, des prairies, et des cours d'eau et leurs cordons boisés rivulaires.

Les réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire communal correspondent aux périmètres de la zone cœur du parc national de la Vanoise, des sites Natura 2000 du massif de la Vanoise et du réseau de vallons d'altitude à Caricion, de la réserve naturelle de la Bailletaz, des APPB du col de l'Iseran et de Grand Pré, des ZNIEFF de type 1 et des zones humides.

6.1.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD

Orientation générale : Reconnaître la valeur des espaces naturels remarquables et leurs fonctionnalités

Actions :

- Classer les réservoirs de biodiversité et les protéger selon une hiérarchie liée à leurs statuts et leurs usages : périmètres Natura 2000/PNV zone coeur/réserves naturelles/ZNIEFF type1/APPB du col de l'Iseran ainsi que celui sur Grand Pré, par des protections tout en autorisant les constructions et aménagements nécessaires au fonctionnement du domaine skiable, dans son emprise actuelle et en étudiant un projet de valorisation du col de l'Iseran.
- Repérer et protéger les corridors écologiques fonctionnels

- Prendre en compte les autres continuités identifiées au SCoT, qui peuvent être considérées plus comme des coupures vertes au regard de la bonne perméabilité du territoire de Val d'Isère, l'urbanisation contenue sur des secteurs définis ne constituant pas un obstacle majeur au déplacement de la faune d'un versant à l'autre.
- Intégrer les espaces « de nature ordinaire » : En confortant les usages agricoles, écologiques et paysagers des espaces ouverts et semi-ouverts constitutifs de la trame verte et bleue du territoire communal
- Réduire, optimiser, ou tout du moins réguler, l'éclairage artificiel nocturne résidentiel et notamment celui des espaces extérieurs (« trame noire »), dans les secteurs à enjeux.

6.1.3. Incidences et mesures

Incidences sur l'environnement Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Type d'effet**	**Durée de l'effet**	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
(+) Les espaces naturels d'intérêt majeur (cœur de PNV, sites Natura 2000, réserve naturelle de la Bailletaz, APPB) sont préservés par un classement en zone naturelle NA Secteur naturel et forestier destiné à la protection à long terme des milieux naturels et des paysages avec un règlement spécifique limitant strictement la constructibilité. **Cette mesure est une évolution positive du PLU en vigueur.**	Direct	Permanent	
(+) Les périmètres des zones humides ainsi que leurs espaces de fonctionnalité bénéficient de servitudes au titre de l'article L151-23 du CU, dont les règlements respectifs encadrent strictement les activités humaines. **Ces mesures constituent une évolution positive du PLU en vigueur.**	Direct	Permanent	
(+) Les périmètres des ZNIEFF de type 1 situés en dehors des secteurs de protection forte NA, bénéficient d'une servitude au titre de l'article L151-23 du CU. Dans ces secteurs, l'autorisation des travaux et aménagements autorisés est soumise à la réalisation d'une étude préalable faune-flore-habitats incluant la prospection des espèces animales et végétales patrimoniales et démontrant l'absence d'incidences ou la mise en place de mesures de réduction et de compensation. **Ces mesures constituent une évolution positive du PLU en vigueur, en permettant de prendre en compte ces périmètres dans l'aménagement du territoire et notamment au sein de la servitude du domaine skiable.**	Direct	Permanent	
(+) Les stations des espèces végétales patrimoniales connues à ce jour, ont été cartographiées dans l'état initial de l'environnement. L'OAP thématique A Dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces	Direct	Permanent	

urbanisés définit des prescriptions fortes en faveur de ces plantes permettant leur prise en compte dans l'ensemble des projets d'aménagement.			
(+) Les grands massifs forestiers du territoire communal sont préservés au travers du classement en zone naturelle N voire en EBC.	Direct	Permanent	
(+) Les rives des cours d'eau et les boisements rivulaires repérés à la trame verte et bleue sont classés en zone naturelle N assortie d'une servitude au titre de l'article L151-23 du CU. **Cette mesure est une évolution positive du PLU en vigueur.**	Direct	Permanent	
(+) L'emprise du corridor écologique repéré par le SCOT sur le secteur de la Daille bénéficie d'une servitude au titre de l'article L151-23 du CU garantissant la préservation de ses fonctionnalités. Le corridor écologique identifié par le SCOT en amont du hameau du Laisinant occupe des milieux de prairie au sein d'un vaste ensemble naturel et agricole classé en zone Agricole AF non constructible. La localisation géographique de ce corridor ainsi que son classement au PLU ne justifient pas un repérage graphique complémentaire. **Cette mesure est une évolution positive du PLU en vigueur.**	Direct	Permanent	
(-) Les prairies agricoles ainsi que les espaces boisés consommés par les zones d'aménagement futur dont les projets n'ont pas encore été réalisés représentent une superficie estimée à 9 948 m². Il s'agit des zones suivantes : - La zone Np de la Daille (3 161 m²) - La zone Np du Crêt (1 371 m²) - La zone Np du Fornet (2 216 m²) - La zone Ud de la Légettaz (1 700 m²) - La zone Ud de la montée de Bellevarde (1500 m² résiduels)	Direct	Temporaire Permanent	**(r)** Les mesures en faveur de la végétalisation des espaces périphériques aux zones construites et décrites dans les OAP sectorielles et l'OAP thématique « dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains » participent à récréer des milieux de prairie et des milieux arborés. **(r)** Les zones Np bénéficient de prescriptions réglementaires particulières visant à reconstituer le couvert des prairies agricoles existantes.

6.1.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur la biodiversité

En identifiant et classant par des zonages et règlements spécifiques les réservoirs de biodiversité, le PLU favorise leur protection sur le long terme. Les effets du PLU peuvent être considérés comme positifs.

Le PLU consomme des espaces naturels et semi-naturels sur une superficie estimée à 9 948 m². Les effets négatifs de cette consommation sont pris en compte au travers des nombreuses mesures décrites dans les OAP sectorielles et l'OAP thématique « dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains » visant à réduire les incidences et favoriser la biodiversité du territoire. Les zones Np bénéficient par ailleurs de prescriptions réglementaires spécifiques.

6.2. Incidences du PLU sur le paysage et mesures

6.2.1. Rappel du contexte sur Val d'Isère

Dernier village de la vallée à 1850 mètres d'altitude et installée dans une ancienne vallée glaciaire, la station de Val d'Isère connaît aussi un développement important à partir des années 60. C'est à cette époque que les immeubles de « la Daille » sont construits par Jean Claude Bernard (Premier Grand Prix de Rome en 1960). Ces immeubles ont reçu le label de patrimoine du XXe siècle, qui vise à reconnaître les édifices les plus significatifs qui ont été construits au cours de ce siècle.

En 1984, la municipalité a souhaité relier la partie la plus ancienne du village au quartier nouveau : un ensemble de petits immeubles néo-traditionnels utilisant la pierre, les lauzes et les mélèzes est construit par l'architecte Chanéac. L'ensemble des constructions ultérieures adoptera cette référence. Un portique monumental (1985) avec colonnes de pierre signale l'entrée de ce nouveau quartier.

Aujourd'hui avec ses 28000 lits et son prestigieux domaine skiable, Val d'Isère décline tous les types architecturaux présents dans les stations de sports d'hiver. (…)

On notera également que la vallée de la haute Tarentaise accueille les « Chemins du Baroque » reliant un ensemble d'édifices religieux de style baroque, que l'on distingue souvent de loin par leurs clochers à bulbe.

Enfin, les deux cols qui marquent la limite de la vallée : le col du Petit-Saint-Bernard (2188 mètres) à l'ouest et le col de l'Iseran (2764 mètres) à l'est, sont aussi des attraits touristiques importants. (…)

Le col de l'Iseran est le col le plus haut d'Europe. Associé au belvédère situé quelques kilomètres en aval, ces sites classés offrent un panorama éblouissant sur les massifs de la Vanoise.

(Source : extrait publié sur le site de la DREAL AURA le 24/07/2017).

6.2.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD

Parmi les différents axes, objectifs et actions déclinés dans le PADD, plusieurs éléments participent à l'amélioration des qualités paysagères présentes sur le territoire communal. Ces éléments peuvent être classés en plusieurs registres qui conditionnent à la fois la transformation physique de l'espace habité et l'usage qu'en font les habitants, visiteurs et touristes.

Concernant la structuration du tissu bâti et la qualité des ambiances urbaines et paysagères, les actions préconisées par le PADD sont les suivantes :

Axe 1 - Objectif I-1 – 4

Structurer et animer les espaces publics du centre-station, profitant aux populations touristiques mais aussi permanente

- Maintenir et mettre en scène les vues emblématiques présentes au sein du tissu urbain Connecter le pôle de la Daille au centre de la station en requalifiant les berges de l'Isère et en aménageant une continuité d'espaces publics.
- Limiter la présence de l'automobile dans les cœurs urbains tout en développant la trame piétonne en terme de confort et d'optimisation des connexions internes et externes à la station.
- Favoriser le développement de rez-de-chaussée actifs : valorisation de l'ambiance urbaine.
- Connecter le pôle de la Daille au centre de la station en requalifiant les berges de l'Isère et en aménageant une continuité d'espaces publics.
- Aménager qualitativement les sites d'accueil des manifestations.

Concernant l'organisation des différents modes de mobilité et la place de la voiture au cœur de la station, le PADD fixe des objectifs ambitieux susceptibles d'apaiser le cœur de station et de retrouver des surfaces pouvant potentiellement permettre de développer des structures végétales au sein du tissu bâti. Parmi les actions définies, on peut citer :

Axe 1 - Objectif I-3 – 6

Tendre vers une mobilité plus durable à l'échelle de la station pour viser des séjours touristiques sans voiture

- Rationnaliser les stationnements publics existants et les exigences futures vis-à-vis des projets proposés.
- Organiser le report modal en faveur du transport collectif entre la Daille et le centre de la station.

Axe 1 - Objectif I-3 – 7

Construire un projet à l'échelle du piéton pour limiter les déplacements motorisés

- Requalifier l'espace public piéton dans les polarités urbaines notamment en élargissant l'espace public par un travail sur les bandes de recul des bâtiments par rapport au domaine public.
- Structurer et requalifier les parcours piétons entre la Daille et le cœur de la station.
- Créer de nouvelles liaisons piétonnes urbaines de façon à faciliter l'accès aux différentes polarités du tissu urbain.

Concernant le développement des strates végétales à l'intérieur du tissu bâti participant à la qualité des ambiances urbaines, à la lutte contre les îlots de chaleur et au confort climatique de l'espace bâti, les actions suivantes peuvent être citées :

Axe 2 - Objectif II-1 – 1

S'adapter aux variations des phénomènes naturels dans l'aménagement du territoire

- Tenir compte des effets du changement climatique sur le milieu alpin en s'appuyant notamment sur la trame verte et bleue

Axe 2 - Objectif II-1 – 3

Agir sur le développement urbain pour limiter son impact environnemental

- Maintenir, voire développer, la biodiversité aux franges du tissu urbain.
- Tenir compte de la trame verte existante dans les aménagements et constructions projetées.
- Privilégier la plantation de structures végétales pluristratifiées et adaptées aux évolutions actuelles du climat pour combattre notamment la présence d'îlots de chaleur.
- Favoriser la continuité des sols vivants de pleine terre au sein de l'enveloppe urbaine.
- Établir une gestion de l'eau raisonnée et économe, capable de favoriser la croissance du végétal à l'aide, notamment, de principes rustiques d'irrigation et d'infiltration.
- Stopper l'étalement urbain en dehors des espaces préférentiels de densification.

Concernant le maintien des motifs paysagers liés à l'activité agricoles, une prise de conscience est énoncée dans le PADD visant à la fois à pérenniser les surfaces agricoles de fond de vallée et à maintenir l'usage des prairies d'altitudes par les pratiques d'agro-pastoralisme. Bien que, proportionnellement, le poids économique de l'activité agricole soit sans commune mesure avec celui de l'activité touristique, l'identité paysagère de la commune, qui contribue pour parti à son attractivité touristique, est largement fondée sur les motifs paysagers liés aux pratiques agricoles. Dans ce cadre, le PADD défini les objectifs et actions suivantes :

Axe 2 - Objectif II-1 – 2

Pérenniser l'activité agricole en prenant en compte la réalité et les spécificités du territoire montagnard

- Tenir compte de la valeur paysagère et/ou environnementale de certains espaces agricoles.
- Préserver les alpages dans leurs différentes dimensions (économiques, sociales, paysagères).

Concernant la préservation du cadre architectural et paysager de la commune, le PADD fixe quelques orientations qui recoupent nécessairement quelques unes des ambitions énoncées ci-avant.

Axe 2 - Objectif II-2 – 4

Valoriser le cadre paysager, atout majeur d'un territoire d'exception, qu'il soit naturel ou bâti, et définir des limites claires d'urbanisation

- Préserver et valoriser les motifs paysagers emblématiques (prairies agricoles en fond de vallée, domaine pastorale d'altitude, patrimoines et fronts bâtis remarquables, haut lieu du patrimoine naturel…) .

- Renforcer la lisibilité et le sens des limites d'urbanisation.
- Localiser des sites et définir les modalités de stockage des matériaux issus des travaux d'aménagement du domaine bâti et du domaine skiable.

Axe 2 - Objectif II-2 – 6

Privilégier des formes urbaines et architecturales économes en foncier… mais adaptées aux différents contextes paysagers

Renforcer le traitement paysager des espaces libres dans les projets en :

- Favorisant la place du végétal et limiter l'impact des constructions en périphérie (meilleure intégration via des espaces de pleine terre)
- Encourageant la végétalisation et/ou la perméabilité des espaces fonctionnels (accès, stationnements, …)

Axe 2 - Objectif II-2 – 10

Renforcer le tourisme estival en s'appuyant sur les atouts de la commune

- En maillant ses sentiers entre les différentes unités urbaines et en réfléchissant à une liaison avec Tignes.
- En valorisant les alpages (réhabilitation des anciens chalets, limitation des terrassements sur certains secteurs…)
- En développant les liaisons douces le long de l'Isère, de l'entrée de la commune en direction du Fornet, axe fort de mise en valeur des paysages avalins

Axe 2 - Objectif II-2 – 11

Reconnaître la valeur des espaces naturels remarquables et leurs fonctionnalités

- Conforter les usages agricoles, écologiques et paysagers des espaces ouverts et semi-ouverts constitutifs de la trame verte et bleue du territoire communal

Ainsi les divers axes et objectifs développés dans le PADD contribuent, parfois de manière indirecte, à la poursuite des objectifs de qualité paysagère.

6.2.3. Incidences et mesures

Incidences sur l'environnement Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Type d'effet**	**Durée de l'effet**	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
(+) La délimitation "d'espaces préférentiels de densification" afin de limiter voir de stopper l'étalement urbain sur les espaces naturelles ou les surfaces à vocation agricole, constitue un objectif permettant de maintenir en l'état les motifs paysagers constituant la frange des ensembles bâtis.	Direct	Permanent (tant que l'objectif politique est maintenu)	Ce principe de gestion du tissu bâti n'est cependant positif que s'il est accompagné de critère qualitatif permettant d'orienter la densification urbaine. L'emprise et la proportion d'espaces publics animés et plantés ainsi que leur mise en réseau par des parcours piétons qualitatifs et sécurisés, restent un impératif pour obtenir une densification heureuse du tissu bâti.
(-) L'élaboration des différentes OAP, qui orientent au cas par cas la transformation de sites aujourd'hui non bâtis, contribuent à étendre l'emprise du domaine bâti artificialisé. Les périmètres choisis, que ce soit pour développer des infrastructures de service (parking…) ou des bâtiments d'habitation, réduit le nombre d'espaces non bâtis au sein de l'enveloppe urbaine. La densification qui s'opère ainsi transforme les lieux sans nécessairement prendre en	Direct	Permanent	**(r)** Les mesures liées à la prise en compte des objectifs de qualité paysagère. La principale mesure étant de prendre en compte les qualités préexistantes du site de projet et caractériser les relations urbaines, paysagères et d'usages que le site entretient avec ses espaces riverains.

compte les qualités paysagères et les usages urbains qui s'y déploient.			
(+) L'élaboration des différentes OAP, qui orientent au cas par cas la transformation de sites aujourd'hui bâtis, contribue à requalifier l'espace urbain. La démolition/reconstruction d'un ensemble bâti permet de requalifier, de sécuriser voire d'étendre la trame viaire, pour favoriser les perméabilités piétonnes nécessaires au bon fonctionnement du tissu urbain.	Directe	Permanent	Le principe de la rénovation urbaine est intéressant pour peu que la collectivité se saisisse de cette opportunité de réorganisation et d'enrichissement de l'espace public dans le cadre du développement d'un bien commun.

6.2.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur le paysage

Les objectifs de qualité paysagère sont pris en compte par le PLU sous différentes formes. Le plus évident est énoncé dans le PADD :

"*Valoriser le cadre paysager, atout majeur d'un territoire d'exception, qu'il soit naturel ou bâti, et définir des limites claires d'urbanisation*".

Toutefois bon nombre d'autres mesures participent à la prise en compte des qualités paysagères du territoire communal de façon parfois indirecte. L'organisation des différents modes de déplacements et la promotion du transport collectif devrait réduire la place de l'automobile dans la station et apaiser ainsi l'ambiance urbaine. Ceci permettant par la même occasion de retrouver des espaces potentiels pour requalifier l'espaces publics (extension et sécurisation de la trame piétonne, développement de la trame verte dans le tissu bâti…).

Le fait de qualifier réglementairement les espaces naturels et les surfaces dédiées à l'activité agricole au sein du domaine skiable, montre le souhait de la collectivité d'afficher la multiplicité de la nature et des usages de la montagne et de retrouver certaines interrelations valorisantes. Parmi celle-ci le paysage constitue l'objet de médiation par excellence.

À l'avenir, l'énergie déjà engagée pour la transformation progressive du territoire répondant aux mutations contemporaines de la société et de notre environnement, pourrait avantageusement, du point de vue du paysage, prendre en compte les réalités, les motifs et les perceptions estivales du territoire communal et des lieux qui le composent. Le développement de cet "imaginaire estivale" de la station est aujourd'hui plus que nécessaire. Ceci pour parvenir à construire une image paysagère qui reflète véritablement les fondements montagnards du site et la culture de ses habitants directement liée à l'alternance des saisons.



6.3. Incidences du PLU sur le climat et l'énergie

6.3.1. Rappel du contexte sur Val d'Isère

Le secteur résidentiel et l'activité touristique constituent les plus gros consommateurs d'énergie à l'échelle du territoire.

Concernant les polluants atmosphériques, les données de l'ORCAE montrent qu'ils se concentrent sur les principaux axes routiers du territoire.

Les émissions de GES sont induites principalement par les combustions énergétiques (chauffage, transports routiers).

6.3.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD

Orientation générale : Agir sur le développement urbain pour limiter son impact environnemental

Actions :

- Limiter le recours aux énergies non renouvelables : rechercher la sobriété énergétique dans les nouveaux projets avec la mise en place de règles incitatives, la prise en compte des masques solaires
- Prendre en compte la nécessaire adaptation au changement climatique et améliorer le confort climatique
- Maîtriser les besoins énergétiques en stoppant l'étalement urbain en dehors des espaces préférentiels de densification, qui sont générateurs de déplacements individuels motorisés
- Limiter l'empreinte carbone du développement urbain

6.3.3. Incidences et mesures

Incidences sur l'environnement Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Type d'effet**	**Durée de l'effet**	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
(-) Le développement résidentiel (80 logements pour les résidents permanents et 150 logements saisonniers) et le confortement de l'activité touristique induisent des consommations d'énergie liés aux déplacements motorisés et aux besoins des bâtiments et équipements. Les consommations énergétiques augmentent les émissions de polluants et de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.	Direct	Saisonnier	**(r)** Le positionnement stratégique des principales zones de développement résidentiel et touristique au cœur du centre urbain permet de limiter les consommations énergétiques induites par les déplacements motorisés en facilitant l'accès à l'ensemble des services et au domaine skiable. **(r)** Les zones d'urbanisation future occupent majoritairement des surfaces déjà artificialisées. Ces opérations de renouvellement urbain, en réhabilitant des bâtiments anciens ou en reconstruisant de nouvelles résidences aux normes énergétiques en vigueur, constituent un puissant levier en faveur de la réduction des consommations d'énergie notamment fossiles et ainsi de la réduction des émissions de GES. **(r)** Val d'Isère vise par ailleurs à tendre vers une station sans voiture. Ainsi, le PLU prévoit le report modal adapté et fonctionnel en entrée de station au travers d'aménagements facilitant le stockage des voitures individuelles et le relais par des transports en commun et des continuités piétonnes. **(r)** Les OAP sectorielles des zones d'urbanisation future intègrent des prescriptions en faveur des continuités piétonnes. **(r)** Les OAP sectorielles des zones d'urbanisation future et l'OAP thématique « dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains » intègrent des prescriptions en faveur des énergies renouvelables et de la sobriété énergétique.

6.3.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur le climat et l'énergie

Le PLU a pour objectif de maintenir la population permanente en améliorant les conditions d'accès au logement résidentiel, et de permettre aux actifs saisonniers de se loger. Il vise par ailleurs à maintenir globalement la capacité d'accueil actuelle en lits touristiques en compensant notamment l'érosion du parc des lits professionnels. Le PLU n'augmente pas de manière significative le nombre de logements permanents ou touristiques.

Par ailleurs, en favorisant les opérations de renouvellement urbain, le projet de PLU vise la sobriété énergétique, limitant ainsi les consommations énergétiques – notamment fossiles - et les émissions de gaz à effet de serre induites.

Concernant les déplacements, seconde source principale d'émission de gaz à effet de serre sur le territoire après le secteur résidentiel, le PLU s'est doté des outils réglementaires visant à favoriser les transports en commun et les modes actifs depuis l'entrée de la station à la Daille. Ces mesures, complétées des dispositions réglementaires des OAP sectorielles et de l'OAP thématique « dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains » en faveur des énergies renouvelables et de la sobriété énergétique, constituent des mesures de réduction aux émissions de gaz à effet de serre potentiellement générées par le projet de PLU.

6.4. Incidences du PLU sur les pollutions et qualités des milieux

6.4.1. Rappel du contexte sur Val d'Isère

Les rejets domestiques sont très majoritairement collectés via le réseau d'assainissement collectif et dirigés et traités à la station d'épuration de la Daille. Huit abonnés resteront en assainissement non collectif à très long terme, soit 1% des habitations. La station d'épuration va être modernisée afin de répondre aux exigences règlementaires.

Les anciens sites industriels susceptibles de polluer les sols et les sous-sols sont répertoriés et cartographiés.

La gestion des déchets ménagers relève de la CC de Haute Tarentaise et les filières de tri sélectif – y compris de compostage collectif – sont organisées.

6.4.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD

Orientation générale :

- Agir sur le développement urbain pour limiter son impact environnemental
- Réduire les sources de pollution

Actions :

- Inciter la réduction des déchets
- Achever la mise en séparatif des réseaux, et la maintenance.
- Encourager l'infiltration des eaux pluviales sur site pour limiter le recours aux réseaux de collecte qui assèchent les sols, notamment sur les périphéries urbaines (Légettaz, …)

6.4.3. Incidences et mesures

Incidences sur l'environnement Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Type d'effet**	**Durée de l'effet**	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
(-) Le développement résidentiel et touristique augmente les rejets d'eaux usées.	Direct	Saisonnier	**(r)** L'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones urbaine est conditionnée au raccordement à l'assainissement collectif quand il existe. Des dispositions réglementaires encadrent l'assainissement non collectif. La STEP de la Daille va être rénovée et redimensionnée afin d'accueillir les flux supplémentaires dans le respect des normes environnementales en vigueur.
(-) L'aménagement de nouvelles zones bâties augmente les rejets d'eaux pluviales.	Direct	Permanent	**(r)** Les annexes sanitaires du PLU ainsi que le règlement écrit et les OAP sectorielles encadrent la gestion des eaux pluviales des zones d'urbanisation future. **(r)** La végétalisation des zones d'urbanisation future, telle que définie dans les OAP sectorielles et le règlement des zones U, contribue à favoriser l'infiltration et à limiter l'imperméabilisation des sols.
(-) Le développement résidentiel et touristique augmente la production de déchets ménagers.	Direct	Saisonnier	**(r)** Les filières de collecte et de traitement en place sur le territoire prendront en charge les tonnages supplémentaires. En cas de besoin, des Points d'Apport Volontaire supplémentaires seront aménagés.

(-) Le développement résidentiel et touristique augmente la production de déchets inertes (terrassements).	Indirect	Temporaire	**(r)** Le PLU conforte l'existence des zones de stockage situées en entrée de la Daille, au Crêt et au Laisinant en créant des zones dédiées (Nm).

6.4.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur les pollutions et qualités des milieux

Les nuisances induites par le PLU sur la qualité des milieux et les pollutions générées sont atténuées par les dispositions réglementaires du règlement écrit et de l'ensemble des OAP.

6.5. Incidences du PLU sur les ressources naturelles et les usages

6.5.1. Rappel du contexte sur Val d'Isère

En l'état des connaissances, aucun conflit d'usage n'apparaît sur la ressource en eau. L'usage principal est l'Alimentation en Eau Potable suivi de la production de neige de culture. Les usages de production hydroélectrique sont réalisés en tenant compte des besoins des milieux aquatiques (respect des débits réservés).

La forêt offre de multiples fonctions, tant écologiques qu'humaines notamment en prévention des risques naturels (forêts de protection).

6.5.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD

Orientation générale : Concevoir un développement urbain et touristique compatible avec la ressource en eau

Actions :

Préserver la ressource en eau disponible et mobilisable

Concilier les différents usages de l'eau (AEP, neige de culture, hydro-électricité) avec les besoins des milieux aquatiques

6.5.3. Incidences et mesures

Incidences sur l'environnement Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Type d'effet**	**Durée de l'effet**	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
(-) Le développement résidentiel et touristique augmente les besoins en eau potable	Direct	Saisonnier	**(r)** Les données disponibles montrent que la ressource en eau mobilisable couvre les besoins futurs de la population permanente et touristique y compris en période de pointe.
(-) Les zones Np de la Daille, du Crêt et du Fornet consomment des sols à usage agricole.	Direct	Temporaire	**(r)** Le PLU préserve de vastes superficies de prairies agricoles en fond de vallée et en altitude (alpages). **(r)** Les secteurs de prairie agricole consommés par les zones Np du PLU seront reconstituées après travaux.

(-) Les secteurs en immobilier libre du centre urbain et constitués d'un couvert végétal sont susceptibles d'être imperméabilisés en cas de construction.	Direct	Permanent	**(r)** Les mesures en faveur de la végétalisation décrites dans les OAP sectorielles et l'OAP thématique « dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains » ainsi que le règlement des zones U participent à récréer des milieux arborés au sein des zones d'urbanisation future. **(c)** L'ER n°6 a pour objectif de renaturer des surfaces aujourd'hui artificialisées par la présence d'un parking aérien. Cette mesure, qui vise la revégétalisation d'un secteur riverain de l'Isère, compense la consommation avérée (montée de Bellevarde et zone Ud de la Légettaz) et potentielle des petites surfaces non artificialisées présentes au sein du tissu bâti.
(0) En classant les superficies forestières du territoire communal en zone naturelle N et en EBC, et en préservant l'ensemble des boisements rivulaires des cours d'eau, le PLU conforte les usages écologiques et de protection de la forêt.	Direct	Permanent	
(-) Le secteur d'urbanisation future de la montée de Bellevarde consomme des espaces boisés résiduels sur une superficie estimée à 1500 m^2. Le boisement concerné n'est pas repéré comme une forêt de production ou de protection.	Direct	Permanent	**(r)** Les mesures en faveur de la végétalisation des espaces périphériques aux zones construites et décrites dans les OAP sectorielles et l'OAP thématique « dynamique écologique et adaptation au changement climatique des espaces urbains » participent à récréer des milieux arborés au sein des zones d'urbanisation future.

6.5.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur les ressources naturelles et les usages

Les incidences du PLU sur la ressource en eau sont anticipées via le programme de travaux du SDAEP de décembre 2024 visant à optimiser la ressource au travers de travaux sur les réseaux et les ouvrages existants.

Les ressources du sol (agricoles et forestières) sont bien prises en compte par le PLU au travers de mesures de protection et de mesures de réduction. L'imperméabilisation potentielle des secteurs non artificialisés en immobilier libre situés au cœur du tissu bâti est compensée par le projet de désimperméabilisation des berges de l'Isère.

6.6. Incidences du PLU sur les risques pour l'homme et la santé

6.6.1. Rappel du contexte sur Val d'Isère

La qualité physicochimique et bactériologique de l'eau distribuée est bonne.

La commune de Val d'Isère est couverte par un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (P.P.R.) approuvé le 27 avril 2006 et composé d'un volet montagne et d'un volet inondation pour l'Isère et la Calabourdane. Une révision générale du volet montagne du P.P.R. est en cours d'élaboration. Certaines dispositions ont été approuvées par anticipation le 30 avril 2018. Suite à un jugement du tribunal administratif, la réglementation à appliquer à Val d'Isère est la plus contraignante de ces deux P.P.R.

6.6.2. Rappel des objectifs et orientations du PADD

Orientation générale : S'adapter aux variations des phénomènes naturels dans l'aménagement du territoire

Actions :

- Prendre en compte les P.P.R. opposables
- Tenir compte des effets du changement climatique sur le milieu alpin, en s'appuyant notamment sur la trame verte et bleue

6.6.3. Incidences et mesures

Incidences sur l'environnement Incidences positives (+), négatives (-), négligeables (0)	**Type d'effet**	**Durée de l'effet**	**Mesures** évitement (e), réduction (r), compensation (c)
(-) Plusieurs secteurs d'urbanisation future ou urbanisables sont situés au sein de secteurs sur lesquels sont identifiés des aléas naturels.	Direct	Permanent	(r) Des prescriptions réglementaires encadrent l'ouverture à l'urbanisation des secteurs concernés.
(0) Le PLU, en maîtrisant l'ensemble des rejets domestiques et industriels dans le milieu naturel, est sans effet sur les risques sanitaires potentiellement liés à l'alimentation en eau potable.			

6.6.4. Conclusion sur les incidences du PLU sur les risques pour l'homme et la santé

Les risques pour l'homme et la santé sont pris en compte par le PLU au travers de dispositions réglementaires.

Chapitre 7 :
ANALYSE DES INCIDENCES NATURA 2000

7.1. Rappel du cadre réglementaire

L'évaluation des incidences Natura 2000 est proportionnée à l'importance du document et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

L'article R.414-23 du code de l'environnement précise le contenu du dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 dans le cadre des dossiers de planification :

- Une présentation simplifiée du document de planification accompagné d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets
- Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du document de planification, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation
- Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le document de planification peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres documents de planification dont est responsable l'autorité chargée d'approuver le document de planification sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites
- S'il résulte de l'analyse préalable que le document de planification peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation ou pendant la durée de la validité du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables.

Lorsque, malgré les mesures prévues, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre :

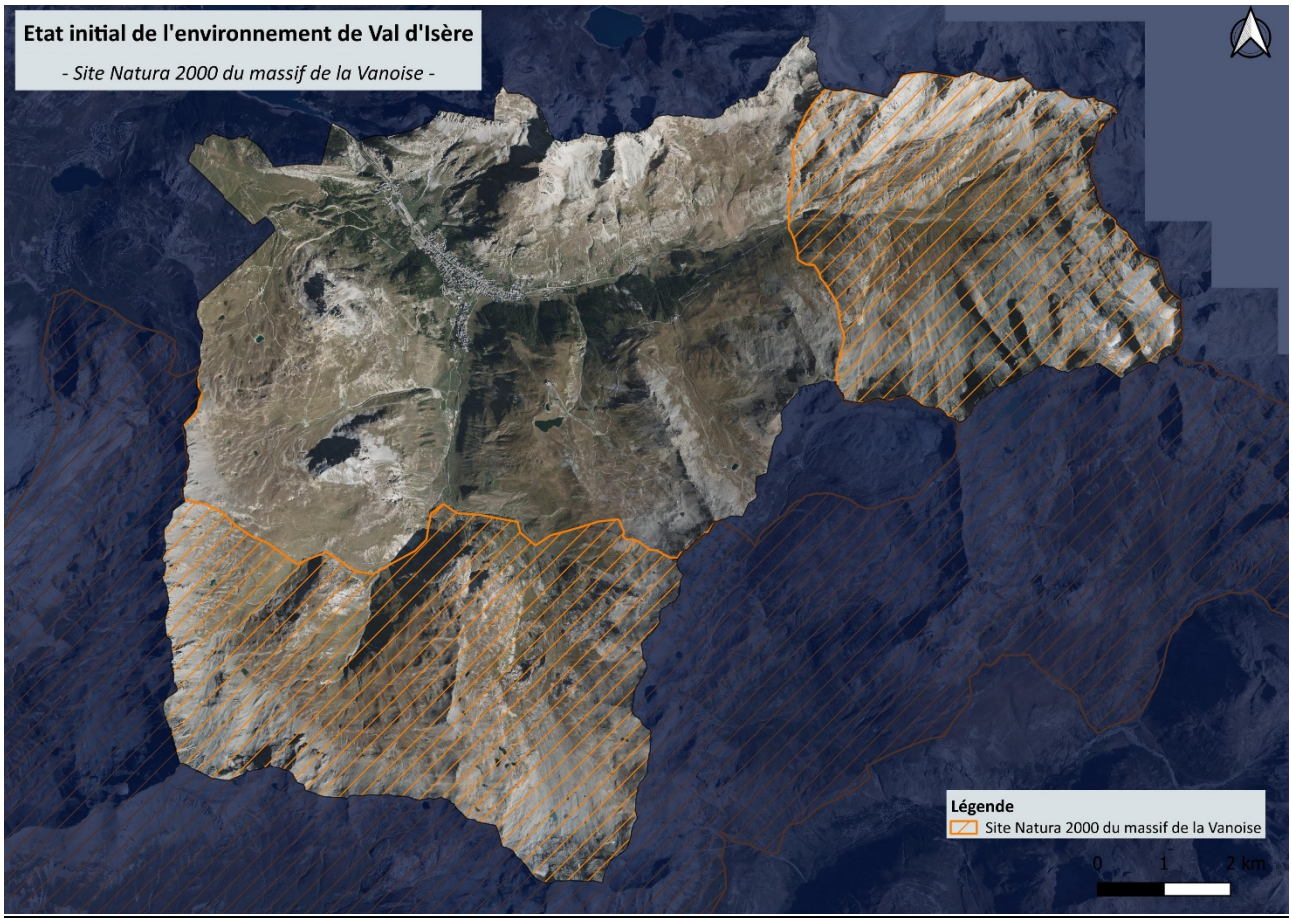
- La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier l'approbation du document de planification
- La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000.
- L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires.

7.2. Evaluation préliminaire des incidences du PLU sur le site Natura 2000 du massif de la Vanoise

7.2.1. Les habitats et les espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 du massif de la Vanoise

Le massif de la Vanoise a été désigné sous l'appellation site Natura 2000 FR8201783 « Massif de la Vanoise » par arrêté ministériel du 17 octobre 2008 en zone spéciale de conservation (ZSC) au titre de la directive Habitat. Le massif a également été désigné en zone de protection spéciale (ZPS) au titre de la directive Oiseaux par arrêté ministériel du 29 février 1988 modifié par l'arrêté du 03 septembre 2018 sous l'appellation FR8210032. Outre le cœur du Parc de la Vanoise, le périmètre de la ZSC comprend la réserve biologique domaniale de la Dent du Villard.

La carte suivante présente la localisation l'emprise du périmètre du site Natura 2000 du massif de la Vanoise sur la commune de Val d'Isère (Source : DREAL Auvergne Rhône-Alpes).



Emprise du site Natura 2000 du massif de la Vanoise sur la commune de Val d'Isère

Le tableau suivant présente la liste des habitats naturels ayant justifié la désignation du site au titre de la Directive Habitat.

Habitats d'intérêt communautaire	
N° Habitat	Dénomination
3140	Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à *Chara spp*.
3220	Rivière alpine avec végétation ripicole herbacée
3230	Rivière alpine avec végétation ripicole ligneuse à *Myricaria germanica*
3240	Rivière alpine avec végétation ripicole ligneuse à *Salix elaeagnos*
4060	Landes alpines et boréales
4080	Fourrés de *Salix spp*. subarctiques
6150	Pelouses boréo-alpines siliceuses
6170	Pelouses calcaires alpines et subalpines
6230	Formations herbeuses à *Nardus*, riches en espèces, sur substrat siliceux des zones montagnardes
6430	Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin
6520	Prairies de fauche de montagne
7110	Tourbières hautes actives

7140	Tourbières de transition et tremblantes
7220	Sources pétrifiantes avec formation de travertins (*Cratoneurion*)
7230	Tourbières basses alcalines
7240	Formations pionnières alpines du *Caricion bicoloris-atrofuscae*
8110	Eboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (*Andosacetalia alpinae* et *Galeopsietalia ladani*)
8120	Eboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (*Thlaspietea rotundifolii)*
8210	Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique
8220	Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique
8230	Roches siliceuses avec végétation pionnière du *Sedo-Scleranthion* ou du *Sedo albi-Veronicion dillenii*
8340	Glaciers permanents
9410	Forêts acidophiles à *Picea* des étages montagnard à alpin (*Vaccinio-Piceetea*)
9420	Forêts alpines à *Larix decidua* et/ou *Pinus cembra*
9430	Forêts montagnardes et subalpines à *Pinus uncinata* (sur substrat gypseux ou calcaire)

Le tableau suivant présente la liste des espèces animales et végétales ayant justifié la désignation du site au titre de la Directive Habitat.

Mammifères	
Nom commun	Nom scientifique
Lynx boréal	*Lynx lynx*
Invertébrés	
Nom commun	Nom scientifique
Damier de la Succise	*Euphydryas aurinia*
Plantes	
Nom commun	Nom scientifique
Buxbaumie verte	*Buxbaumia viridis*
Dracocéphale d'Autriche	*Dracocephalum austriacum*
Panicaut des Alpes	*Eryngium alpinum*
Riccie de Breidler	*Riccia breidleri*
Sabot de Vénus	*Cypripedium calceolus*
Trèfle des rochers	*Trifolium saxatile*

Le tableau suivant présente la liste des espèces animales ayant justifié la désignation du site au titre de la Directive Oiseaux (espèces en annexe I de la DO).

Oiseaux sédentaires	
Nom commun	Nom scientifique
Aigle royal	*Aquila chrysaetos*
Bondrée apivore	*Pernis apivorus*
Chevêchette d'Europe	*Glaucidium passerinum*
Chouette de Tengmalm	*Aegolius funereus*
Crave à bec rouge	*Pyrrhocorax pyrrhocorax*
Faucon pèlerin	*Falco peregrinus*
Gélinotte des bois	*Bonasa bonasia*
Grand-duc d'Europe	*Bubo bubo*
Gypaète barbu	*Gypaetus barbatus*
Lagopède alpin	*Lagopus mutus helveticus*
Perdrix bartavelle	*Alectoris graeca saxatilis*
Pic noir	*Dryocopus martius*

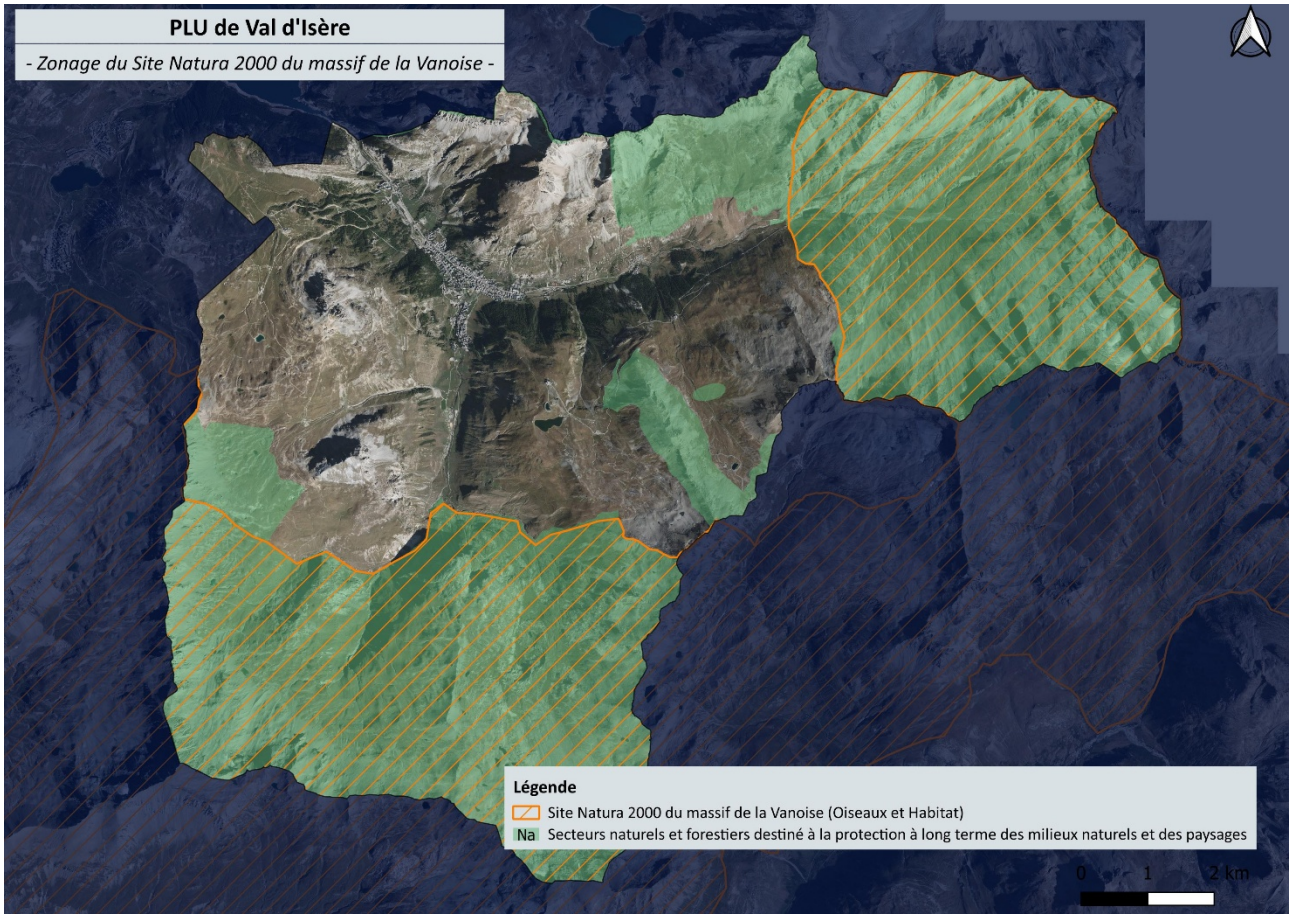
Pie-grièche écorcheur	*Lanus collurio*
Tétras-lyre	*Tetrao tetrix tetrix*
Oiseaux migrateurs	
Nom commun	Nom scientifique
Circaète Jean-le-Blanc	*Circaetus gallicus*
Milan noir	*Milvus migrans*
Pie-grièche écorcheur	*Lanius collurio*
Vautour fauve	*Gyps fulvus*

7.2.2. Identification des incidences potentielles

7.2.2.1. Effets potentiels du PLU sur les habitats naturels d'intérêt communautaire

La totalité du périmètre des espaces naturels du site Natura 2000 du massif de la Vanoise a été classée en zone naturelle NA, secteur naturel identifiant les secteurs naturels et forestiers destinés à la protection à long terme des milieux naturels et des paysages.

La carte suivante présente la traduction réglementaire du site Natura 2000 du massif de la Vanoise au PLU de Val d'Isère.



Extrait du règlement graphique – Zone NA

Extrait du règlement écrit de la zone N :

« Dans le secteur NA uniquement, seule est autorisée l'aménagement, ou la restructuration des refuges de montagne à condition qu'ils soient ouverts au public.

Rappel : Tout projet sur un site Natura 2000 devra faire l'objet d'un document d'incidence. »

Le PLU ne prévoit par ailleurs aucun aménagement dans la zone NA qui pourrait se traduire par un emplacement réservé.

Ainsi, en ne détruisant ni modifiant les habitats naturels d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000, le PLU n'a aucune incidence directe sur les habitats naturels du site Natura 2000 du massif de la Vanoise.

Les périmètres des zones d'urbanisation future telles qu'elles sont définies dans le PLU sont situées à plusieurs kilomètres à vol d'oiseau du site Natura 2000.

Par ailleurs, le PLU ne prévoit aucun nouvel équipement en périphérie immédiate du site Natura 2000 susceptible de générer des flux polluants dans les espaces naturels constitutifs du site Natura 2000.

Aussi, le PLU n'a aucune incidence indirecte sur les habitats naturels du site Natura 2000 du massif de la Vanoise.

7.2.2.2. Effets potentiels du PLU sur les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire

Effets potentiels sur la flore patrimoniale

La distance des zones d'urbanisation future par rapport au site communautaire considéré fait que le PLU n'est pas de nature à porter atteinte aux stations des 6 espèces végétales patrimoniales pour lesquelles le site a été désigné. Aucune de ces espèces n'a par ailleurs été repérée au sein des zones d'urbanisation ou d'aménagement futur.

Par conséquent, le PLU n'est pas susceptible de porter atteinte à l'état de conservation des espèces végétales communautaires du site Natura 2000 du massif de la Vanoise.

Effets potentiels sur la faune patrimoniale

En conservant les habitats naturels forestiers susceptibles d'accueillir le Lynx boréal, espèce pour laquelle le site a été désigné, le PLU n'a aucune incidence directe sur cette espèce. Le Damier de la succise, autre espèce d'intérêt communautaire est un papillon des zones humides d'altitude, milieux qui sont préservés au PLU.

Parmi les oiseaux ayant justifié la désignation de la ZPS du massif de la Vanoise au titre de la Directive Oiseaux, aucun d'entre eux n'a été observé dans les zones d'urbanisation future en situation de nidification. Il s'agit d'espèces qui vivent majoritairement en altitude où leur habitat est préservé.

Par conséquent, le PLU n'est pas susceptible de porter atteinte à l'état de conservation des espèces animales communautaires du site Natura 2000 du massif de la Vanoise.

7.2.3. Conclusion

Au regard de l'ensemble des éléments précédemment décrits, il est possible d'affirmer que le PLU de Val d'Isère n'est pas de nature à remettre en cause l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000 du massif de la Vanoise.

7.3. Evaluation préliminaire des incidences du PLU sur le site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion

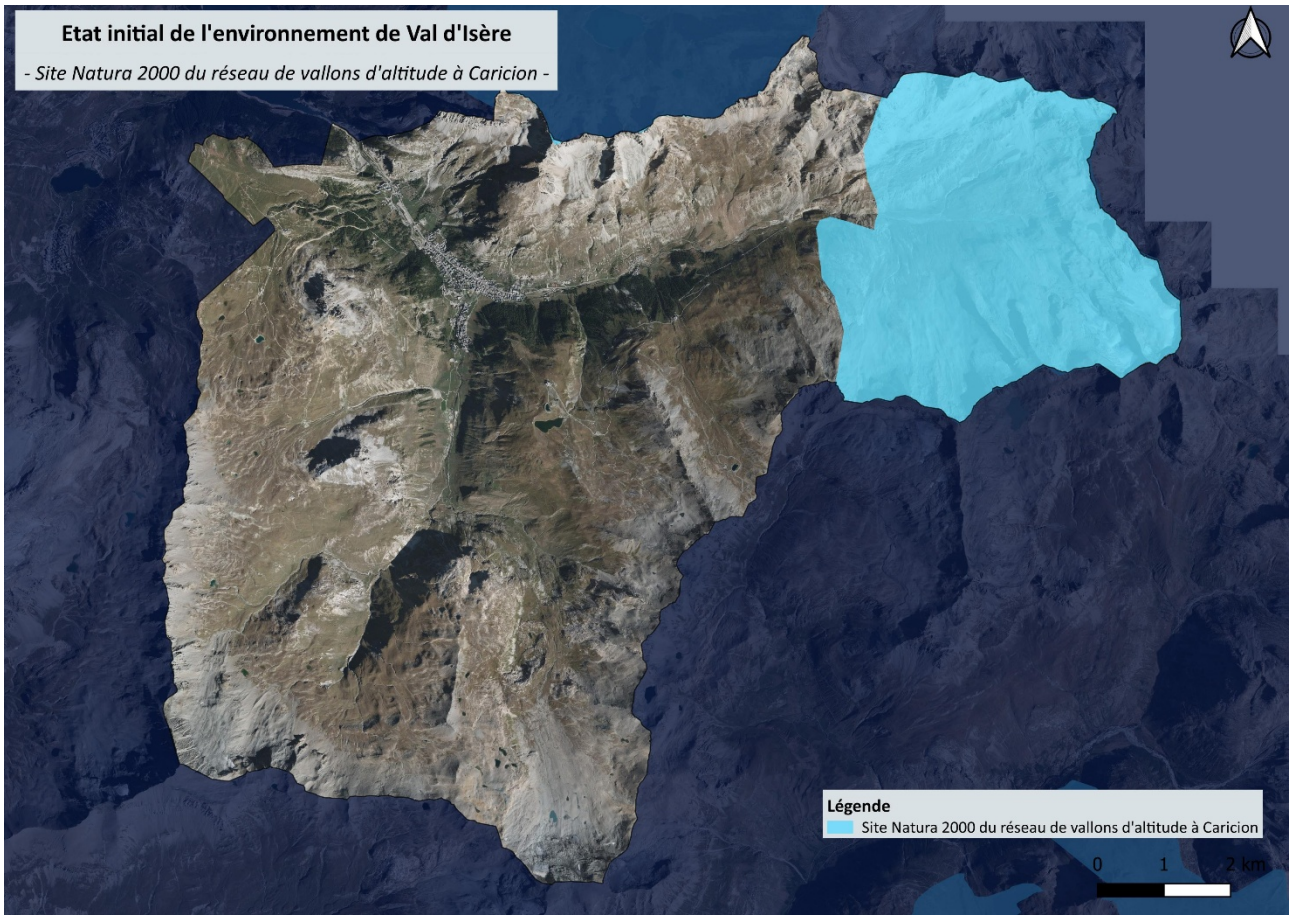
7.3.1. Les habitats et les espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion

Ce site Natura 2000 a été désigné Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la Directive Habitats en 2008 et son DOCOB validé en 2010.

Il s'étend sur environ 95 km² (dont environ 20 km² sur le territoire communal) et regroupe l'ensemble des bassins versants des vallées de Tarentaise et de Maurienne sur lesquels ont été répertoriés des stations de *Caricion bicoloris-atrofuscae* (milieu d'intérêt communautaire prioritaire).

Le site comprend la Réserve naturelle de la Grande Sassière, le vallon de Prariond et l'Arrêté de Protection de Biotope du Mont Cenis. Ce type de milieu est rare et est rescapé des dernières glaciations d'il y a 30 000 ans.

La carte suivante présente la localisation l'emprise du périmètre du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion sur la commune de Val d'Isère (Source : DREAL Auvergne Rhône-Alpes).



Emprise du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion sur la commune de Val d'Isère

Le tableau suivant présente la liste des habitats naturels ayant justifié la désignation du site du réseau de vallons d'altitude à Caricion au titre de la Directive Habitat.

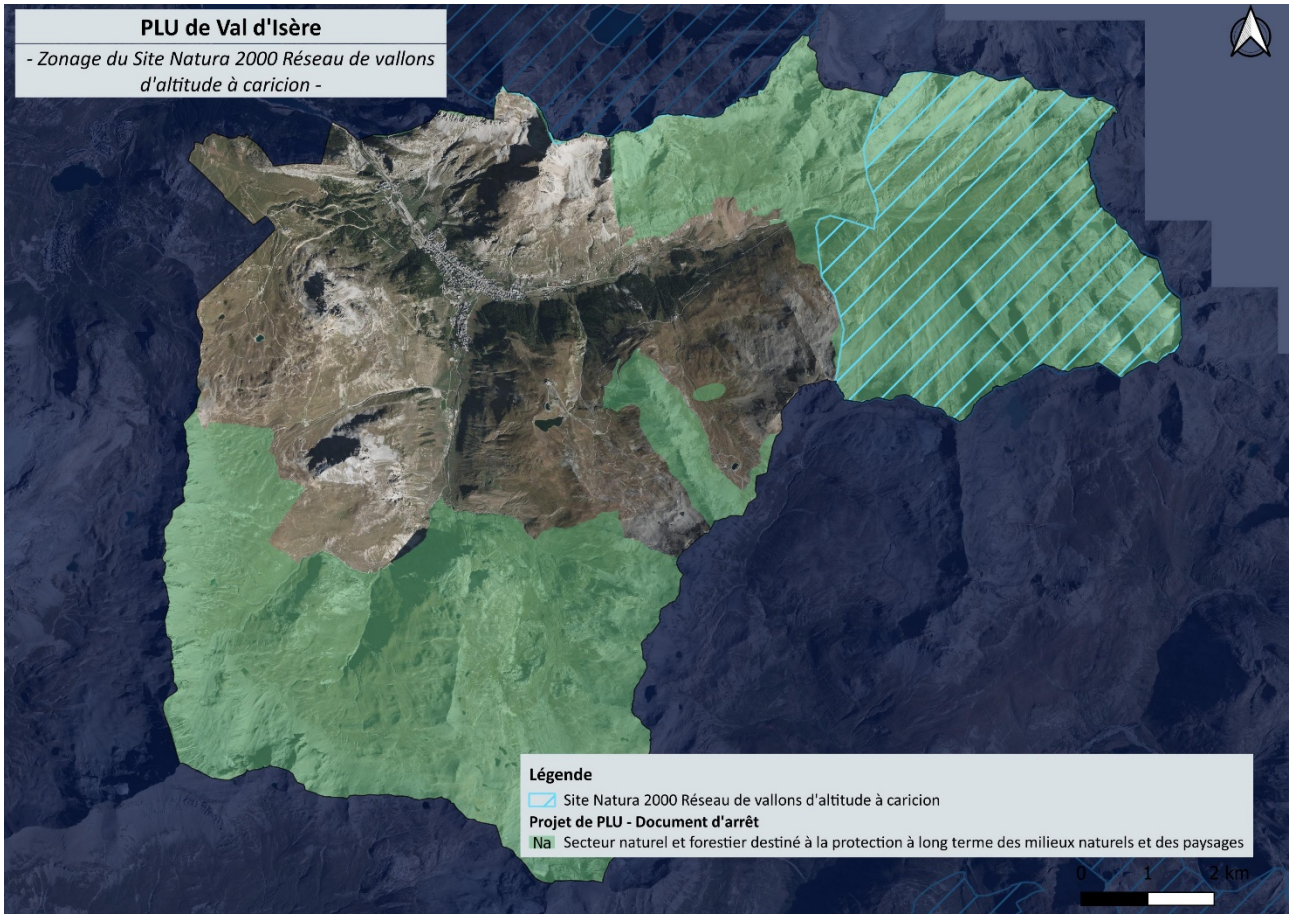
	Code Natura 2000	Code Corine	Menaces principales
Formations pionnières alpines du Caricion bicoloris-atrofuscae	7240	54.3	Changements climatiques, captages, aménagements hydroélectriques, aménagements de pistes, intensification des pratiques pastorales
Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée	3220	24.221	Aménagements hydroélectriques, captages, aménagements berges
Landes alpines et boréales	4060	31.4	Fermeture des milieux
Pelouses calcaires alpines et subalpines	6170	36.412	Fermeture des milieux, intensification agricole, aménagements de pistes
Pelouses boréo-alpines siliceuses	6150	36	Fermeture des milieux, intensification agricole, aménagements de pistes
Prairies de fauche de montagne	6520	38.3	Intensification ou abandon des pratiques agricoles
Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes	6230	35.1	Aménagements de pistes, intensification agricole
Tourbières basses alcalines	7230	54.2	Aménagements hydroélectriques, captages, drainage
Éboulis calcaires et siliceux alpins	8110 et 8120	61.1 61.2	Aménagements de pistes
Végétation chasmophytique des falaises et rochers clacaires et siliceux	8210 et 8220	62.1	Aménagements de pistes
Glaciers permanents	8340	63.3	Réchauffement climatique

7.3.2. Identification des incidences potentielles

7.3.2.1. Effets potentiels du PLU sur les habitats naturels d'intérêt communautaire

La totalité du périmètre des espaces naturels du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion a été classée en zone naturelle NA, secteur naturel identifiant les espaces naturels majeurs protégés.

La carte suivante présente la traduction réglementaire du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion au PLU de Val d'Isère.



Extrait du règlement graphique – Zone NA

Extrait du règlement écrit de la zone N :

« Dans le secteur NA uniquement, seule est autorisée l'aménagement, ou la restructuration des refuges de montagne à condition qu'ils soient ouverts au public.

Rappel : Tout projet sur un site Natura 2000 devra faire l'objet d'un document d'incidence. »

Le PLU ne prévoit par ailleurs aucun aménagement dans la zone NA qui pourrait se traduire par un emplacement réservé.

Ainsi, en ne détruisant ni modifiant les habitats naturels d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000, PLU n'a aucune incidence directe sur les habitats naturels du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion.

Les périmètres des zones d'urbanisation future telles qu'elles sont définies dans le PLU sont situées à plusieurs kilomètres à vol d'oiseau du site Natura 2000.

Par ailleurs, le PLU ne prévoit aucun nouvel équipement en périphérie immédiate du site Natura 2000 susceptible de générer des flux polluants dans les espaces naturels constitutifs du site Natura 2000.

Aussi, le PLU n'a aucune incidence indirecte sur les habitats naturels du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion.

7.3.2.2. Effets potentiels du PLU sur les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire

Effets potentiels sur la flore patrimoniale

Aucune espèce végétale n'a été désignée au titre du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion.

Par conséquent, le PLU n'est pas susceptible de porter atteinte à l'état de conservation des espèces végétales communautaires du site Natura 2000 des adrets de Tarentaise.

Effets potentiels sur la faune patrimoniale

Le Loup et le Damier de la succise sont les deux espèces animales ayant justifié la désignation du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion.

Le Damier de la succise est un papillon diurne protégé en France qui apprécie des biotopes variés jusqu'en altitude, plutôt de type bois clairs, lisières, broussailles, mais également des milieux humides. L'espèce n'a pas été identifiée dans les zones d'aménagement futur du PLU. Elle est potentiellement présente au sein des habitats naturels du domaine skiable où elle est suivie dans le cadre de l'Observatoire environnemental.

Le Loup occupe les vastes territoires forestiers et alpins qui sont classés en zone naturelle au PLU.

Par conséquent, le PLU n'est pas susceptible de porter atteinte à l'état de conservation des espèces animales communautaires du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion.

7.3.3. Conclusion

Au regard de l'ensemble des éléments précédemment décrits, il est possible d'affirmer que le PLU de Val d'Isère n'est pas de nature à remettre en cause l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000 du réseau de vallons d'altitude à Caricion.

Chapitre 7 : DISPOSITIF DE SUIVI

Les mesures destinées à évaluer les incidences environnementales des orientations du PLU à l'échéance de 6 ans, se traduisent par des propositions d'indicateurs de suivi.

Les indicateurs de suivi développés dans le tableau suivant répondent aux enjeux et aux objectifs environnementaux du territoire de Val d'Isère.

Chaque indicateur de suivi proposé renvoie à un ou plusieurs objectifs environnementaux établis dans le PADD et directement liés à la mise en œuvre du PLU.

Ces indicateurs sont répertoriés par thématique environnementale.

Ils doivent permettre le suivi des orientations environnementales retenues par le PLU.

Ils ont également été retenus en vertu de leur facilité de mise en œuvre par la commune et de la disponibilité des données mobilisables.

10 indicateurs environnementaux ont été retenus pour le suivi du PLU de Val d'Isère.

Thème	Indicateur de suivi	Méthode	Unité	Fréquence	Source	Valeur de référence
Biodiversité et Milieux naturels	Suivi de la superficie totale des espaces naturels et agricoles.	Traitement géomatique simple	Hectares	Annuelle	Observatoire Savoie	SAU (PACAGE 2024) : 4 326 ha Forêt (Inventaire Forestier National - IGN 2014) : 423 ha
	Superficies des espaces naturels et agricoles destinés à la production de logements ou à l'aménagement d'équipements publics et consommés.	Traitement géomatique simple	Hectares	Echéance du PLU	Commune (PLU/Cadastre)	Projet de PLU : 9 948 m²
	Suivi des stations de plantes patrimoniales des fonds de vallée	Actualisation des données disponibles. Analyse des permis de construire (prise en compte de l'OAP thématique A)	Nombre d'unités	Echéance du PLU	Permis de construire Observatoire STVI Données observatoire PNV et régional	En 2024 : 1 244 données pour le Cirse à feuilles variables 153 données des autres plantes patrimoniales
Paysage et patrimoine bâti	Conservation des caractéristiques architecturales du patrimoine remarquable identifié dans l'OAP sectorielle n°7	Analyse des permis de construire	-	Echéance du PLU	Permis de construire et reportage photographique du bâti réalisé	OAP sectorielle n°7
Climat-Energie	Nombre de logements BBC, BEPOS ou passifs créés	Questionnaire habitants + Analyse des permis de construire	Nombre d'unités	Echéance du PLU		Non connue
	Évolution du linéaire de liaisons douces interurbaines	Traitement géomatique simple	Mètres linéaires		Commune (PLU/Cadastre)	Non connue

	Nombre et surfaces d'installations individuelles et collectives productrices et/ou utilisatrices d'énergies renouvelables	Questionnaire habitants + Analyse des permis de construire	Nombre d'unités et de surfaces	Echéance du PLU	Commune	A l'échelle de la CC de Haute Tarentaise en 2022 : 447 installations de pompes à chaleur 126 installations de production photovoltaïque 588 m2 d'installations solaires thermiques
Ressource en eau et usages	Suivi de la ressource mobilisable		m^3	Annuelle	APTV CCHT	
	Evolution de la consommation d'eau pour l'AEP	Comptages annuels Véolia	m^3	Annuelle	CCHT	En 2022 : 707 626 m^3
Déplacements	Comptages routiers sur le RD902 entre le Chevril et Val d'Isère	Comptages annuels du Département	Nombre d'unités	Annuelle	Département	En 2023 : 3 285 véhicules/jour en moyenne annuelle